MAROC diplomatique

L'INFORMATION QUI DÉFIE LE TEMPS

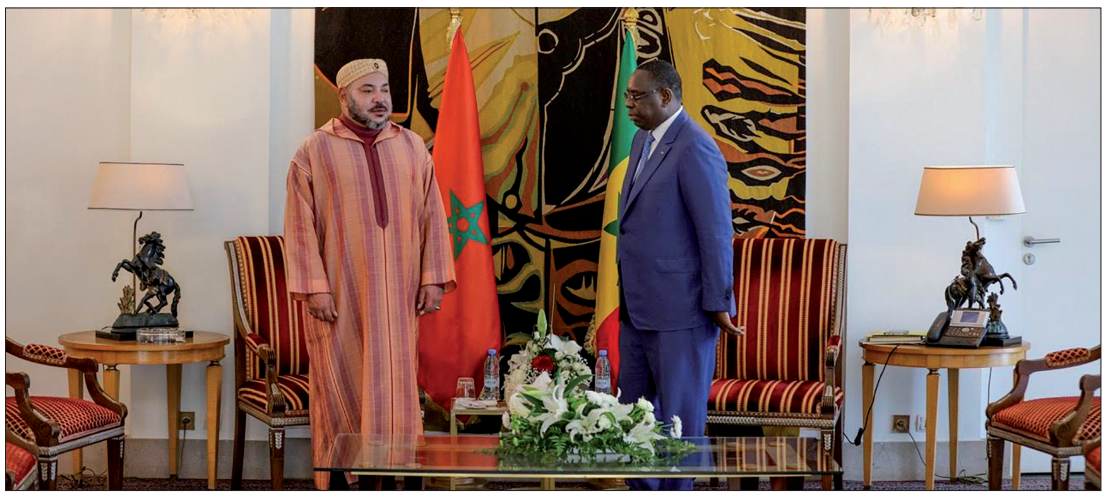
10 DH - 1 € - MENSUEL - 32 pages | www.maroc-diplomatique.net | N° 15 - NOVEMBRE 2016

COP22
Energies renouvelables en Afrique
Utopie ou réalité
Page 24

UN LIVRE, UN AUTEUR
Kebir-Mustapha Ammi : faiseur d'éclopés formidables
Pages 28 & 29

Le Maroc de retour

Renouveau diplomatique et défense du Sahara marocain



«Morocco is back»! (Le Maroc est de retour)! On emprunte cet apophtegme à dessein, d'un Ronald Reagan, élu triomphalement en 1980 et démentant lui aussi les pronostics. La similitude s'arrête à cet emprunt. Le Maroc est de retour en effet, il s'inscrit dans une dynamique nouvelle que seule une formule peut résumer : le redéploiement. Il est porté sur les fonts baptismaux par le Roi Mohammed VI qui n'en finit pas de briser, l'un après l'autre, les « plafonds de glace », et promeut une nouvelle diplomatie en rupture avec les modèles monocolores et timorés.

La tournée en Afrique, la deuxième et troisième réunies en moins d'un an, les entretiens et les séances de travail qui les caractérisent, une volonté de les estampiller à jamais par une série d'accords de coopération multiforme, enfin et ce n'est pas le moindre détail, une rédhibitoire volonté de défendre notre intégrité territoriale et notre souveraineté, nous apportent la preuve supplémentaire que le Maroc continuera son envol. Cette année, le credo aura une sorte de tangible fermeté, que l'on retrouve dans les propos et les discours du Roi. Une manière de radicalité qui en impose et surprend plus d'un…

Cela dit, le maître d'œuvre de cette évolution, on ne le dira jamais assez, est d'abord le Roi. Mobilisé sur plusieurs fronts, il incarne l'image irénique d'un coureur de fond, pressé mais imprégné d'une grande sagesse. La bataille pour réintégrer la famille africaine au sein de l'UA, le face-à-face avec une Algérie qui s'arme lourdement, ruinant ses richesses et ses budgets, c'est peu dire que notre pays s'y apprête, à coup sûr. ■

Lire en page 2

L'Amérique et nous

Tout ce que ce grand monde compte comme sondeurs, analystes et prévisionnistes n'a pas réussi à annoncer la victoire de Donald Trump. On se prend à rêver que son élection ne brisera pas la continuité que chaque gouvernement espère maintenir. Le Maroc n'exprime pas d'inquiétude particulière, vu les « bonnes relations » - à la limite neutres – avec toute nouvelle Administration américaine. Il devrait être attentif, néanmoins, à propos de la nomination du Secrétaire d'Etat (ministre des Affaires étrangères) qui dirigera la diplomatie des Etats-Unis, entre John Bolton, Newt Gingrich et Bob Corker. ■

H.A.

Lire en pages

Plaidoyer royal pour l'Afrique

Que le Roi Mohammed VI ait prononcé le discours traditionnel de la commémoration du 41ème anniversaire de la Marche verte d'une terre autre que celle de ses ancêtres a marqué un fait inédit dans l'Histoire du Royaume. La surprise manifestée et les interrogations qui se sont posées sont donc légitimes quand on sait que d'histoire d'hommes, un chef d'Etat ne s'est jamais adressé à son peuple d'un autre pays que sous la contrainte d'un coup d'Etat ou de guerre. C'est dire le génie du Souverain innovateur qui ne ressemble à aucun autre de ses prédécesseurs ! S'il a prononcé son discours depuis Dakar pour commémorer ce pan glorieux de l'Histoire du Maroc auquel ont pris d'ailleurs part des frères sénégalais, c'est qu'il ne s'adresse pas juste aux Marocains mais à tout le continent africain. ■

S.M.

Lire en pages 12 & 13

LIVRES

L'autre rentrée littéraire

Médiatiser les mêmes auteur(e)s, aussi talentueux soient-ils, empêche les lectrices et les lecteurs, notamment ceux n'étant pas forcément attirés par leurs ouvrages, de découvrir la pluralité des œuvres présentes au sein du champ littéraire. Au cours de cette rentrée littéraire, allons à la découverte d'autres livres plus discrets et regardons ce qu'ils ont à nous dire… Lorsqu'on s'est mis à annoncer cette fameuse rentrée littéraire 2016, on a cité, à maintes et maintes reprises, et bien évidemment à juste titre, les derniers romans de Leïla Slimani, Reda Dalil ou Mohmed Nedali. ■

PAR JEAN ZAGANIARIS

Lire en page 30

DOSSIER DU MOIS

Un Maroc au cœur du malaise entre conservateurs et modernistes

Lors de moments critiques dans l'Histoire de l'humanité, philosophes, écrivains, penseurs, journalistes et chercheurs amènent une sensibilité différente pour éclairer les esprits et calmer les passions déchaînées. Or le panurgisme, le conformisme, la pensée unique et unilatérale émergent et persistent, de plus en plus, ce qui est loin d'être un gage de vérité surtout quand c'est applaudi, voire orchestré, par un gouvernement auto-satisfait et des médias rivalisant de servilité et de mercantilisme. ■

DOSSIER RÉALISÉ PAR SOUAD MEKKAOUI

Lire en pages 14 à 20

DANS CE NUMÉRO

EDITORIAL
Le Maroc est de retour — Lire en page 2

COUP DE GUEULE
Benkirane, Chabat, Benabdallah et les autres… — Pages 4 & 5

NATION
Le discours du Roi Mohammed VI à Dakar plaidoyer pour la grandeur de l'Afrique — Pages 6 & 7

MAROC-AFRIQUE
- Mohammed VI, solidaire et mobilisateur d'une Afrique unie et prospère — Page 10
- Union sacrée et vision triangulaire — Page 11

TERRORISME
Les relations internationales et le terrorisme — Pages 22 & 23

PORTRAIT
Miloud Chaâbi ou la pionnière exception — Page 25

ÉDITORIAL

Le Maroc est de retour

« America is back » ! L'Amérique est de retour. Qui ne se souvient pas de ce propos lâché par Ronald Reagan le lendemain de son élection triomphale en 1980 à la tête des Etats-Unis ? Le pays venait ainsi de quitter une décennie marquée par une série d'humiliations, de crises comme le Watergate, la prise d'otages à Téhéran et une calamiteuse gouvernance d'un Jimmy Carter dont l'émolliente diplomatie n'avait d'égale que son angélisme face aux événements.

« Morocco is back », pourrait-on dire aujourd'hui. Non que notre pays vive un parallèle, marqué au coin des reculs comme l'Amérique naguère, mais parce qu'il renforce a contrario sa position sur la scène internationale. Au point que même ceux qui se considèrent comme ses détracteurs voire adversaires reconnaissent désormais son poids. Patiemment et laborieusement, le Roi Mohammed VI construit un modèle marocain de gouvernance où se conjuguent la vision à long terme et l'action dans l'immédiat. Celle-ci n'obéit qu'à l'impératif de l'efficacité.

Le retour du Maroc – si tant est que l'on puisse soutenir qu'il ait quitté la scène – est illustré, à coup sûr, par cette décision de réintégrer l'Union africaine (UA), mûrie depuis quelques temps, préparée et lancée comme un pavé dans la mare dans le camp de ceux qui ont cru, bien à tort, de prendre l'organisation panafricaine en otage, et d'essayer d'en faire une machine de guerre contre notre pays. Il est certain que le Roi Mohammed VI, tout à son audace et au discernement qui le caractérise, ne s'est pas lancé dans cette bataille de retour du Maroc au sein de l'UA, sans préparation. L'idée qui a pris forme au fur et à mesure est devenue une démarche concrète depuis notamment la visite officielle que le président du Rwanda, Paul Kagamé, a entreprise au Royaume du Maroc, en juillet dernier. Ce dernier a été l'un de ceux qui ont soutenu l'initiative royale de retour au sein de l'Union africaine, dans le sillage de la très grande majorité des chefs d'Etat et de gouvernements qui réclament, avec insistance, sa réintégration dans la famille africaine. Dans le dernier discours du Trône, Sa Majesté le Roi a rappelé, avec force, sa détermination à reprendre la place du Maroc qu'il a quittée en novembre 1984, lorsqu'au Sommet de l'OUA tenu à Addis Abéba, comploteurs algériens et camarilla des stipendiés qui leur sont dévoués, s'étaient ligués pour imposer la présence du polisario. Trente-deux ans se sont écoulés, et sans être membre de l'UA, le Maroc a tissé des relations exemplaires avec la très grande majorité des Etats qui la composent. Il a établi des partenariats stratégiques notamment avec les pays de l'Afrique occidentale, inscrits dans une dynamique que le Roi Mohammed VI a mise en œuvre, au cours de ses visites successives dans plusieurs pays, les toutes dernières étant celles du Rwanda et de la Tanzanie, fin octobre, et comme annoncé en République d'Ethiopie bientôt.

Cette zone de l'Afrique de l'est était d'autant moins abordée que, pourtant, tout nous y lie. A commencer par les liens de coopération économique, les échanges d'expériences, le know-how et autres transferts, la mise en place de partenariats tablant sur une réciprocité respectueuse des identités et des cultures. L'amorce par le Roi Mohammed VI d'une ouverture dans cette Afrique de l'est – considéré à tort ou à raison comme un « fief algérien » - entend rectifier le tir, la volonté de surmonter les obstacles de la langue et des méthodologies constituant un autre défi à relever.

Le retour du Maroc sur la scène africaine n'est pas seulement la traduction d'une vision, il constitue également l'illustration de la confiance qu'inspire notre pays, et aussi la justesse de sa politique. Le harcèlement auquel se livrent certains pays, dont l'Algérie voisine, l'acharnement que certains bureaucrates de l'Union européenne mettent à dénoncer l'accord agricole et sur la pêche, ou encore à la 4ème Commission des Nations unies n'empêchent pas le Maroc d'avancer, encore moins d'engranger des succès sur le plan international. Il n'est pas jusqu'aux dernières élections législatives, marquées par le maintien du PJD au gouvernement, qui n'ait illustré de manière admirable la transition démocratique d'un Maroc hissé sur le podium.

Le Roi est de toute évidence au centre de ce mouvement multidimensionnel portant sur les réformes au plan interne, et sur l'émergence du Maroc dans le cercle des pays qui comptent. Cette double détente a un souci qui s'appelle la cohérence. En effet, elle concerne l'unité politique et sociale, le rassemblement du peuple et la cohésion nationale, ensuite les défis à l'extérieur dont la défense de notre intégrité territoriale constitue la priorité. La diplomatie marocaine, elle aussi, connaît un tournant significatif par la nomination et l'audience de pas moins de soixante-cinq nouveaux ambassadeurs, accrédités en Afrique, aux Amériques, en Europe, en Australie, dans les pays arabes et dans des contrées qui, jusque-là, échappaient à l'intérêt général. Est-ce à dire que désormais la présence du Royaume du Maroc ne sera plus prise en défaut, mais en revanche elle donnera le ton, s'inscrira dans une logique qui sied à notre pays et sa vocation naturelle, à savoir la coopération économique et politique avec la quasi-totalité des pays de la planète, la solidarité avec les plus démunis d'entre eux, le soutien aux initiatives internationales en faveur de la paix ?

Il est cependant un autre volet dans lequel le Maroc impose ses marques si l'on peut dire, c'est celui de la sécurité et de la lutte antiterroriste. Force nous est de souligner qu'en ce domaine – de nos jours le plus important sans doute aux yeux des nations et des peuples – le Royaume du Maroc constitue un modèle. Il engrange à la fois une forte expérience en la matière et une culture de prévention et d'anticipation qui le rendent à présent incontournable. Le Maroc, parmi les tout premiers Etats à être victime du terrorisme ces quinze dernières années, a élaboré une législation rigoureuse pour y faire face. Il a renforcé son système de défense et de prévention, renouvelé son appareil et ses équipes tout en accompagnant ces mesures par un arsenal juridique qui le met à l'abri de toute critique malveillante.

Si le modèle sécuritaire marocain n'est pas exportable – comme le souhaitent pourtant bien des pays amis -, il n'en demeure pas moins que nos services de renseignements – tout à leur honneur et leur efficacité – apportent un soutien des plus précieux à leurs homologues, en Europe, en Afrique, dans les pays arabes, et coopèrent à toutes les initiatives internationales qui vont dans le sens de l'éradication du terrorisme.

Le Maroc est de retour aussi quand il propose de former des imams dans les pays d'Afrique, en France ou en Belgique, d'apporter son savoir-faire et son expérience à un moment où, saisies de froid face au terrorisme, les sociétés de différents pays nous interpellent. Cette implication participe d'une politique de déradicalisation des jeunes et surtout de la volonté de les encadrer dans l'islam de tolérance et de liberté. Le Roi Mohammed VI, Amir al-Mouminine ne manque jamais de programmer dans son agenda cet essentiel volet religieux qu'il propose aux différents chefs d'Etat rencontrés. Il est aux premières lignes de ce combat antiterroriste, comme en témoigne le fondateur discours prononcé le 20 août dernier à l'occasion de la commémoration du 63ème anniversaire de la Révolution du Roi et du peuple.

Souverain, le Royaume du Maroc aiguise et modernise son outil de défense et l'instrument de son indépendance diplomatique. Il reprend son rang.

Hassan Alaoui

MAROC diplomatique

SOCIÉTÉ :

Maroc diplomatique SARL
Tél : 06 61 66 50 27
47, Rue Othman Ben Affane, 4ème étage
20070 - Casablanca

Dépôt Légal : 2014/59

RÉDACTION :

Directeur de la publication :
Hassan Alaoui
E-Mail : hassan.alaoui@maroc-diplomatique.info

Directrice de la rédaction :
Souad Mekkaoui
E-Mail : souad.mekkaoui@maroc-diplomatique.info

Assistante de la direction :
Fatiha Moujib

Directeur Technique et artistique :
Abdeltif Chakir
E-Mail : abdeltif.chakir@maroc-diplomatique.info

Responsable des systèmes d'information et de la gestion du site
Naima Landa
E-Mail : landa.naima@gmail.com

Journalistes & Collaborateurs
Abderrahim Bourkia
E-Mail : abderrahimbourkia@gmail.com
Fatimazahraa Rabbaj
E-Mail : rabbajf@yahoo.com
Hassan Riad,
Mohamed Malki,
Yassine Ben Ali,

Photographe
El Ghali Bendriss

CONTACTS
E-Mail : contact@maroc-diplomatique.info
E-Mail : info@maroc-diplomatique.info

Impression
GROUPE MAROC SOIR
Groupe Maroc-Soir

Distribution
Sochepress

COUP DE GUEULE

Benkirane, Chabat, Benabdallah et les autres…

Souad Mekkaoui

Et si la donne venait à être renversée, le premier et le deuxième scénario ayant été épuisés d'un gouvernement représentatif, revendiquant le consensus et la cohérence ? Et si la scène de ce théâtre et d'ombres chinoises n'était plus celui sur lequel tablent encore quelques visionnaires en mal d'hypothèses sensationnelles ?

On croyait les choses ficelées voire figées à la vue de la jubilatoire photo de Chabat sortant de chez Benkirane et annonçant un accord de participation du premier au gouvernement du second ! Ensuite ce fut au tour du leader du Mouvement populaire, tout à sa prudente moue, lançant à demi-mot, « mezza voce » son accord de principe… Puis ce fut le tour de Mohamed Sajid qui, sans empressement rencontre Benkirane mais restera dans la langue de bois…Et dans la foulée, un Driss Lachgar refusant d'être en reste qui piaffait d'impatience mais se résignait à rencontrer enfin – sous des sunlight nourris – le chef du gouvernement, dont le parti a bouffé les voix électorales qui lui revenaient…

Au Maroc, la politique a besoin d'être réhabilitée étant donné que les Marocains ont fui les urnes sous le coup du désenchantement.

Restait le dernier acteur et non des moindres : Aziz Akhannouch annoncé et élu président du Rassemblement national des indépendants (RNI), plébiscité même lors du Congrès extraordinaire tenu le 29 octobre dernier. Jusqu'à cette date, le chef du gouvernement suspendait et ses consultations et ses déclarations intempestives. La rencontre avec le nouveau chef du RNI, attendue de pied ferme, ne livrera jamais ses secrets ni de déclaration bouleversante, Aziz Akhannouch s'en tenant à un langage banal, sans jamais se départir de sa réserve.

Il convient de souligner que la deuxième force du pays, le PAM, fort de ses 102 sièges a préféré garder un mutisme qui le distingue.

Finalement, ce gouvernement et ces tractations continueront, au-delà de la COP 22, quand le rideau tombera sur cette manifestation planétaire. Sauf, qu'entretemps, il s'est passé quelque chose : le refus catégorique du RNI de voir le Parti de l'Istiqlal prendre part au futur gouvernement. Aussi surprenante qu'elle ait pu paraître, cette revendication est posée comme une condition sine qua non par Aziz Akhannouch !

Privé de son allié circonstanciel qui a obtenu 46 sièges, que ferait le leader du PJD ? Avec le PPS, réduit à sa plus simple expression, les trois partis totalisent à peine 183 sièges, autrement dit, ils sont loin de la majorité parlementaire requise…Il faut donc la garantie qu'une autre formation puisse apporter l'appoint nécessaire pour boucler le compte et faire émerger une majorité gouvernementale cohérente.

Réticents, le MP, le RNI, l'UC sont en quête d'une coalition organique large en espérant convaincre l'USFP avec ses 20 sièges de se joindre à eux… Et la rumeur que l'USFP pourrait prétendre au perchoir, y placer à la tête du parlement un Habib El Malki fait son tour…

Les jeux de mirages, les tractations deviennent alors l'exercice confirmé de nos partis et de l'échiquier national. C'est à s'interroger, pourquoi finalement des élections et pour quels changements ?

Les élections législatives sont bel et bien derrière nous. Et au sein des partis politiques qui ont engrangé des sièges, une autre danse s'entame tandis que le processus s'ouvre sur les tractations et les calculs qui mettent à nu, encore une fois, la réalité de nos partis dont les leaders font les pieds et les mains afin de s'approcher du cercle du pouvoir. Après le racolage des électeurs, on passe à celui des sièges et des partis. Qu'ils soient de la majorité ou de l'opposition, leurs « services » sont proposés contre des espèces sonnantes et trébuchantes ou dans la perspective d'un bénéfice quelconque. Le cirque est plutôt assommant pour les citoyens qui ne sont plus que des spectateurs passifs et effarés ! Entre les courbettes des élus des partis dits de l'opposition et le « jeu de séduction» du parti gagnant, la décrédibilisation bat son plein.

Notre scène politique prouve encore une fois qu'elle fait l'exception. Peu importe l'idéologie du parti puisqu'on n'en a plus. Peu importent les déclarations des dirigeants des partis ; l'intérêt personnel prime et les partis politiques sont engagés dans une course de chevaux de Troie, pour vendre leur âme moyennant une contrepartie subtilisée au chef de gouvernement aux commandes du pouvoir et chargé de la mission de former une majorité et composer une équipe ministérielle. En fin de compte, ces « clients » prédateurs finalisent leurs transactions et chacun retourne à sa loge et à ses occupations, satisfait de sa prestation et de sa part du gâteau.

De quoi désespérer les Marocains qui aspirent à un Maroc meilleur!

Le vide nourrit la médiocratie

Révolu est le temps où de grosses pointures telles que Allal El Fassi, Mehdi Ben Barka, Abderrahim Bouabid, Mohamed Hassan El Ouazzani, Ali Yata, M'hamed Boucetta, El Mahjoubi Aherdane, Abdelkrim El Khatib, et Abderrahmane El Youssoufi investissaient les lieux et prenaient les commandes. Des hommes qui ont su donner à la politique, au Maroc, ses lettres de noblesse en créant des coalitions cohérentes. Aujourd'hui, les successeurs ont démontré leurs limites et leur échec dans leur mission à savoir gérer, dans la divergence et le partage, sans éclatements ni heurts. Aujourd'hui, le monde politique est devenu une jungle où les rapaces s'arrachent le gibier.

➡

Le cynisme est devenu l'arme politique d'une minorité qui décide du sort de tout un peuple. Et l'évidence même c'est que cette sinistre rigolade qu'est devenue la chose publique, ne peut réussir que par la duplicité et la complicité de ses adeptes enrôlés, majoritairement et intentionnellement, dans une médiocrité vaniteuse. Et c'est ainsi qu'elle finit par faire d'étranges compagnons et alliés. Talleyrand le disait si bien : « Si les gens savaient par quels petits hommes ils sont gouvernés, ils se révolteraient vite ».

A voir ce qui se trame, actuellement, dans les coulisses des pourparlers, les consultations avec les différents partis politiques en vue de les rallier à la prochaine coalition gouvernementale en tracent les contours. Et nombre de Marocains se rongent les ongles appréhendant une énième désillusion.

La déchéance politique

Affichées ostentatoirement, les accolades –qui se veulent amicales- du chef de gouvernement et des « leaders » des autres partis nous auraient bien enchantés si on ne savait pas, d'entrée de jeu, que ces mêmes figures ne guettaient que le moment opportun pour se poignarder dans le dos à la première occasion qui se présenterait.

En voyant Benkirane et Chabat se serrer la main, un spectacle s'impose à nous ; celui de la marche du parti de l'Istiqlal à laquelle avait participé un nombre important d'ânes, le 22 septembre 2013. Chabat avait alors déclaré d'un ton sarcastique : « C'est un gouvernement qui ne parle que d'animaux, c'est pour cette raison que nous avons décidé d'utiliser un langage animalier qu'il peut très bien comprendre ». Aujourd'hui, à notre grand malheur, c'est le populisme qui sauve la face. Et comme dirait Alexis de Tocqueville : « En politique, la communauté des haines fait presque toujours le fond des amitiés ».

En somme, les ennemis d'hier deviennent les « amis » d'aujourd'hui. Et la singularité démentielle de cette coalition qui s'annonce est que tous les partis se précipitent pour embarquer dans le même appareil mais personne n'est vraiment apte à piloter. C'est dire qu'on assiste à la parésie de la politique puisque l'expérience a montré qu'un parti bien qu'il arrive minoritaire peut réussir à ravir la vedette à d'autres qui sont arrivés bien avant. Contre toute attente, certains finissent par quitter l'opposition et se précipitent au portillon pour se raccrocher à la majorité, quitte à former des alliances contre nature.

En voyant Benkirane et Chabat se serrer la main, un spectacle s'impose à nous ; celui de la marche du parti de l'Istiqlal à laquelle avait participé un nombre important d'ânes, le 22 septembre 2013.

Ce qui porte, par ricochet, un coup à la dynamique même du processus de démocratie. Or la qualité la plus recherchée en politique est avoir la mémoire courte surtout pour des partis prêts à tout pour chanter en chœur dans la chorale quinquennale.

Preuve en est ce Chabat dont Benkirane lève aujourd'hui la main en signe d'alliance. N'avait-il pas quitté la barque, en 2013, pour manifester son désaccord avec la gouvernance du chef de gouvernement et se positionner dans l'opposition? N'était-ce pas bien lui qui l'avait exhorté pour qu'il explique son lien avec Daech ? N'est-ce pas lui qui avait décidé de poursuivre Benkirane en justice ? N'est-ce pas ce Benkirane qui avait manifesté son regret à plus d'un égard qu'un parti politique historique soit dirigé par « le fou de Fès » comme il aimait à le qualifier ? On se demande bien comment ce même Chabat compte bien réparer -comme il l'avait promis- « les catastrophes » commises par le gouvernement Benkirane II en cas de coalition ! Mais que dire ? Tout l'art de la politique réside dans les compromissions et dans sa capacité de mettre en sa faveur les conjectures tout en se servant des gens en leur faisant croire qu'ils sont libres de choisir qui les représenter.

Alors, faut-il craindre le pire avec une coalition improvisée? Comment peut-on imaginer que tous ces partis que tout sépare et éloigne finalement puissent s'unir autour d'un programme répondant à l'ensemble des préoccupations du peuple marocain ?

La politique est au populisme

Au Maroc, la politique a besoin d'être réhabilitée étant donné que les Marocains ont fui les urnes sous le coup du désenchantement. Les partis, dépouillés de leur crédibilité à plus d'une occasion, ont ôté toute confiance en la politique voire le processus électoral. La plupart de ses hommes qui peinent à hisser le niveau du débat sont assimilés à des gangsters modernes dont les citoyens se méfient. Et malgré les promesses de changement distillées et servies, à volonté, aux dernières élections, le changement reste visiblement de la mer à boire au sein des partis. A force de voir des femmes et des hommes politiques, adeptes de la transhumance, valser d'un parti à un autre, d'une coalition à une autre, on s'éloigne de la scène politique qui reste un véritable bazar et on laisse la voie libre devant ceux qui monnayent leur adhésion à un parti faisant fi des principes et de l'éthique qu'ils troquent contre des conditions bien définies, des avantages sociaux, des privilèges et des postes de responsabilités négociés.

Tout l'art de la politique réside dans les compromissions et dans sa capacité de mettre en sa faveur les conjectures tout en se servant des gens en leur faisant croire qu'ils sont libres de choisir qui les représenter.

En 2011, Benkirane et consorts se vantaient d'avoir été le parti providentiel qui avait assuré la stabilité du pays. Aujourd'hui, quel serait donc leur apophtegme ? Celui qui croyait que la politique était d'abord une affaire de conviction manquait de réalisme. Aujourd'hui, la politique a d'autres moteurs qui l'animent : l'enrichissement matériel et l'appauvrissement moral qui supplantent l'idéologie, le nationalisme et le militantisme. L'opportunisme est plutôt le mot d'ordre.

Une chose est sûre ! Cette fois-ci le chef de gouvernement ne risque pas de pleurer d'émotion quand la compétition de surf prendra fin. Par contre, il rira jusqu'aux larmes peut-être de son exploit. Celui d'avoir amené « l'opposition » à courber l'échine devant ses exigences.

Pour nous autres, Marocains de tous bords, cette politique de l'absurde continuera à nous faire vivre de chimères… ■

Le discours du Roi Mohammed VI à Dakar plaidoyer pour la grandeur de l'Afrique

Sa Majesté le Roi Mohammed VI, a prononcé, dimanche à Dakar, un discours à l'occasion du 41eme anniversaire de la Marche Verte, dont voici le texte intégral. D'une vigueur et d'une conviction inédites, le discours royal constitue une nouvelle dynamique du partenariat Sud-Sud.

«Louange à Dieu,

Paix et Salut sur le Prophète, Sa Famille et Ses Compagnons.

Cher peuple,

En M'adressant à toi aujourd'hui, à l'occasion du quarante-et-unième anniversaire de la Marche Verte, depuis la ville de Dakar, capitale de la République du Sénégal sœur, Je sais que tu ne seras point surpris par une telle décision.

En effet, le Sénégal fut parmi les Etats ayant participé à cette épopée nationale, aux côtés d'autres pays africains et arabes.

Ce pays qui nous est si cher, a toujours été à la tête des défenseurs de l'intégrité territoriale et des intérêts supérieurs du Royaume.

Plus encore, il a démontré, par les actes et par la parole, à plusieurs occasions, qu'il considère la question du Sahara marocain comme étant sa cause nationale propre.

Les Marocains n'oublieront pas sa position solidaire courageuse, lors de la sortie du Maroc de l'Organisation de l'Unité Africaine en 1984. En effet, l'ancien président, Monsieur Abdou Diouf, avait estimé qu'on ne pouvait concevoir cette Organisation sans le Maroc.

La même prise de position avait été exprimée à l'époque par de nombreux Etats africains, tels que la Guinée, le Gabon et l'ex-Zaïre.

J'ai aussi choisi le Sénégal au regard de la place particulière qu'il occupe en Afrique, grâce à son modèle démocratique historique, à sa stabilité politique et sociale et à son dynamisme économique.

A cela s'ajoutent les relations de fraternité, de solidarité et de communauté de destin, qui unissent, à travers l'histoire, les peuples sénégalais et marocain, comme un seul peuple, l'un représentant le prolongement naturel de l'autre, dans une symbiose singulière entre deux pays indépendants respectueux de leurs spécificités mutuelles.

Cher peuple,

Si Je me suis adressé à toi, ce même jour de l'année dernière, à partir de Laâyoune, au Sahara marocain, au sujet de l'Afrique, je m'adresse à toi maintenant depuis le cœur de l'Afrique au sujet du Sahara marocain.

Ce discours, prononcé à partir de cette terre accueillante, traduit tout l'intérêt que nous portons à notre continent.

La politique africaine du Maroc ne se limitera pas à l'Afrique occidentale et centrale. Nous veillerons plutôt à ce qu'elle ait une portée continentale, et qu'elle englobe toutes les régions de l'Afrique.

C'est dans ce cadre que Nous avons effectué des visites au Rwanda et en Tanzanie, malgré le fait que les relations avec les Etats d'Afrique de l'Est n'étaient pas suffisantes, non pas par négligence ou par omission, mais pour des raisons objectives comme la langue, l'éloignement géographique et les différences de patrimoine historique.

Animé d'une volonté partagée avec les directions fortes de ces Etats, nous avons décidé d'imprimer une nouvelle dynamique aux relations économiques et politiques entre nos pays, compte tenu du poids politique que représente cette région et des potentialités économiques et des atouts stratégiques dont elle dispose.

J'ai donc jugé bon, au terme de cette tournée inédite, de partager avec toi, cher peuple, les résultats de ces visites.

Les prémices de l'ouverture sur cet espace africain important sont apparues avec la visite que Notre frère, Son Excellence le président Paul Kagamé, Président de la République du Rwanda, a effectuée au Maroc en juin dernier.

De plus, Notre visite au Rwanda a permis de conforter cette orientation, en posant les jalons d'un partenariat prometteur dans les différents domaines, et en faisant de ce partenariat un axe fondamental pour le développement de nos relations avec cette région.

Quant à Notre déplacement en Tanzanie, il traduit l'estime que Nous lui portons au regard de son statut régional, de sa dimension géographique et de son poids démographique, ainsi que Notre volonté de coordination avec ce pays sur les questions régionales et internationales.

J'ai également engagé des contacts avec les autorités en République d'Ethiopie, et nous entamerons -si Dieu le veut- une étape nouvelle dans nos relations avec elle.

Ce sera, donc, la première étape de la deuxième partie de Notre tournée dans un certain nombre de pays africains sub-sahariens, toujours dans le cadre du retour du Maroc à cette institution continentale.

Cher peuple,

La réintégration par le Maroc de l'Union africaine n'est pas une décision tactique, pas plus qu'elle n'a obéi à des calculs conjoncturels. Elle est plutôt l'aboutissement logique d'une réflexion approfondie.

Et lorsque nous annonçons notre retour, nous ne demandons la permission de personne pour obtenir notre droit légitime.

En tout état de cause, le Maroc est de retour pour retrouver sa place naturelle. Il dispose d'une majorité écrasante pour occuper son siège au sein de la famille institutionnelle africaine.

Le couronnement de notre politique africaine

Le Maroc, qui ne s'immisce pas dans la politique intérieure des pays, pas plus qu'il ne suit une politique de division, a bon espoir que toutes les parties réagiront avec toute la sagesse requise et en toute responsabilité à cette décision, de manière à faire prévaloir l'unité de l'Afrique et l'intérêt de ses peuples.

En effet, cette décision est le couronnement de notre politique africaine et de l'action solidaire que le Maroc mène sur le terrain avec de nombreux pays du continent pour y assurer la promotion du développement économique et humain, au service du citoyen africain.

Outre la coopération bilatérale et avec les ensembles régionaux, ce retour permettra à notre pays de s'impliquer dans les stratégies de développement sectorielles en Afrique et d'y contribuer efficacement en les enrichissant de l'expérience singulière que le Maroc a accumulée dans de nombreux secteurs.

S'agissant des questions et des problématiques majeures, le retour du Maroc au sein de sa famille institutionnelle le mettra en capacité de faire entendre la voix du continent dans les forums internationaux.

Il lui permettra également de poursuivre et de renforcer son engagement pour trouver des solutions objectives à ces problématiques, et respectant les intérêts et les spécificités des peuples africains.

?????????? (Suite)

A cet égard, Nous avons à cœur de continuer à contribuer à la consolidation de la sécurité et de la stabilité dans les différentes régions qui vivent des situations de tension et de guerre, et d'œuvrer au règlement des différends par les moyens pacifiques.

Ce retour sera, également, l'occasion pour le Maroc de renforcer son implication dans les efforts continentaux de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme, qui hypothèquent l'avenir de l'Afrique.

Par ailleurs, Nous sommes engagé à partager notre expérience singulière et reconnue mondialement avec nos frères africains, que ce soit dans le domaine de la coopération sécuritaire ou en matière de lutte contre l'extrémisme.

Concernant la problématique migratoire, notre pays poursuivra ses efforts pour remédier aux causes réelles de ce phénomène, en le reliant au développement et en adoptant une approche humanitaire et solidaire, protégeant les droits des immigrés et préservant leur dignité.

Ayant conscience que l'Afrique compte parmi les régions les plus affectées par les changements climatiques, Nous avons tenu à ce que la Conférence sur le climat, dont les travaux démarreront cette semaine à Marrakech, soit une conférence pour l'Afrique.

Un Sommet africain à Marrakech en marge de la COP 22

Aussi, Nous avons appelé à la tenue d'un sommet africain, en marge de cette conférence, en vue de mettre au point une vision commune pour défendre les revendications de notre continent, notamment en ce qui concerne le financement et le transfert de technologie.

Cher peuple,

Le retour du Maroc au sein de sa famille institutionnelle continentale ne changera rien dans nos positions immuables concernant la marocanité du Sahara.

Il nous permettra plutôt de défendre nos droits légitimes et de corriger les contre-vérités colportées par les adversaires de notre intégrité territoriale, notamment au sein de l'Organisation africaine.

Nous nous emploierons aussi à contrecarrer leurs manœuvres visant à impliquer cette Organisation dans des décisions contraires aux bases adoptées par les Nations unies pour le règlement de ce conflit régional artificiel, et en contradiction avec les positions de la majorité des Etats du continent.

Cher peuple,

Notre politique en Afrique, Dieu soit loué, a démontré son succès en commençant à porter ses fruits, tant au niveau des positions politiques au sujet de la question de notre intégrité territoriale qu'en ce qui concerne le renforcement de la présence économique du Maroc et le développement de ses relations avec les différents pays du continent.

En effet, aujourd'hui, le Maroc constitue une puissance politique influente et jouit d'estime et de crédibilité non seulement auprès des dirigeants des pays africains, mais aussi aux yeux de leurs peuples.

Nous aspirons à ce que la future politique du gouvernement soit globale et intégrée vis-à-vis de l'Afrique, et que celle-ci y soit perçue comme un ensemble.

Un gouvernement sérieux et responsable qui n'est pas une affaire d'arithmétique

Nous attendons également des ministres qu'ils attachent à l'Afrique le même intérêt qu'ils accordent à leurs missions et à leurs déplacements dans les pays occidentaux.

Le Maroc a besoin d'un gouvernement sérieux et responsable. Toutefois, la formation du prochain gouvernement ne doit pas être une affaire d'arithmétique, où il s'agit de satisfaire les desideratas de partis politiques et de constituer une majorité numérique, comme s'il était question de partager un butin électoral.

Le gouvernement, c'est plutôt un programme clair et des priorités définies concernant les questions internes et externes, avec l'Afrique au premier chef. Un gouvernement apte à aplanir les difficultés héritées des années passées, concernant le respect des engagements du Maroc vis-à-vis de ses partenaires.

Le gouvernement est une structuration efficace et harmonieuse qui s'adapte au Programme et aux priorités. C'est un ensemble de compétences qualifiées, avec des attributions départementales bien définies.

Je veillerai, donc, à ce que la formation du prochain gouvernement se fasse conformément à ces critères et suivant une méthodologie rigoureuse. Et Je ne tolérerai aucune tentative de s'en écarter.

De fait, les Marocains attendent du prochain gouvernement qu'il soit à la hauteur de cette étape décisive.

Cher peuple,

Nous sommes convaincu que la consolidation du processus démocratique et développemental et le renforcement de notre politique africaine contribuent à immuniser l'unité nationale et l'intégrité territoriale du pays.

En effet, Nos provinces du Sud, Dieu soit loué, sont fortes par l'attachement de leurs enfants à leur marocanité et au système politique de leur pays.

Ceci se reflète dans leur participation massive aux différentes échéances électorales et leur implication en toute liberté et en toute responsabilité dans la gestion de leurs affaires locales.

Elles sont ambitieuses du fait de leur modèle de développement propre et des projets qui ont été lancés.

Ces provinces possèdent aussi toutes les potentialités en termes de sécurité, de stabilité et d'infrastructures, qui les habilitent à devenir un pôle de développement intégré et agissant dans son environnement régional et continental, et un axe pour la coopération économique entre le Maroc et sa profondeur africaine.

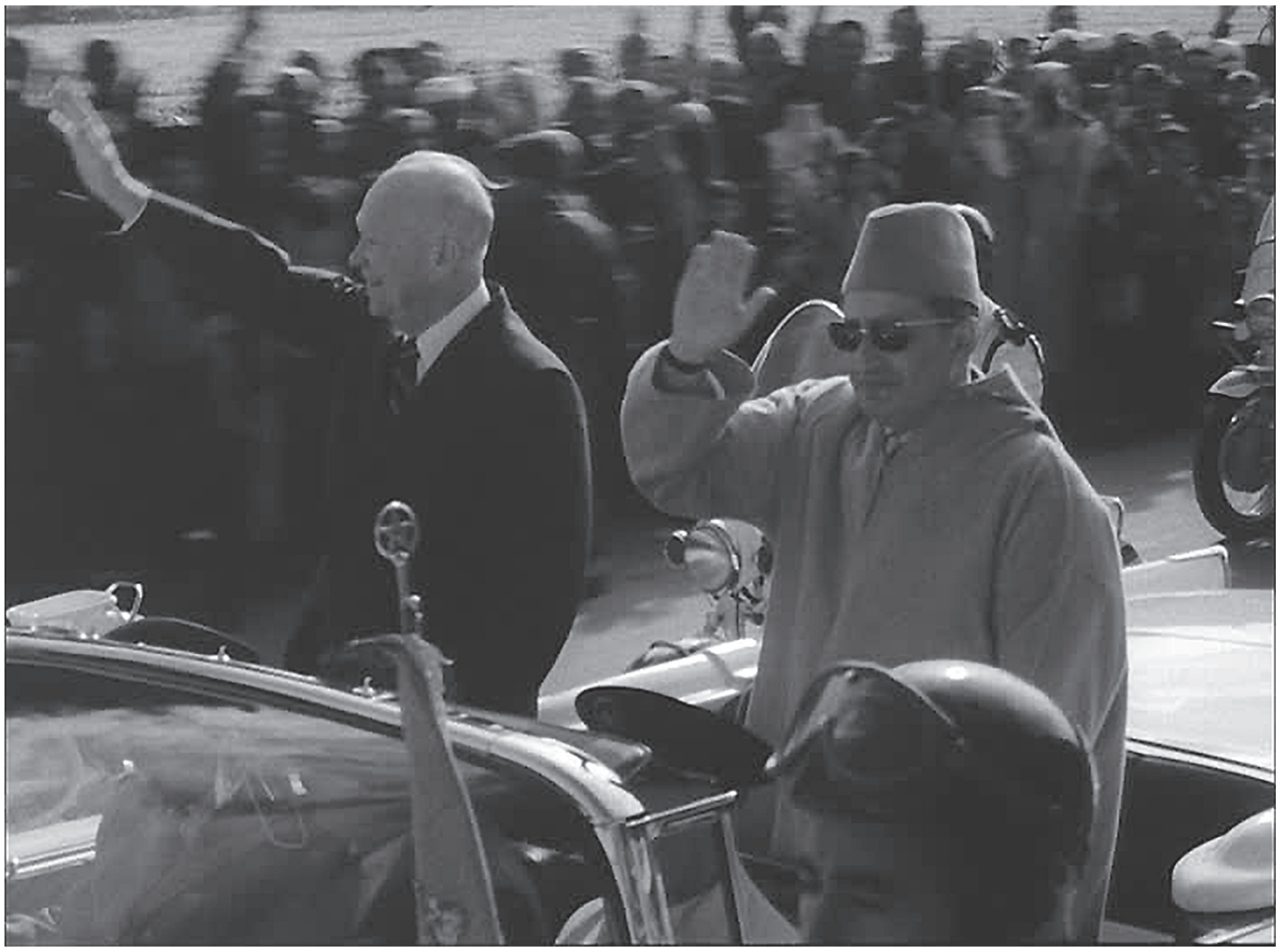
En effet, le développement et la stabilité de nos provinces du Sud sont une charge historique et une responsabilité nationale que tout le monde se doit d'assumer avec dévouement et dans un esprit de collaboration et de solidarité.

A cette occasion, Nous avons une pensée émue et déférente pour la mémoire de l'Artisan de la Marche Verte, Notre Auguste Père, Sa Majesté le Roi Hassan II, que Dieu bénisse son âme, et pour celle des valeureux martyrs de la patrie.

Nous rendons également hommage à la mobilisation constante des membres de Nos Forces Armées Royales, dans toutes leurs composantes, sous Notre commandement, ainsi qu'à leur dévouement dans la défense de l'unité et de la souveraineté du pays et la préservation de sa sécurité et de sa stabilité.

Wassalamoualaykoumwarahmatoullahiwabarakatouh. ■

La nouvelle Amérique et nous



Feu le Roi Mohammed V accueillant le président Dwight Eisenhower en décembre 1959

HASSAN ALAOUI

Au Maroc, comme partout ailleurs, nous avons cette tendance de tracer des plans sur la comète après chaque élection ou le changement de pouvoir dans les pays qui nous sont proches ou qui nous intéressent directement. Le cas des Etats-Unis d'Amérique en est l'illustration parfaite, et l'élection du nouveau président en est l'exemple. Les Marocains qui se sont intéressés à cette élection, qui ont suivi son déroulement passionné et parfois violent, ont pour la plupart d'entre eux fondé leur espoir sur Hillary Clinton, et se sont laissé berner par la magie des sondages trompeurs et désastreux.

Celui qui a tant effrayé le monde entier par ses déclarations tonitruantes et ses positions anachroniques, sera donc le 45ème Président des Etats-Unis, républicain jusqu'au bout des ongles, proclamé comme un ségrégationniste affiché.

Personne ne saura nous expliquer, encore moins nous convaincre de ce choix et de cette préférence pour la candidate du parti démocrate. Se justifie-t-il du fait qu'elle est une femme, qu'elle aurait des accointances avec le Maroc comme on nous l'a tant dit et redit ? Un sondage marocain – donc un sondage dans celui qui a coûté cher à Hillary Clinton - a cru annoncer que plus de 70% de nos concitoyens ont donné cette dernière victorieuse.

Le vote ayant porté au pouvoir Donald Trump plutôt que sa rivale, beaucoup ont avalé leur chapeau. Celui qui a tant effrayé le monde entier par ses déclarations tonitruantes et ses positions anachroniques, sera donc le 45ème président des Etats-Unis , républicain jusqu'au bout des ongles, proclamé comme un ségrégationniste affiché, partisan du pouvoir blanc et excommunicateur des noirs, des arabes, des musulmans et des Mexicains contre lesquels il a annoncé ériger un immense mur à la frontière…Les sobriquets et les images, frisant parfois la caricature, ont abondamment illustré les débats tout au long de ces derniers mois, appuyés sur les sondages qui, encore une fois, ont travesti la réalité.

Le Maroc a constamment été attentif et plus qu'enclin à suivre cette élection majeure. Les relations avec les Etats-Unis d'Amérique se sont inscrites depuis 60 ans une continuité qui ne s'est jamais départie de sa constance : la fidélité. Le Royaume du Maroc était considéré comme « L'Allié des alliés », auréolé d'une gloire militaire aux yeux des dirigeants américains pendant et après la Deuxième guerre mondiale qui avait vu les soldats marocains combattre, avec bravoure, aux côtés des Européens et des Américains au nom de la liberté.

Le Royaume du Maroc a été l'un des tout premiers pays à reconnaître la jeune République américaine après sa naissance en 1777. Le Sultan Mohammed III, dit Ben Abdallah, John Adams, président des Etats-Unis et Thomas Jefferson, vice-président et rédacteur de la Constitution américaine, avaient signé le fameux Traité maroco-américain qui a scellé depuis lors l'amitié entre les deux pays.

Quant à Georges Washington, fondateur de la première République, il avait procédé avec Mohammed III à un échange de correspondances après que ce dernier eut sollicité le soutien du Maroc pour libérer les bateaux américains arraisonnés par la marine de Turquie en Méditerranée. L'intervention marocaine connut le succès escompté et les liens avec la jeune Amérique se consolidèrent depuis lors. Après l'indépendance du Maroc en 1955-1956, Maroc et Etats-Unis décidèrent de resserrer leurs liens, notre pays s'étant d'emblée aligné dans la tradition libérale, donc dans le choix atlantique incarné par les Etats-Unis et l'économie libérale.

La coopération maroco-américaine est allée se renforçant dans un monde devenu bipolaire, dominé par la Guerre froide et la rivalité américano-soviétique. Le Maroc constituait un pilier stratégique de la diplomatie américaine voire occidentale en Afrique du nord, au monde arabe et en Méditerranée. C'est si vrai que le président Dwight Eisenhower, d'obédience républicaine, entreprit en décembre 1959 une visite officielle au Maroc sur invitation de feu Mohammed V, marquée par un échange où les deux chefs d'Etat avaient jeté les bases d'un partenariat multiforme. Quatre ans plus tard, en mars 1963, John Kennedy, président démocrate des Etats-Unis réserva un accueil chaleureux à feu le Roi Hassan II. L'amitié maroco-américaine retrouva ses marques et ira en se consolidant tout au long des années qui suivront.

➡

Feu Hassan II en villégiature avec Ronald Reagan dans sa ferme en Virginie en 1982 ; Feu le Roi Hassan II avec George Bush père en septembre 1991 à Washington ; le Roi Mohammed VI reçu à la Maison Blanche le 8 juillet 2004 par Georges Walter Bush ; Sa Majesté Mohammed VI reçoit Bill Clinton à Rabat en février 2013 ; le Souverain s'entretient avec le Président Barack Obama à la Maison Blanche le 22 novembre 2011.

Le Roi Hassan II cultiva une relation particulière avec Ronald Reagan, qui fut élu en 1980 sur la base d'un programme populiste , similaire à celui que défend Donald Trump : baisse considérable des impôts, protectionnisme et mobilisation pour le thème nationalitaire de « First America » ! De la même manière qu'il fut aussi proche d'un George Bush sénior, dont la sagesse – aux antipodes de son fils – fut de veiller à l'amitié maroco-américaine. Avec Bill Clinton, démocrate, le Roi Hassan II partageait une vision commune pour œuvrer à une solution pacifique au Moyen Orient et la reconnaissance des droits du peuple palestinien. L'avènement du Roi Mohammed VI s'est d'emblée inscrit dans une continuité politique et diplomatique, certes, mais avec cette nuance que la vision royale se veut sans concession, marquée au sceau de la rigueur et la célérité. Mohammed VI a rencontré aussi bien le couple des Clinton, à plusieurs reprises , que Georges Walter Bush et Barack Obama. Il a, comme on dit, renforcé son propre réseau et s'est imposé comme le Roi réformateur, le bâtisseur du nouveau Maroc et le pragmatique animé par une heureuse dualité : regarder loin, mais agir ici , maintenant.

L'avènement du Roi Mohammed VI s'est d'emblée inscrit dans une continuité politique et diplomatique, certes, mais avec cette nuance que la vision royale se veut sans concession, marquée au sceau de la rigueur et la célérité.

Tant et si bien que l'arrivée à la Maison Blanche de Donald Trump ne saura en quoi que ce soit modifier la donne ! L'entente avec les Républicains des Etats-Unis est une réalité d'autant plus incontournable que, dans l'affaire du Sahara marocain en l'occurrence, notre pays s'est constamment heurté aux manigances de certains démocrates qui, non contents de soutenir une certaine Kerry Kennedy , présidente de la Fondation qui porte le même nom, incitent également une Suzan Rice ou celle qui l'a remplacée au Conseil de sécurité, Samantha Power à imposer le polisario aux Nations unies, au mépris de la Charte qui les régit…Ce même polisario dont Trump a dit que c'était des terroristes… ■

Mohammed VI, solidaire et mobilisateur d'une Afrique unie et prospère

Hassan Alaoui

S'il fallait de nouveau une preuve supplémentaire de l'attachement du Roi Mohammed VI à l'Afrique et à ses peuples, la visite officielle qu'il entreprend au Sénégal et l'annonce de la prochaine en Ethiopie viennent nous le confirmer. On ne compte guère les tournées royales depuis son accession au Trône en juillet 1999. Elles dépassent la dizaine et recouvre une aire géographique chaque fois plus élargie et diversifiée. Rien que pour le Sénégal, c'est la troisième du genre, marquée par une empreinte particulière parce que le Maroc célèbre à Dakar le 41ème anniversaire de la Marche verte, et que le Roi y a prononcé un discours majeur et fondateur. Plus qu'un symbole pour sceller de nouveau un destin maroco-africain, l'enraciner dans une culture de partenariat stratégique et multidimensionnel : économique, politique, social, cultuel et humain.

Si le discours des chancelleries , des gouvernements et des responsables du monde entier tend de plus en plus à affirmer que l'Afrique est désormais le nouveau chantier de la croissance et le futur marché porteur mondial, il ne vient que confirmer l'intérêt que le Souverain avait déjà affiché il y a plus de deux décennies. Sauf qu'il s'y rend non pas en « néo-conquérant » , exclusivement tourné vers les marchés potentiels, mais en ami, attaché aux peuples du continent avec lesquels il entretient une relation plus qu'affectueuse, solidaire, constructive, de partage et de considération. Les Africains , à quelque niveau qu'ils soient, peu importent également leur rang et leur statut, vouent au Roi du Maroc plus que de l'admiration, mais une attachement qui n'a d'égal que son engagement à les accompagner dans leur combat pour le développement et la liberté.

Le Maroc apporte avec lui une expertise – technique et financière – au large spectre, puisqu'elle recouvre des secteurs comme l'habitat, le transport, la santé et notamment l'agriculture

C'est un quasi euphémisme que celui du « Mohammed VI l'Africain » ! Peut-être eût-il été plus approprié de dire « un militant » de l'Afrique, de son épanouissement, du droit de ses peuples et de leur dignité. Il convient de souligner, en effet, que peu de temps après son accession au Trône, moins de deux ans , et dans la foulée des changements majeurs, Mohammed VI a tenu à se rendre en Afrique, notamment en visite officielle au Sénégal. Il a posé les jalons de la nouvelle politique africaine du Maroc, en même temps qu'il a marqué une rupture avec ce que certains se sont mis à interpréter comme un « splendide isolement du Maroc à l'égard de l'Afrique » ! Plus tard, il s'était rendu à plusieurs reprises au Gabon, de nouveau au Sénégal, en Guinée Equatoriale, au Niger, en Guinée Conakry, au Congo Brazzaville, au Mali, en RDC (République démocratique du Congo)…

Ces visites différentes et répétées confirment l'orientation personnelle qu'il imprime aux choix diplomatiques du Maroc. Autrement dit, la volonté de mettre en place un axe multilatéral privilégié entre Rabat et les capitales du continent. Mais aussi de renforcer l'édifice du partenariat interafricain et le recentrage Sud-Sud qui en est le pilier. Le Maroc apporte avec lui une expertise – technique et financière – au large spectre, puisqu'elle recouvre des secteurs comme l'habitat, le transport, la santé et notamment l'agriculture, comme en témoigne l'accord sur ce secteur que viennent de signer lundi 7 octobre à Dakar les deux pays. Le Maroc propose une coopération multiforme, au niveau des Etats et des gouvernements comme aussi à celui des secteurs privés. Les banques principales comme BMCE Bank, notamment à travers la Bank Of Africa (BOA) , Attijari Wafabank, le Crédit Agricole du Maroc (CAM) et la BCP se font , c'est le cas de le dire, le coude à coude et développent leurs activités dans le continent. Maroc Télécom est présent au Mali, au Gabon, au Burkina Faso et en Mauritanie, avec un chiffre d'affaires qui fait pâmer d'envie plusieurs de ses concurrents internationaux.

Une complicité Maroc-Afrique

De leur côté , les sociétés de construction comme et autres d'assurances, participent aux projets nationaux d'habitat, tandis que la Royal Air Maroc, transformée en hub, dessert la quasi-totalité des capitales francophones et joue le rôle de seul transport transnational. Sans doute faudrait-il rappeler , autre volet significatif, que le groupe OCP lance désormais une véritable politique novatrice en matière de développement agricole qui est aujourd'hui aux pays africains ce que l'indépendance alimentaire est aux peuples en quête d'amélioration alimentaire. Il met à leur disposition les engrais et les technologies de pointe pour leur fructification, de manière à assurer les meilleurs rendements agricoles qui les mettent à l'abri des effets de sécheresse et d'autres aléas. Les groupes comme Holmarcom, ceux de la phramacie sont également à pied d'œuvre en termes d'investissements, leurs dirigeants figurent sur la liste des déplacements de S.M. le Roi de manière régulière, comme aussi dans le cadre des délégations de la CGEM qui est le cœur battant des investissements privés.

Il convient de rappeler, comme le souligne une note du ministère de l'Economie et des finances, que l'intérêt du Maroc pour les pays d'Afrique s'est concrétisé par l'adoption d'une stratégie envers les pays les moins avancés (PMA) du Continent. En effet, lors de la conférence du Caire du sommet Europe-Afrique en 2000, le Maroc a procédé à l'annulation de la dette des pays africains les moins avancés, tout en exonérant totalement leurs produits des droits de douane à l'entrée du marché marocain dans le cadre de l'initiative pays pauvres très endettés (PPTE). En plus des aides urgentes, le Maroc accorde environ 300 millions de dollars par an à ses amis africains au titre de l'aide publique au développement (APD), soit 10% de la totalité de ses échanges avec l'Afrique. Il est à signaler que les visites effectuées par Sa Majesté le Roi dans plusieurs pays africains et les initiatives prises ont permis de promouvoir davantage les liens avec nos partenaires subsahariens, débouchant sur la signature de plus 500 accords en une décennie avec plus de 40 pays.

Pour les opérateurs économiques notamment, l'Afrique est depuis quelques temps une sorte de niche. Ils reluquent avec intérêt les secteurs à forte valeur ajoutée, comme le transport et la logistique, les investissements notamment des infrastructures, le transfert de technologies, le bâtiment et la construction. Il ne faut guère oublier que les échanges du Maroc avec l'Afrique a été ces dernières années de l'ordre de plus de 25%. La coopération prend aussi sa dimension à travers la décision du Roi Mohammed VI d'avoir en 2001 exonéré totalement des droits d'importation les produits de base, en provenance de 34 pays d'Afrique.

Conjuguée à une vision solidaire et humaine, cette implication du Maroc en Afrique fait de lui un partenaire privilégié. Au Sommet France-Afrique du Caire, le Roi Mohammed VI a annoncé la décision d'annuler officiellement en 2000 la dette de certains Etats africains contractée auprès du Maroc. Ce fut-là non seulement une décision à grande dimension symbolique, mais la preuve que notre pays place sa relation avec l'Afrique comme l'une des priorités de sa politique étrangère et le partenariat solidaire avec ses peuples comme un credo…De même, à considérer leur nombre de plus en plus significatif, la présence au Maroc d'une communauté de ressortissants en provenance de plusieurs pays d'Afrique, étudiants inscrits dans les universités et les instituts, employés dans les secteurs des nouvelles technologies, commerçants, vendeurs des produits artisanaux qui accèdent au marché marocain sans payer les droits de douane, donne la mesure réelle de l'interpénétration maroco-africaine.

C'est d'une complicité Maroc-Afrique qu'il faut parler, parce qu'elle transcende les politiques officielles, quand bien même le Maroc ne ferait pas partie de l'Union africaine (UA), héritière de la défunte OUA qu'il a quittée en novembre 1984. Aujourd'hui, il revient en force, appuyé par la plus grande majorité des membres de l'UA, pour reprendre sa place que personne ne lui ravira ! Sa place naturelle qui lui revient en tant que pays fondateur, en tant que confluent stratégique, investisseurs et unificateur des rangs. ■

Maroc-Afrique : Union sacrée et vision triangulaire

YOUSSEF ABERBRI

Les dernières visites du Roi Mohammed VI au Rwanda, en Tanzanie et au Sénégal ont connu un succès indéniable. Elles ont été traduites par la signature de plusieurs dizaines d'accords de coopération portant sur divers pour ne pas dire tous les secteurs : financier, bancaire, infrastructurel, sanitaire, éducationnel, immobilier, humain, religieux. Ces visites s'inscrivent dans la continuité d'une vision royale qui fait du Maroc un partenaire incontournable désormais et surtout le point d'orgue entre l'Afrique et l'Europe.

Décortiquer les relations du Maroc avec les pays africains déborde tout ce qui est conjoncturel pour s'en inspirer des faits historiques et des relations de fusion culturelle et humaine forgées durant des siècles. Décrire les relations du Maroc avec les pays africains doit s'inscrire globalement dans le cadre des relations du pays avec l'étranger et notamment ceux du vieux continent. Cette description gagne de précision par référence à la parole pesée de Feu Hassan II lorsqu'il comparait le Maroc à un arbre dont les racines plongent en Afrique et qui respire par ses feuillages en Europe. Il s'agit pour nous de tracer quelques éléments saillants de la stratégie d'ouverture du Maroc sur les pays africains tout en rappelant, sommairement, quelques faits historiques bien déterminants.

Si les relations politiques prédominent, question de l'intégrité territoriale du pays oblige, celles de portée économique et commerciale semblent primer de plus en plus, notamment en visant l'établissement de rapports économiques plus équitables, justes et équilibrés, et qui embrassent concrètement tous les domaines.

L'analyse de la stratégie d'ouverture du Maroc vers les pays africains est motivée, principalement, par l'évolution accentuée des relations économiques, attestant d'une nette amélioration des mouvements et des échanges. Si depuis l'indépendance, le Maroc a essayé de réaffirmer son identité africaine en plaçant le continent au cœur de ses choix stratégiques, notamment sur le plan politique, la question du Sahara marocain semblait constituer un tournant majeur et parfois un obstacle du fait de l'incompréhension qui a caractérisé l'évolution de ce dossier et du jeu de pressions algérien.

A tel point que le pays quittait l'Organisation de l'Union Africaine en claquant ses portes en 1984. Toutefois et notamment depuis l'intronisation de Sa Majesté Mohammed VI, les choses semblent basculer graduellement mais surement vers un retour de plus en plus pesant du Maroc en Afrique. Un retour forgé par une présence économique de plus en plus significative au point qu'on classe le Maroc comme l'un des plus importants investisseurs africains, après l'Afrique du Sud, sur tout le continent. Après des années de sécheresse, l'arbre semble reprendre croissance et donner ses premiers fruits par le biais de la politique des grands chantiers lancés dans le pays qu'il s'agisse d'infrastructures portuaires comme Tanger-Med, d'autoroutes, du projet TGV, de différentes plates-formes industrielles dédiées notamment à l'export comme le projet Renault à Tanger. La croissance amorcée dans le pays semble s'orienter vers une stabilité et un développement économique pour donner des fruits qui profiteront aussi aux racines africaines du pays.

Youssef Aberbri, consultant.

L'ouverture du Royaume vers le continent africain semble essentiellement traduire une vision stratégique de long terme qui essaye de diversifier ses débouchés et de ne plus dépendre exclusivement du vieux continent dont une croissance en berne peut handicaper fortement les efforts de développement consenti pendant des années. De fait, le Maroc cherche stratégiquement, et donc sur le long terme, à tirer profit de la globalisation économique en essayant de sortir l'état de lieux prévalant sur le plan géopolitique dans la région, par le biais d'un mouvement volontariste, explorant toutes les voies possibles pour transcender le statu quo dans ces relations difficiles avec son voisin de l'est. On se jette alors dans l'édification d'un développement qui vise la consolidation de ses relations politiques avec les pays africains et l'établissement de partenariats diversifiés et féconds selon une logique Win-Win axée principalement sur les vertus de la coopération Sud-Sud.

C'est ainsi que la coopération maroco-africaine peut se prévaloir de centaines d'accords, de conventions et de joint-ventures finalisés. Ce faisant, l'un des outils offerts est celui d'exporter le modèle de développement à « la marocaine » tout en tirant essentiellement profit de sa position stratégique comme porte d'entrée de l'Afrique. Dans le sillon de cette perspective, le Maroc compte consolider davantage ses relations avec les pays de l'UE au profit de l'Afrique, en déployant notamment une intense « diplomatie économique » et renforçant sa nouvelle conception en la matière. Les différents déplacements du Souverain dans plusieurs pays africains attestent d'une prise de conscience hautement stratégique de tels impératifs.

Si les relations politiques prédominent, question de l'intégrité territoriale du pays oblige, celles de portée économique et commerciale semblent primer de plus en plus, notamment en visant l'établissement de rapports économiques plus équitables, justes et équilibrés, et qui embrassent concrètement tous les domaines.

La stratégie de développement du Maroc vers l'Afrique semble alors se conjuguer aux temps économiques et se conformer aux impératifs de développement. Sans être exhaustif, les axes de cette stratégie tendent essentiellement à :

- Exploiter efficacement les fruits du développement du tissu productif exportateur du pays en tirant profit des infrastructures mises en place et aussi de la proximité de grands marchés prometteurs non seulement en termes de consommation , mais aussi en termes de besoins de développement (équipement, infrastructures...)
- S'implanter directement dans les pays africains comme c'est le cas pour le secteur bancaire qui prône la fusion avec les banques de la place notamment au Sénégal, au Mali, en Côte d'Ivoire, au Congo Brazzaville, au Rwanda…
- Revendre le savoir-faire marocain dans des domaines de développement, comme ceux d'électrification surtout dans le milieu rural, d'accès à l'eau potable, d'exploitation minière, de construction de barrages, d'infrastructures routières et ferroviaires, de télécommunications et de nouvelles technologies.
- Tirer profit des expériences réussies notamment en matière de politique sociale comme pour la lutte contre l'analphabétisme et la lutte contre la pauvreté et la précarité ou en faveur de l'habitat social.

En somme, l'ouverture du Maroc vers les pays d'Afrique traduit un véritable choix stratégique d'exporter ce que le Royaume sait faire et dont les pays africains frères pourront tirer profit aux meilleures conditions. En bref, c'est donc tout un modèle de développement économique que le Maroc se propose d'exporter sur le continent africain. A travers cette stratégie, il se place au cœur d'une coopération dans laquelle il joue le rôle d'un hub régional et de trait d'union entre l'Europe et l'Afrique. ■

Plaidoyer royal pour l'Afrique et rappel à l'ordre au chef du gouvernement

PAR SOUAD MEKKAOUI

Le 6 novembre 2016, le Roi Mohammed VI prononce son discours traditionnel de Dakar.

Que le Roi Mohammed VI ait prononcé le discours traditionnel de la commémoration du 41ème anniversaire de la Marche verte d'une terre autre que celle de ses ancêtres a marqué un fait inédit dans l'Histoire du Royaume. La surprise-manifestée et les interrogations qui se sont posées sont donc légitimes quand on sait que d'histoire d'hommes, un chef d'Etat ne s'est jamais adressé à son peuple d'un autre pays que sous la contrainte d'un coup d'Etat ou de guerre. C'est dire le génie du Souverain innovateur qui ne ressemble à aucun autre de ses prédécesseurs ! S'il a prononcé son discours depuis Dakar pour commémorer ce pan glorieux de l'Histoire du Maroc auquel ont pris d'ailleurs part des frères sénégalais c'est qu'il ne s'adresse pas juste aux Marocains mais à tout le continent africain.

Edifiant, ce discours historique inaugure une nouvelle ère scellée par le retour du Maroc à l'UA. Il définit par ailleurs l'avenir de la politique africaine du Maroc et symbolise la nature des relations entre le Maroc et le Sénégal témoignant de l'amitié séculaire qui unit les deux pays.

Aujourd'hui, le Royaume trace une voie royale dans le continent africain. Force est de rappeler donc que les relations que le Royaume entretient et développe avec les Etats indépendants de l'Afrique sub-saharienne relèvent d'un héritage de lustres comme l'a affirmé le Doyen Camara, ancien diplomate guinéen : *« Le Maroc et l'Afrique, ce sont des liens indéfectibles soutenus par un socle culturel et spirituel qui défient les caprices du temps, les vicissitudes de l'histoire et de la politique ».*

Histoire d'un patrimoine partagé

La symbiose qui marque les relations maroco-sénégalaises est le fruit d'une longue tradition de fraternité et d'amitié ancrée dans l'histoire.

D'ailleurs, depuis son indépendance, le Maroc n'a pas cessé de réaffirmer son identité africaine en plaçant le continent au cœur de ses choix stratégiques. Les visites officielles du Roi dans plusieurs pays africains témoignent de l'engagement sincère du Maroc en faveur du continent dans tous les domaines à savoir politique, économique, social, culturel et spirituel. Faut-il donc rappeler que lors de sa première visite au Sénégal, en 2001, le Souverain a donné une forte impulsion aux relations de coopération dans les domaines prioritaires de développement entre les deux pays ?

Et la meilleure illustration en est que le Président Sall soutient que les multiples voyages que le Roi marocain a effectués en terre sénégalaise prouvent les relations plus que fraternelles entre les deux pays : *« On n'est plus dans le cadre des relations traditionnelles et diplomatiques traditionnelles, c'est des relations d'amitié et d'amour spéciales qui corroborent justement cette relation bien particulière entre ces deux pays frères»* a-t-il déclaré à notre confrère 2M.

Ainsi donc, la visite Royale témoigne de l'amitié séculaire qui unit les deux pays qui cumulent le plus grand nombre de dénominateurs communs. Tant et si bien que ce discours de Dakar est un événement qui a plusieurs significations et dimensions vu que le Maroc est un pays ancré dans le continent africain dont sa majesté assoit les bases économiques et politiques.

L'évidence même est que les deux pays ont plusieurs facteurs communs et partagent un patrimoine historique et culturel riches faisant que tous les ingrédients pour renforcer une alliance politique et diplomatique s'y trouvent réunis. C'est d'ailleurs lors d'un dîner officiel offert par le Président sénégalais, le 15 mars 2013, à l'occasion de la visite officielle de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que ce dernier avait déclaré dans son allocution que des *« (...) liens de sang, de famille, des liens de solidarité sans faille et des liens de coopération et d'échanges constamment renouvelés et approfondis »* lient les deux Etats. Le Président sénégalais a de son côté affirmé que la visite du Roi *« ... s'inscrit dans la trame de notre histoire commune, bâtie sur les valeurs essentielles qui nous lient, des valeurs qui prennent racine dans les terreaux fertiles de la foi et de la culture »,* et que les peuples marocain et sénégalais *« ... ont appris à se connaître et ont forgé une amitié intangible, indifférente au temps qui passe et aux aléas des circonstances ».*

Si les deux nations multiséculaires ont pour ainsi dire une histoire commune, riche d'échanges, de flux humains, commerciaux et culturels, on ne doit pas oublier aussi le socle de valeurs et des intérêts partagés. De facto, le même référentiel spirituel auquel appartiennent les deux pays s'impose à nous : l'islam sunnite conforté par l'adhésion commune à la tradition achaarite et au rite malikite. Et bien entendu la tariqa Tijania qui constitue un autre point fort d'intersection entre Fès et Tivaouane pour sceller la fusion spirituelle entre les deux peuples.

Edifiant, ce discours historique inaugure une nouvelle ère scellée par le retour du Maroc à l'UA. Il définit par ailleurs l'avenir de la politique africaine du Maroc et symbolise la nature des relations entre le Maroc et le Sénégal témoignant de l'amitié séculaire qui unit les deux pays.

L'ambition d'une nouvelle ère

C'est dans ce sillage que le Royaume du Maroc, membre fondateur de l'Organisation de l'Union Africaine reprend aujourd'hui, légitimement, sa place au sein de l'Union africaine. Et c'est ainsi que dès le début de l'affaire du Sahara, le Sénégal a toujours maintenu sa position en faveur du Maroc et de son intégrité territoriale. Un soutien qui se veut inébranlable et indéfectible à la marocanité du Sahara et qui a été réitéré dans le communiqué conjoint publié à l'issue de la visite royale de mai 2015. D'autant plus qu'il faut rappeler que le Sénégal en a fait son affaire depuis Abdou Diouf.

De ce fait, le Roi Mohammed VI, conscient que le Royaume du Maroc est un acteur clé pour le continent africain, préconise une vision à long terme qui place l'Afrique au cœur de la nouvelle stratégie de coopération marocaine *« ayant pour socle stratégique la coopération sud-sud pour un développement humain durable fondé sur des rapports économiques équilibrés, justes et équitables ».* Ainsi, le volet économique du partenariat entre le Sénégal et le Maroc revêt une importance particulière pour les deux Etats dont les relations prennent un nouvel élan grâce aux nombreuses visites effectuées par le Souverain au pays de la Téranga.

Le Maroc n'a jamais cessé de réaffirmer son identité africaine en plaçant le continent africain au coeur de ses choix stratégiques.

D'emblée, la toute première tournée Royale officielle dans le pays et dans la région en 2001, a tracé une nouvelle dimension aux relations bilatérales, notamment économiques symbolisant la nouvelle dynamique fondant la politique africaine du Royaume basée tous azimuts sur l'échafaudage de partenariat sud-sud.

Aujourd'hui encore, le discours visionnaire du Roi Mohammed VI constitue un nouveau maillon dans le partenariat stratégique singulier qu'ont choisi les deux pays pour intensifier et renforcer leur relation dans de nombreux secteurs dans le cadre d'une approche de développement durable et de coopération gagnant-gagnant. Cette nouvelle stratégie qui met l'Afrique au centre d'intérêt de la politique marocaine a fait que les relations économiques bilatérales ont connu des avancées fulgurantes. Mise en place et développée par le Maroc en direction du continent africain, elle ambitionne d'ériger le pays en hub régional au service du co-développement dans les différents domaines clés pour l'avenir commun hissé par le leadership et l'ancrage confirmés du Maroc en Afrique.

Un discours qui donne le ton aux partis politiques

Il est clair que ce qui se passe sur la scène politique déçoit le Roi surtout en ce qui concerne les négociations pour la constitution d'un nouveau gouvernement qui semble relever de la complexité d'un casse-tête politique. Aujourd'hui encore, l'attente de ce gouvernement qui rassemblerait « les perles rares » se fera certainement désirer plus puisque le discours du Roi a secoué la terre sous les pieds des concernés. Les paradigmes étant changés, le choix deviendra plus complexe. Si les premiers jours, après la victoire du PJD, ont connu des allers et retours des secrétaires généraux des partis politiques en vue d'une alliance qui compléterait l'effectif pour avoir la main libre et constituer une équipe ministérielle aujourd'hui, au fur et à mesure que le temps passe, le soufflé retombe. Les sourires affichés pour les projecteurs laissent la place aux regards suspicieux. Le flou déstabilisant et déstabilisateur se répand de plus en plus plongeant le citoyen marocain dans le doute. On ne sait plus qui est avec qui et qui est contre qui ! Le chef d'orchestre n'étant pas dans le perfectionnisme, les fausses notes se collectionnent et la chorale hésite à suivre. D'ailleurs, les antiennes de nos partis politiques sont tellement dissonantes et discordantes qu'il nous est impossible d'imaginer une alliance logiquement naturelle.

C'est à se demander si on ne s'achemine pas vers un scénario à l'espagnole ! Les Marocains ayant voté, encore une fois, pour Benkirane sans exiger une quelconque reddition des comptes l'ont mis, tout de même, en sérieuse difficulté en ne lui donnant pas les coudées franches pour former un gouvernement. Et cette absence de majorité politique a conduit les citoyens à des prévisions inédites pour la formation d'un nouveau gouvernement avec toutes les hypothèses possibles de coalition. Toutefois, les anciens frères ennemis ne sont toujours pas capables de s'entendre s'étant longtemps battus. Et au-delà des accolades et des étreintes mises en scène, les divergences éclatent au grand jour laissant voir les enjeux et surtout les intérêts personnels.

Le Maroc n'est pas un butin ! Le Maroc change pour de bon ! Désormais, seul un gouvernement de compétences et non de complaisance pourra être à la hauteur de ce que réclame le Roi.

Conscient que les consultations et les négociations pour une alliance gouvernementale s'avère d'une anarchie inquiétante à tel point que le meilleur des analystes politiques ne pourrait se hasarder à faire des pronostics qui s'avéreraient faux par rapport à une logique ne répondant qu'à des calculs et des considérations personnels, le Roi Mohammed VI donne le ton, fort et direct : pas d'offrandes électorales ! Message sans équivoque à Benkirane et aux secrétaires généraux des partis politiques pour un rappel à l'ordre et pour dire que l'heure n'est pas à la surenchère et aux négociations au moment où le pays a des défis et des enjeux tant en politique intérieure qu'extérieure. Après des élections qui ont montré de façon flagrante le désintérêt des Marocains et leur méfiance grandissante quant aux politiques du pays, le Souverain, à l'écoute sans intermédiaire, de son peuple, prend les choses en main et se porte garant afin de recadrer les choses. Il n'hésite pas à afficher clairement sa position et à appeler les choses par leur nom. Si Benkirane et les autres font montre d'incapacité à constituer un gouvernement qu'ils assimilent à un butin à se départager, Sa majesté, lui, jouera le rôle principal dans cette opération et veillera à ce que le prochain exécutif soit à la hauteur des ambitions des citoyens. *« Le Maroc a besoin d'un gouvernement sérieux et responsable. Toutefois, la formation du prochain gouvernement ne doit pas être une affaire d'arithmétique, où il s'agit de satisfaire les desideratas de partis politiques et de constituer une majorité numérique, comme s'il était question de partager un butin électoral. »* En voilà un discours qui met fin aux calculs des opportunistes !

Alors espérons que ce discours Royal n'est pas tombé dans les oreilles de sourds, que les politiques saisissent sa portée et qu'ils s'en imprègnent pour qu'ils puissent comprendre ce qu'il y a entre les lignes.

Le Maroc n'est pas un butin ! Le Maroc change pour de bon ! Désormais, seul un gouvernement de compétences et non de complaisance pourra être à la hauteur de ce que réclame le Roi. Un exécutif à même de répondre aux attentes latentes de citoyens désireux d'être réconciliés avec la politique de leur pays grâce à des gouvernants responsables, engagés et honnêtes qui font passer l'intérêt général avant le leur. Toutefois, le hic est qu'attendre d'un chef de gouvernement qui a montré ses limites et qui bute toujours sur la formation d'une équipe ministérielle ? Qu'attendre de partis politiques qui n'ont présenté aucun vrai programme clairement défini et bien consistant lors de la campagne électorale ?

Le Maroc s'engage dans une grande avancée politique. Reste à savoir si Abdelilah Benkirane, qui n'a plus le droit de mener le navire à sa guise, est capable de répondre aux exigences de sa majesté et surtout de suivre le rythme ! ■

Un Maroc au coeur du malaise entre conservateurs et modernistes

Une société divisée entre les tenants de la modernité et ceux de la tradition conservatrice.

Lors de moments critiques dans l'Histoire de l'humanité, philosophes, écrivains, penseurs, journalistes et chercheurs amènent une sensibilité différente pour éclairer les esprits et calmer les passions déchaînées. Or le panurgisme, le conformisme, la pensée unique et unilatérale émergent et persistent, de plus en plus, ce qui est loin d'être un gage de vérité surtout quand c'est applaudi, voire orchestré, par un gouvernement auto-satisfait et des médias rivalisant de servilité et de mercantilisme. De ce fait et à l'instar de l'affaire Dreyfus ou encore celle de Calas qui avaient divisé la France en deux communautés, tous les ingrédients se brassent pour séparer le Maroc en deux parties adverses, voire ennemies. La religion est brandie en garde-fou pour justifier des agissements portant atteinte à l'Etat de droit. Ce leitmotiv, longtemps mis en avant par le Maroc – « tradition et modernité » - souligne ostentatoirement les contradictions et les paradoxes qui caractérisent un Royaume à la fois gratifié et loué pour son exemplarité en matière de tolérance et de dialogue interreligieux, mais pointé du doigt pour la résurgence de pratiques obscurantistes rétrogrades.

à l'instar de l'affaire Dreyfus ou encore celle de Calas qui avaient divisé la France en deux communautés, tous les ingrédients se brassent pour séparer le Maroc en deux parties adverses voire ennemies.

Le Maroc entre conservateurs et modernistes

Ces dernières années, l'histoire du Maroc a été secouée par des controverses en série sur les mœurs et plusieurs événements qui ont creusé le fossé entre modernistes et conservateurs. Du lynchage d'un homosexuel à Fès au procès des deux jeunes filles d'Inezgane arrêtées par les autorités pour « tenue indécente », ces incidents avaient entraîné un vaste mouvement de solidarité sur Internet. Dès lors, les motifs de friction voire d'affrontements ne manquent pas pour mettre le feu aux poudres et face à face, avec violence, deux conceptions du Maroc et de son modèle de société. Bien des faits ont suscité indignation et débats passionnés comme en février dernier, lorsque le docteur Chafik Chraïbi a été démis de ses fonctions en raison d'un reportage diffusé sur la chaîne France 2, où le médecin soulignait son engagement en faveur d'une dépénalisation de l'avortement. Ceci n'est pas passé sans susciter un tollé suite auquel le Roi Mohammed VI a désigné et chargé une Commission afin de réformer l'avortement. Et c'est un mois après qu'un nouveau texte régi par un encadrement très strict et décriminalisant l'avortement était soumis au législateur. Et c'est ainsi que les deux parties ont dû enterrer la hache de guerre sans que l'une ou l'autre n'ait ni gagné ni vaincu.

Polémiques et controverses sont devenues fréquentes avec l'arrivée du PJD au pouvoir. Bien que les dirigeants aient évité non sans peine de glisser sur un terrain miné au tout début, à savoir les débats sur l'identité nationale et religieuse du pays, le naturel resurgit au quart de tour et le PJD revient sur le terrain des valeurs et de la morale.

Bien que les dirigeants aient évité non sans peine de glisser sur un terrain miné au tout début, à savoir les débats sur l'identité nationale et religieuse du pays, le naturel ressurgit au quart de tour et le PJD revient sur le terrain des valeurs et de la morale.

Rappelons que Mustapha Ramid, ancien avocat de détenus salafistes, lors d'une visite à Marrakech, avait dénoncé l'attitude selon lui « dépravée » des étrangers, qu'il avait accusés de *« passer beaucoup de temps à commettre des péchés et s'éloigner de Dieu »* lors de leurs séjours dans la ville ocre. Au cours de cette même visite, l'entrevue entre Ramid et le cheikh Maghraoui, une figure controversée de la scène religieuse marocaine, connu pour avoir émis, en 2008, une fatwa autorisant le mariage d'une fillette de 9 ans a outré les associations féministes qui l'ont qualifiée de pédophilie légale.

Mustapha El-Khalfi , alors ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, quant à lui avait proposé que les chaînes de télévision marocaines (Al Aoula et 2M) retransmettent tous les appels à la prière de la journée, accordent une plus grande place à l'arabe et à l'amazigh (au détriment des langues étrangères que sont le français et l'espagnol), s'interdisent ensuite de diffuser de la publicité pour les jeux de hasard... Sans oublier l'attaque portée toujours par le même ministre à l'égard desdites chaînes de télévision *«On s'aperçoit, à partir de cette enquête, que les valeurs véhiculées par ces médias vont dans un sens, et les valeurs nationales, religieuses et morales qui ont été au fondement de cette nation, se situent dans un autre sens»*. Ce qui a bien entendu suscité la colère des patrons de ces chaînes.

A l'instar de son ministre de la Communication, le Chef du gouvernement ne ratait pas une occasion pour s'attarder sur la question des valeurs et les dangers qui menacent l'identité marocaine et n'hésite pas à pointer du doigt des «valeurs étrangères» qui risquent de détruire l'identité nationale et faire imploser le modèle familial marocain.

Un Maroc au cœur du malaise entre conservateurs et modernistes *(Suite 1)*

La société marocaine, à l'image de ces deux groupes de femmes, serait-elle poussée à une séparation et à la division ?

De son côté, le pjdiste Abdelaziz Aftati s'en prend au festival Mawazine et à la tenue vestimentaire de la chanteuse anglaise Jessie J.

Les médias en ligne favorisant la diffusion à grande échelle de tous ces propos et digressions, les déclarations des gouvernants ne passent pas inaperçus et suscitent une levée de boucliers au sein du camp des «modernistes» et «progressistes» à l'encontre des conservateurs extrémistes qui s'affrontent violemment dans la presse, dans la rue, via les réseaux sociaux et même au sein de la même famille.

C'est ainsi que deux Maroc s'affrontent et se disputent autour du modèle de société qu'ils souhaitent adopter. D'un côté, un modèle conservateur qui gravite autour de la tradition, la religion et la famille. De l'autre, les modernistes sécularistes mettent l'individu et sa liberté au cœur de toute construction sociétale. Et comme pour couronner le tout et raviver les tensions, la recommandation du CNDH relative à la parité et à la réforme de l'héritage suscite de vives réactions au sein du courant conservateur qui y voit une atteinte à la religion.

La femme, cheval de Troie des traditionalistes

Dans une société patriarcale conservatrice où tout ce qui a trait à la femme représente encore un tabou et soulève les passions, cette dernière se trouve encore tiraillée entre modernisme et conservatisme. Sa quasi-absence au sein du gouvernement sortant souligne le décalage énorme entre les discours théoriques et la réalité sociale, économique, politique et culturelle d'un pays où l'égalité démocratique peine à s'affirmer en raison de la bipolarité de ses décideurs politiques dont le dessein est de maintenir la mainmise sur les femmes. Pourtant, nul n'ignore qu'une vraie démocratie repose initialement sur un enjeu de taille et d'évolution, à savoir l'égalité des sexes sur tous les plans afin d'assurer l'équilibre de la société. D'ailleurs, force est de constater que les nombreuses discriminations à l'égard du sexe féminin font que le Maroc où les propos du chef de gouvernement rappellent avec insistance, voire obsession, le rôle rabaissant de «la femme lustre» : *«Vous qui êtes là, vous avez été éduqués dans des maisons où il y avait des lustres. Ces lustres étaient vos mères»* se tient toujours à la traîne dans les classements internationaux. Ou encore Lahbib Choubani, alors ministre des Relations avec le Parlement et la société civile qui s'est attaqué dans ces mots à une journaliste au sein de l'hémicycle, *«Votre tenue vestimentaire n'est pas appropriée dans cette respectueuse institution»* en 2014.

Et dire que les textes et les réformes constitutionnelles ne cessent de brandir et de souligner des avancées quant à la participation des femmes dans l'évolution du pays ! Il serait prétentieux d'aspirer à une vraie démocratie alors que le principal corollaire de celle-ci, à savoir l'égalité entre femmes et hommes, n'est qu'un slogan qu'on arbore et qu'on répète en chœur lors de campagnes électorales. Le gouvernement en partance, loin d'apporter des changements conjoncturels salutaires, a creusé encore plus le cratère entre les hommes et les femmes en marginalisant, cruellement, celles-ci et en se dressant avec résistance à la consolidation de la parité homme/femme.

Deux Maroc s'affrontent et se disputent autour du modèle de société qu'ils souhaitent adopter. D'un côté, un modèle conservateur qui gravite autour de la tradition, la religion et la famille. De l'autre, les modernistes sécularistes mettent l'individu et sa liberté au cœur de toute construction sociétale.

Il serait prétentieux d'aspirer à une vraie démocratie alors que le principal corollaire de celle-ci, à savoir l'égalité entre femmes et hommes, n'est qu'un slogan qu'on arbore et qu'on répète en chœur lors de campagnes électorales.

Rappelons que la réforme de la Moudawana a valu la colère des milieux conservateurs islamistes hostiles aux revendications féministes qui y voyaient une menace à la continuité religieuse musulmane du Royaume sachant que la mobilisation féministe a connu un énorme succès, voire un exploit.

Heureusement que les dernières élections étaient l'occasion de vouloir innover et surtout séduire par un nouveau point fort, celui justement de la présence féminine sur la scène politique. On devrait, en effet, se réjouir des 81 femmes qui occuperaient l'hémicycle aux côtés des 314 parlementaires hommes. Pourtant l'année 1993 devait, en principe, tracer une voie exceptionnelle dont on voulait la pérennité. En effet, une nouvelle ère s'ouvrait pour les féministes marocains puisque, et pour la première fois, la femme marocaine accédait au Parlement. Badia Skalli de l'USFP est élue présidente d'une Commission parlementaire et Latifa Bennani-Smirès du PI, membre du bureau du Parlement. Et c'est le 14 août 1995 que Feu le Roi Hassan II avait créé un événement historique en désignant au poste de secrétaire d'État du gouvernement Zoulikha Nasri à l'Entraide nationale, Aziza Bennani à la Culture, Nawal El Moutawakkil au Sport et Amina Benkhadra au Développement du secteur minier.

Depuis 1999, et avec l'avènement du règne du Roi Mohammed VI, le projet d'intégration de la femme au développement économique et social a de nouveau soufflé un air d'espoir, qui on l'espérait bien, allait apporter des changements salutaires. C'est alors que les voix des conservateurs se sont élevées criant leur opposition et œuvrant pour le faire échouer. L'Histoire du Maroc nous rappellera que le 8 mars 2000 a connu deux grandes marches dont la symbolique n'est pas des moindres puisque la division de la société marocaine était flagrante. Au moment où les modernistes manifestaient, à Rabat, en faveur du projet du plan d'intégration, les traditionalistes suivaient la voix des islamistes du Parti de la justice et du développement appuyés dans leur action par le mouvement Justice et bienfaisance à Casablanca. Et criaient leur opposition à ce plan d'intégration de la femme au développement.

Au grand malheur des féministes, les conservateurs ont marqué le point par une mobilisation plus importante. Le 27 avril 2001, le Roi ne ratant aucune occasion pour montrer sa position en faveur de l'implication de la femme dans le développement du pays, annonce la formation de la Commission royale consultative chargée de la révision de la Moudawana. Ce qui a abouti à l'élaboration d'un Code de la famille assez progressiste en matière des droits de la femme malgré les voix séparatistes qui s'élevaient au sein même de la Commission présidée par M'hamed Boucetta.

Aujourd'hui encore et quoique la femme soit présente sur tous les fronts, sa présence parmi les élites politiques et sa contribution au processus de prise de décision est trop faible pour un pays tel que le Maroc.

Un Maroc au cœur du malaise entre conservateurs et modernistes *(Suite 2)*

Pourtant, la présence de la femme dans le domaine politique est un indicateur de taille de bonne santé et de maturité d'un pays qui se veut démocrate, moderne et développé.

La Monarchie en arbitrage

En 2011 et alors que les islamistes s'emparaient des commandes pour gouverner le Maroc, Abdelilah Benkirane et son équipe ont affiché leur volonté de rompre avec certaines pratiques. D'entrée de jeu, ils se sont montrés plutôt ouverts et prédisposés à collaborer. Sauf que leur discours s'est vite essoufflé. Et les fondamentaux de l'idéologie islamo-conservatrice rattrape incontournablement le PJD par la nuque. Le premier impair qui allait ouvrir une longue série de faux pas, de lapsus et de déclarations déplacées était signé par la seule femme du gouvernement, à savoir Bassima Hakkaoui, alors ministre de la Solidarité, de la femme, de la famille et du développement social. Le suicide à Larache d'Amina Filali, une jeune adolescente mariée de force à son violeur, avait suscité une vague de manifestations pour dénoncer cette injustice, au Maroc et même à l'étranger. Outrées, de nombreuses associations de femmes avaient alors demandé que soit abrogé l'article 475 du Code pénal marocain, qui permet à un homme coupable de viol sur mineure d'échapper à sa peine en épousant sa victime. Seulement, elles se sont confrontées au refus de la ministre qui avait affirmé que *«parfois le mariage de la violée à son violeur ne lui porte pas un réel préjudice».* Bassima Hakkaoui leur avait opposé une fin de non-recevoir en se déclarant opposée à l'abrogation de l'article incriminé *«sous la pression de l'opinion publique internationale».* Le bras de fer autour des valeurs reprend de plus belle et les affrontements s'enchaînent tant et si bien que le Roi reste l'ultime recours pour les deux camps. C'est ainsi que Sa Majesté s'élève au-dessus de la mêlée, dans un rôle d'arbitre en tenant un discours conciliant qui satisfait les deux parties, conservatrice et moderniste. En rempart face à l'extrémisme sous toutes ses formes, le Roi, en Commandeur des croyants, rassure les deux mouvements, faisant montre de lucidité pour trancher tout en promouvant un islam tolérant et modéré.

C'est donc un Maroc pris dans un clivage entre référentiels universel et islamique, un Maroc à deux visages, qui s'en remet à l'habileté politico-religieuse du Souverain pour temporiser quand les cloches sonnent différemment créant une cacophonie insurmontable.

Il est vrai que l'évolution sociale au Maroc se fait dans les contradictions et le conflit des valeurs, les débats de société constituant un signe de bonne santé d'une communauté qui cohabite dans la différence et la tolérance, tandis que les différends se transforment des fois en altercations virulentes qui nécessitent qu'une tierce personne se saisisse de ce débat de société. Et c'est le Roi Mohammed VI qui intervient pour recadrer les choses et repréciser que le Royaume est toujours un symbole d'équilibre entre « tradition et modernité ». D'ailleurs, ce n'est plus une surprise que le Souverain réagisse à une question sociétale qui divise la société.

On l'a bien compris et le Roi l'a toujours mis en exergue : le Maroc est un pays qu'il veut voir épargné sur le plan de la répression politique. Un pays où une vraie démocratisation opérera à tous les niveaux. Un Maroc où la modernité politique ne doit pas être incompatible avec l'ambiance religieuse islamique. ■

En rempart face à l'extrémisme sous toutes ses formes, le Roi, en Commandeur des croyants, rassure les deux mouvements, faisant montre de lucidité pour trancher tout en promouvant un islam t olérant et modéré.

Fettah Bennani, *Président Bayt Al Hikma*

Notre pays a connu, au cours des dernières années, de grands changements qui ont touché la politique, la culture et la société et ont fait l'objet de différentes appréciations et positions tant au niveau de la description qu'à celui du diagnostic. Néanmoins, ces appréciations et positions se recoupent quant aux questions de la transition démocratique et s'accompagnent d'un débat dont l'acuité varie selon le degré et la force des faits et des événements.

Ce débat s'est étendu aux questions ayant trait à la politique en tant qu'affaire publique ainsi qu'aux libertés individuelles et collectives et à la culture comme patrimoine communautaire et comme opinions privées. Cet état des choses s'est notamment manifesté à l'occasion de faits et questions significatifs, dont la modification du Code de la famille et du statut de la femme, la moralisation de la vie publique, l'exercice des libertés de la presse et du rassemblement pacifique, la sauvegarde de la dignité des femmes et des enfants, le processus de la justice transitionnelle, etc… Les mouvements des droits de l'Homme, des femmes et celui des Amazighs étaient fortement représentés dans cette dynamique.

En certains moments articulaires, le dialogue politico-culturel à propos des changements n'a pas pu échapper à la question des valeurs et à ce qu'elles symbolisent en termes de traits et fondements de la vie commune et de ce qu'elles exigent comme liberté, solidarité, tolérance et partage des responsabilités.

La question des valeurs dans une société en mutation, ou se dirigeant vers la démocratie, est intimement liée à la qualité des valeurs communes et des politiques susceptibles de les faire sauvegarder et de respecter les droits de l'homme et la démocratie elle-même.

Aussi la question des valeurs évoque-t-elle le sens et la signification de l'équilibre entre le droit et la liberté d'une part, et le devoir et la responsabilité d'autre part. De telle sorte que nulle société en transition vers la démocratie ne peut laisser ses politiques sans principes, ni ses lois sans valeurs dans un cadre qui garantit les principes essentiels tels que la non violence, le respect de la vie, la justice, la solidarité, la confiance, la tolérance, et le respect mutuel dans le cadre de la différence, la pluralité, les chances offertes aussi bien aux individus qu'aux groupes.

Cependant, les modernistes pensent « valeurs universelles » et les conservateurs pensent « valeurs islamiques ». En arrivant au pouvoir, le PJD a mis l'accent sur la question des valeurs, dans le double objectif de les traduire dans les lois et aussi de montrer à leurs électeurs leur attachement à la religion et aux valeurs qui en découlent. Leurs campagnes successives contre ce qu'ils ont appelé le « fassad » ne sont pas anodines… Car le PJD base toute sa stratégie sur l'utilisation de la religion dans son interprétation rétrograde « Ibn Taymia », afin de séduire une masse populaire analphabète et nombreuse.

En revanche, les « modernistes » basent leur argumentation sur les libertés et les valeurs universelles. Ils placent, au premier plan, la question de la femme, les libertés individuelles, l'abolition de la peine de mort…

Il est souvent difficile, voire impossible, de distinguer la haine religieuse, d'autres formes de sentiments de haine nationale, raciale, ethnique,

etc. En effet, la haine que l'on qualifie de religieuse est en réalité utilisée pour désigner des phénomènes plus complexes. Quoi qu'il en soit, les religions et convictions restent un facteur important de démarcation entre le « nous » et les autres.

La montée de l'intégrisme met en jeu la religion, la politique, l'éthique, l'économie, la vie quotidienne, le commerce, la banque, la sexualité, le loisir, l'habillement et la nutrition. Et elle est représentée par des jihadistes, par les partis politiques et des ONG à la fausse apparence caritative et pacifiste.

En réalité, les années passées ont été jalonnées par des slogans et des actions à caractère purement électoraliste, par des surenchères politiques, et l'absence de vrais programmes de réformes. L'intégrisme religieux est l'antichambre du terrorisme islamiste. L'instrumentalisation de la religion à des fins politiques et autres est l'une des principales causes qui a déchiré la majorité des pays du Moyen-Orient et certains pays du Maghreb. ■

« Adieu la vie, bonjour le virtuel ! »

Mokhtar Chaoui, *Enseignant-chercheur, écrivain, poète et chroniqueur*

La question de l'identité nationale est antécédente au PJD, même si ce dernier en fait son cheval de bataille. Elle a préoccupé la plupart des intellectuels de la première génération. En politique, surfer sur la vague de l'identitaire donne plus de crédibilité à celui qui en use, car il est perçu comme le défenseur de la nation contre les ennemis. Au fond, le PJD (mais il n'est pas le seul dans ce cas) utilise la même stratégie que les partis d'extrême droite en Occident qui font de l'identité nationale un fonds de commerce et une carte électorale.

Il est clair que les Marocains n'étaient pas plus mécréants avant l'arrivée du PJD au pouvoir et ne seront pas moins musulmans après son départ. Le PJD n'est que l'avatar d'autres mouvements islamistes qui ont toujours existé au Maroc. Le fait que la conjoncture actuelle les a « déposés » au pouvoir ne signifie rien. Nous connaissons tous comment et pourquoi le régime a fait appel à eux. Il se trouve que le fait religieux revient en force. Cela est dû en grande partie à la crise économique, politique et surtout éthique que vit le monde. A l'instar de l'ancienne Guerre froide entre les USA et l'URSS, On assiste à une guerre de religion froide entre « l'axe du Bien » et « l'axe du Mal », pour reprendre les termes de Bush. Seulement, ce sont les arabo-musulmans, nous y compris, qui sont classés dans l'axe du Mal. Le retour au religieux, à l'Islam, est perçu donc comme la meilleure réaction contre l'Occident. La religion est représentée par les salafistes et les islamistes comme une bouée de sauvetage, car faute de vaincre l'autre avec les armes du savoir, on s'accroche à un passé glorieux et on pense que notre salvation réside dans sa reproduction. Le discours du PJD, bien qu'édulcoré, ne déroge pas à cet esprit qui fait croire aux gens que notre salut est dans l'Islam. C'est un gros mensonge. Aucune religion n'a été à l'origine du progrès d'un pays. Seules la recherche scientifique, la justice, l'égalité, la probité, la citoyenneté mènent au développement. Ce qui est du domaine de la foi doit y rester.

Modernisme et guerre de valeurs

Le modernisme implique forcément une remise en cause des valeurs traditionalistes. Force est de constater que le poids de la tradition dans notre société est plus que pesant, il est castrateur. Notre tradition est millénaire et puise sa force dans le culturel et le religieux jusqu'à devenir un contrat social impossible à contester. Tout n'est pas mauvais dans la tradition, loin de là, mais devenir moderne exige sa destruction totale ou partielle,

chose que le Marocain n'est pas disposé à faire, car il a peur de l'inconnu. L'instinct de sécurité le pousse à préférer la tradition avec ses inhibitions au modernisme avec ses risques. Du coup, il passe sa vie à rêver la modernité tout en vivant la tradition. Pour se donner bonne conscience, il appelle cela, l'exception culturelle marocaine.

Aujourd'hui, le monde est passé de la « crise de valeurs » à la « guerre de valeurs ». Il se trouve qu'avec le retour du nationalisme et de l'esprit religieux, les valeurs qui sont mises en avant sont celles du repli sur soi, du refus de l'étranger, reconsidéré comme menace. Les peuples cherchent à se scinder au lieu de fusionner, ils se méfient au lieu de se confier, se haïssent au lieu de s'aimer. Dans cette atmosphère de suspicion, les nationalistes, les fascistes et les fanatiques de tous bords prospèrent. Les valeurs humanistes ont logiquement régressé, laissant le terrain aux xénophobes et aux bellicistes. La Crise que les grandes puissances perdurent sciemment attise le feu et continue d'enterrer l'esprit de fraternité qui prédominait.

Le monde a déjà connu ce genre de tension qui n'est, au fond, qu'une variante des premières dans l'histoire de l'humanité. Au fond, l'histoire est un éternel recommencement. Le siècle que nous vivons ressemble, à s'en méprendre, au 13ème siècle en Europe, avec les tiraillements entre modernistes et conservateurs. Seuls les acteurs et les outils ont changé. Nietzsche avait été visionnaire quand il écrivit : *« Un siècle de barbarie s'avance* (il parlait du XXème siècle) *et la science se mettra à son service. »* C'est exactement ce que nous vivons. Au grand dam de Rousseau, l'Humain est intrinsèquement mauvais. Il ne pense sa survie que dans l'anéantissement de l'autre. Son cerveau « reptilien », fait d'agressivité, d'amour du pouvoir et de volonté de suprématie, commande ses instincts. Tant que notre cerveau reptilien sera le maître, la guerre des valeurs ira crescendo. Les politiciens et consorts qui sont censés nous guider se sont déshumanisés, obsédés par la reconduite de leurs pouvoirs. Ils perçoivent les valeurs humanistes comme un danger. Ils cultivent l'esprit de confrontation, de la guerre et du chaos. (Même les jeux d'enfants ne sont pas épargnés) Ils ne forment plus à l'école les futurs humanistes, mais des humanoïdes, gestionnaires de l'apocalypse.

Les polémiques sur la femme et la schizophrénie de la société masculine

La femme a toujours été au centre de la polémique entre conservateurs et modernistes pour la simple raison que leurs positions à son égard sont complètement opposées. Pendant que ceux-ci cherchent à instaurer une égalité entre les deux sexes, ceux-là continuent de qualifier la femme de sexe faible, « naquisatou 3aqline wa dine », incapable d'assumer un poste de responsabilité, de diriger un pays. Plus grave, une frange non négligeable de la société marocaine, y compris parmi l'élite, continue d'associer la femme au péché originel. Le pire, c'est de voir des femmes qui militent contre leur propre libération. Au-delà de la polémique entre conservateurs et modernistes, je pense vraiment que la démocratie d'un pays est tributaire de la place que la société accorde à la femme. Inutile de dire que nous n'y sommes pas. Le jour où on comprendra que la femme est l'égale de l'homme, qu'elle peut parfois le dépasser, on fera un grand pas vers la modernité.

Dire que le Marocain est bipolaire est une manière plus gentille pour dire « schizophrène ». En 2008, répondant à une journaliste qui m'avait demandé: *« Quel regard portez-vous sur la société marocaine? » J'avais répondu que « Le Marocain est tellement balloté entre des milliers de contradictions sociales, politiques, culturelles qu'il ne sait plus où donner de la tête. Au Maroc, on veut être tout à la fois: traditionnel, moderne, musulman, laïc, agnostique même. Je pense sincèrement que le Marocain est un être inachevé qui, à force de vouloir composer avec plusieurs identités, a fini par perdre la sienne. »* Je continue de penser la même chose. Je dirai même que cela devient préoccupant, car nous ne sommes pas arrivés à inventer une vision sociétale maroco-marocaine. Nous nous contentons de voir ce qui se fait ailleurs et nous exportons aveuglément les expériences des autres. Les salafistes nous tirent vers l'Orient et les modernistes vers l'Occident, comme si nous étions incapables de créer notre propre système.

Quand le monde devient une télé réalité

La nature a horreur du vide, c'est connu. Depuis l'explosion des médias en ligne et des réseaux sociaux, les domaines qui ont été désertés par les savants, les artistes et les philosophes ont été récupérés par des blablateurs incultes qui donnent leurs avis sur tout. Ce qui fut du domaine de l'intime, de l'insignifiant est devenu matière à débattre et surtout à amuser la galerie. Le monde s'est converti en télé réalité où chacun se réclame auteur-compositeur-interprète ; juge et avocat ; expert en tout. La moindre futilité qui passait inaperçue est partagée, commentée, surdimensionnée. Nous sommes noyés dans l'intox et le factice. Impossible de faire marche arrière. Il faut donc avancer, mais vers où ? Probablement vers un monde avec des humains sans humanité. D'ailleurs, Einstein n'avait-il pas dit : *« Je crains le jour où la technologie prendra le pas sur notre humanité. Le monde sera alors peuplé par une génération d'idiots. »* Nous y sommes déjà. Un monde qui anéantira la vie et la remplacera par sa représentation nous attend. Adieu la vie, bonjour le virtuel. ■

Non au wahhabisme importé !

Nicole El Grissy, Ecrivaine, *militante et conceptrice d'émissions pédagogiques TV*

Ces derniers temps, on revient de plus en plus sur la question des valeurs et de l'identité nationale et religieuse du pays.

La menace du printemps arabe reste l'instigatrice de ce revirement subit… Sa Majesté le Roi a voulu donner le choix à son peuple pour que les religieux remplacent certains politiciens qui n'ont pas eu le courage de faire carrière dans le banditisme… Tous les Marocains savent que si les caisses du pays résonnent par l'immense espace de leurs creux, c'est parce que beaucoup de responsables politiques s'en sont servi pour leurs intérêts personnels. Les Marocains étaient convaincus que la pratique de la religion était garante d'honnêteté… Aujourd'hui, entre les spoliations immobilières toujours pas résolues, les centaines d'appels à l'aide adressés à Sa Majesté à travers YouTube et Facebook, les scandales adultérins, les Marocains ont l'intelligence de comprendre qu'ils ne peuvent plus accepter cette bérézina. Des gens qui ont faim, qui n'ont pas de boulot, qui n'ont plus les moyens de fonder une famille sont face à deux choix : Le djihadisme pour sauver financièrement leurs familles ou le changement obligatoire dans la gouvernance. Des politiques sourds et impuissants ne sont d'aucune utilité.

Par ailleurs, les Marocains sont les musulmans qui ont le plus de foi dans le monde. Ils se saignent pour honorer toutes les fêtes religieuses. Ils vont presque tous à la mosquée pour prier Dieu et ils sont conscients que le port d'une robe ou d'une jupe n'a rien de condamnable.

Et c'est ainsi qu'on peut dire que le modernisme va de pair avec l'identité marocaine. Nous sommes les enfants de Rois, musulmans et Amir Al mouminine dont les sœurs et les filles n'ont jamais porté de déguisements pour prouver qu'elles étaient de vraies musulmanes…. Nous avons grandi en voyant nos Rois honorer toutes les fêtes religieuses et leurs visages à l'intérieur des mosquées nous ont aidés à associer la spiritualité à la sagesse... Nous n'avions pas besoin de plus pour croire en l'islam et dans le judaïsme qui se côtoyaient dans la même rue, sans que qui que ce soit n'ose mettre en doute la foi de l'Autre…. Nous savions tous qu'il n'y avait qu'UN SEUL DIEU.

Aujourd'hui, nous sommes dans un monde de violence et de méfiance dans lequel la religion apparaît comme le meilleur refuge. Si les politiques ne nous entendent presque jamais, on prie le ciel dix fois plus. C'est une façon de mieux s'accrocher à la vie.

Ce que les politiques dénigrent c'est que l'Histoire du Maroc est indissociable de la multiculturalité. Ce sont les juifs qui ont foulé les premiers, le sol marocain, suivis par les berbères, rejoints par les arabes et le tout, colonisé par des français. Nous avons en nous un petit peu de chacun d'eux et c'est ce qui fait notre originalité devant la face du monde.

Aujourd'hui, on a choisi la religion comme valeur refuge après avoir grand ouvert les portes aux Saoudiens qui sont venus enseigner à nos jeunes filles jadis confuses face au regard d'un homme, la meilleure façon de gagner de l'argent très facilement…. Et il faudrait qu'aujourd'hui, ceux-là mêmes qui ont dévergondé nos filles face à leurs liasses, provoquent la liesse au sein de nos foules par un islam qui n'a jamais été le nôtre ? Devrions-nous trahir les volontés de nos pères et accepter aujourd'hui l'importation d'un islam intolérant voire punitif vis-à-vis de ceux qu'ils appellent les mécréants ou les infidèles ? Autrement dit, être un musulman non wahhabite deviendrait-il dangereux chez nous ? C'est inacceptable d'exiger de quelqu'un de revoir ses valeurs enseignées par ses parents pendant toute une vie et de s'entendre dire que ce n'était pas ça « le bon islam »… Il y a un seul Dieu et un seul Islam. Chacun l'interprète comme bon lui semble mais n'a aucun droit de l'imposer à tout un pays. Surtout lorsque ses représentants profèrent des ignominies en public contre telle ou telle religion et que les conseilleurs acharnés sur la chasteté se retrouvent dans une situation ubuesque au détriment de leurs enfants respectifs….Imaginons un spectacle de nu en plein Vatican…

Le comble, c'est que la femme est toujours au cœur de polémiques. Ce qui s'explique par la culture de la suprématie de l'homme très présente dans les deux religions. L'homme a tous les droits parce que c'est lui qui transmet le patronyme familial. Il est supposé être plus intelligent que la femme et même savoir conduire mieux qu'elle. Or la vie et l'évolution sont en train de prouver tout le contraire. Les femmes marocaines sont les plus fortes du monde puisqu'elles ont survécu à ce mythe ancré dans les mœurs, à l'autorité souvent abusive de leurs pères et au droit des maris de les considérer comme des femmes de ménage gratuites et pondeuses de gamins en prime…

Le Marocain serait-il bipolaire ?

Dans un de ses discours légendaires, Feu SM Hassan II avait évoqué l'ubiquité voire la schizophrénie qui existe en chacun de nous…. C'est vrai. La présence juive millénaire, la colonisation française, l'attirance vers la liberté européenne ou américaine à travers les journaux télévisés sur nos chaînes locales dans les années 70, et l'exode massif des juifs et des musulmans en phase de rébellion contre la machine politique qui avait imposé l'arabisation, ont cultivé cette double personnalité en chacun de nous. Nous pouvons parler un français académique et utiliser une darija affolante en phonétique quand on s'énerve. Mais au fond de nous, une chose nous rattrapera toujours : notre attachement viscéral à notre Roi, à nos familles, à notre patrie, à nos senteurs. Notre marocologie reste très difficile à transmettre à ceux qui ne sont pas nés ici. Sommes-nous vraiment bipolaires ou exceptionnellement adaptables à toutes les autres cultures?

Quelque part, au fond de chacun de nous, nous nous payons notre propre tête quand nous nous conduisons comme des Européens ou des Américains pendant nos voyages à l'étranger, sachant pertinemment que nous n'aurons d'autre choix que de redevenir nous-mêmes devant nos mères, nos grands-mères, nos belles-mères , nos marchands de légumes et de fruits et surtout à l'intérieur de nos hammams…

Les médias en ligne et la diffusion de l'information

Le phénomène de la diffusion de l'information à une vitesse encore rapide que celle de la lumière est une franchise purement marocaine. Pourquoi ? Parce que nous n'avons aucun problème à engager des discussions avec de parfaits inconnus dans chaque lieu de vie où nous nous rendons. Bien avant les médias, quand un drame touchait un juif marocain, toute sa famille éparpillée dans les quatre coins du monde, recevait l'info en une journée. Aujourd'hui, ce qui a changé, c'est que nous l'apprenons dans l'heure.

Je pense sincèrement que les médias et les journaux électroniques sont aujourd'hui devenus la hantise des fauteurs. Par contre, sur le sujet des spoliations immobilières, personne n'a l'air de ressentir une honte particulière à voir défiler des vidéos de gens en larmes parce qu'ils se sont fait voler leurs maisons ! Mr Benkirane a d'ailleurs dit un jour : *« Ce n'est pas moi qui doit combattre la corruption puisque c'est elle qui me combat ».* Ramid qui crée un numéro vert et une association du nom de Droit et Justice qui ne voit toujours rien venir….

Effectivement, les tribunaux sont devenus des espaces dans lesquels la chorégraphie du nom de « A3ibadellah » n'a visiblement pas encore touché le cœur des responsables de ces cris de douleurs poussés quotidiennement par le peuple.

Conclusion : Un gouvernement qui ne répond pas aux attentes, avec une justice qui représente un frein énorme à l'investissement étranger et qui exige des femmes de sortir déguisées en tentes, est-il un gouvernement porteur d'évolution ?

L'application du wahhabisme et les prêches à l'encontre des fauteurs d'un islam importé vont-ils de pair avec l'ouverture d'esprit qui a toujours caractérisé le Maroc ? Je dis NON. ■

L'identité comme stratégie

Salwa Tazi, *écrivaine*

Que ce soit ici ou ailleurs, lorsqu'un gouvernement cherche à asseoir sa légitimité, il invoque la perte des valeurs, ou celles de l'identité nationale et/ou religieuse, pour faire craindre le pire aux citoyens. Les dirigeants savent que les citoyens craignent par-dessus tout de perdre leur « identité » ou leurs « valeurs» par exemple, à cause de l'immigration massive (en Europe) ou à cause de la montée de l'islamisme et du radicalisme. En revenant sur la question des valeurs et de l'identité nationale, les partis politiques utilisent la stratégie de la peur du grand méchant loup pour revenir au conservatisme pur et dur. Comment expliquer cette stratégie ? Comme le gouvernement du PJD n'a rien fait de positif pendant l'exercice de son mandat et comme son bilan est maigre, il a voulu tirer avantage de la façade identico-religieuse. C'est le miroir aux alouettes. Au lieu de proposer des alternatives intelligentes pour gouverner, au lieu de s'occuper des vrais problèmes qui rongent la société comme le chômage, l'éducation, la corruption, la sécurité nationale... les dirigeants Péjidistes portent le débat sur une idéologie plutôt que sur des réalisations concrètes. Ils utilisent l'Islam politique pour faire peur aux citoyens qui risquent de «perdre» leur identité religieuse et nationale. Cette stratégie est une tragédie !

La question de la religion est une question récurrente qui revient souvent lors des moments troubles. Aujourd'hui, avec la montée de l'Islamisme dans le monde, le PJD sort la carte Joker de la religion. Il se veut le sauveur de la religion « menacée » et le protecteur des valeurs. En fait, le PJD a mis en place une stratégie de communication basée sur la religion et la morale. Son message populiste s'adresse à une frange populaire de la société (analphabète ou « alphabétisée ») de plus en plus conservatrice et de plus en plus influencée par le Wahhabisme importé par les prêches via les satellites et les imams de mosquées. Or Sa Majesté le Roi, a rappelé dans son discours du 20 Août 2016, je cite : *« l'extrémisme et la haine constituent le principal facteur d'insécurité et d'instabilité et que la civilisation humaine, ne peut s'épanouir que dans l'interaction et la coexistence interreligieuse, comme ce fut dans le passé à Bagdad et en Andalousie. »* Les Marocains auraient-ils été des mécréants avant l'arrivée au pouvoir du PJD ? Bonne question ! Certes, le PJD veut faire croire de façon sournoise que ceux qui ne pratiquent pas la religion selon leurs « critères» sont mécréants.

Sa Majesté le Roi a invité les Marocains résidents à l'étranger à *«rester attachés aux valeurs de leur religion et à leurs traditions séculaires face à ce phénomène qui leur est étranger.»* (Discours du 20 Août 2016). Bien sûr qu'avant l'arrivée du PJD, il n'y avait pas de « mécréants» mais des citoyens marocains, toutes religions ou ethnies confondues, qui vivaient en bonne entente, dans la paix sociale. Aujourd'hui, nous assistons à un clivage de la société avec le PJD qui dresse les uns contre les autres. Il a divisé les citoyens en bons croyants et mécréants. Et puis qu'est ce que la mécréance ? *«Ceux qui incitent au meurtre et à l'agression, qui excommunient indûment les gens et qui font du Coran et de la Sunna une lecture conforme à leurs intérêts, ceux qui ne font que colporter le mensonge au nom de Dieu et du Prophète. C'est cela la vraie mécréance.»* dixit Mohammed VI, Commandeur des Croyants. (Discours du 20 Août 2016)

Identité marocaine et modernisme

Le modernisme est compatible avec l'identité marocaine. Notre pays était en phase de modernisation depuis le protectorat! Lors du célèbre discours que Lalla Aïcha a prononcé, le 11 avril 1947, à Tanger à l'occasion de la fête des écoles des filles, la princesse était aux côtés de son père, le Roi Mohammed V, le visage découvert et la tête recouverte d'un léger voile, lorsqu'elle a lancé un appel à la femme marocaine en l'invitant à prendre une part active à la vie nationale. Lalla Aïcha a encouragé les femmes marocaines à la suivre sur le chemin de la culture et de la modernité. Le magazine américain *Times* du 11 Novembre 1957, l'avait décrite comme un symbole de l'émancipation de la femme musulmane parce qu'elle représentait un bel exemple pour les générations à venir. Ma mère avait retiré son voile à cette époque-là. Par ailleurs, il est intéressant de noter que lors de l'inauguration du CHU Ibn Sina, (Hôpital Avicenne) à Rabat en 1954, aucune infirmière n'était voilée. Est-ce à dire qu'elles n'étaient pas de «bonnes musulmanes?» Je ne pense pas. Elles étaient modernes et elles suivaient la marche du temps et du progrès. Certes, le modernisme est compatible avec l'identité marocaine et plus généralement avec l'identité musulmane, mais les extrémistes religieux et l'Islam politique freinent son expansion.

Querelles de clochers

Globalement parlant, nos valeurs sont les mêmes. Les tensions qui existent sont dues à la forme et non au fond, du moins je l'espère ! Sur le fond, nous sommes tous d'accord. Nous invoquons tous Dieu de la même manière. Nous croyons tous à la « Chahada » (la profession de foi) ce qui est suffisant pour être musulman. Sur la forme, toutes nos différences apparaissent comme une tâche d'huile. Ce sont à la fois le discours islamo-politique, la lutte du pouvoir, la lutte idéologique et la confrontation des valeurs qui sont sur le «banc des accusés». Il y a une cacophonie qui nuit à l'écoute de l'essence-ciel. On devrait tous tendre vers cette seule voix qui nous rassemble.

Le monde a toujours traversé des périodes de crise identitaire qui provoquent des tensions récurrentes autour de la question des valeurs morales. Démunis, les citoyens se raccrochent au conservatisme car ils ont peur de perdre les valeurs morales, religieuses ou humanistes qui donnent un sens à leur existence.

La femme, cheval de Troie

La femme est la partie visible de l'iceberg. C'est un symbole. Elle est la gardienne des traditions, elle éduque les enfants, futurs citoyens. Enfin quand elle se voile, porte le burkini, le khimmar ou la burqa, elle dévoile au monde l'état actuel et le degré de l'islamisme prévalant dans la société. La femme est un indicateur, un thermomètre social. C'est dire que le Marocain vit une sorte de bipolarité dans le sens où il vit dans la culpabilité. Il n'assume pas ses choix religieux. Il est partagé entre tradition (conservatisme) et modernité (progressisme), entre la déclaration des droits de l'Homme et le droit de la Charia, entre l'égalité homme/femme dans la société moderne et la supériorité de l'homme en Islam (quawamoun). Fatima Mernissi en a parlé dans *«La peur-modernité, conflit Islam, démocratie»* (éditions Albin Michel). Elle y explique que nous avons peur de «l'étrange et de l'Étranger», peur de l'individualisme, de la liberté d'opinion. Et la femme est au confluent de toutes ces peurs. En fait, les civilisations arabo-musulmanes sont le modèle vivant de la bipolarité. Elles n'arrivent pas à se libérer du poids de la jurisprudence ancestrale. Seule la laïcité pourra défaire ces nœuds et guérir le Marocain de sa bipolarité chronique.

Mœurs et médias

Peut-être que si les médias en ligne ne favorisaient pas la diffusion des affaires de mœurs, on n'en serait pas là. Mais heureusement qu'ils sont là. Les médias sont l'un des outils les plus utiles au service de la modernité. Ils montrent, au grand jour, tous les scandales qui existaient certainement depuis longtemps. Cela dit, nous serions arrivés à ce stade avec ou sans médias, mais cela aurait pris plus de temps. Il est temps que nous soyons alertés des dérives de l'islamisme. Les extrêmes font plus de mal que de bien. Le parti politique sorti gagnant des élections doit sérieusement et impérativement avoir le sens des responsabilités et servir les intérêts de la Nation avec toutes ses composantes. Il doit s'atteler aux vrais problèmes et défis que traverse notre Maroc. Il doit travailler sur la démocratisation et la consolidation du pays. Son ambition doit être celle d'unir les citoyens entre eux plutôt que de les diviser. Son devoir est de s'appuyer sur des bases modernes au lieu de s'enfoncer dans des sables mouvants avec des luttes idéologiques nuisibles et inutiles. ■

Jaouad Benaissi, *Ecrivain-romancier et chroniqueur*

Ces derniers temps, le crédit moral du PJD, en tant que parti à référence religieuse, a pris un coup terrible avec la succession des scandales d'ordre moral dont les auteurs sont des dirigeants influents au sein du parti et du MUR. L'électorat du PJD, conservateur en général, doit se sentir trahi et déçu par des gens qui ont construit leur discours sur la base de la morale et de la religion. Ce discours n'a plus aucune crédibilité.

D'un autre côté, l'utilisation de la carte de l'identité religieuse relève d'une tactique politicienne qui permet aux islamistes de se distinguer des autres. L'identité, telle que conçue par ceux-ci, est une barrière qu'on dresse devant des adversaires dans le but de les présenter sous l'aspect de mécréants et les exclure de la communauté des musulmans. Voilà dans quel sens on peut comprendre par exemple l'accréditation par le PJD d'un salafiste connu pour ses positions antisémites dans la circonscription de Marrakech-Guéliz. C'est très dangereux !

Pourtant, la religion n'est pas une problématique au Maroc. Par contre, l'islam politique, l'est. Il n'est pas inutile de souligner que le Royaume, à travers

son histoire, n'a jamais été le théâtre des conflits religieux. Les Marocains optent naturellement pour un islam modéré qui leur permet de faire leur vie dans l'ouverture, la cohabitation et le respect. Les Marocains musulmans sont même nostalgiques de leurs cousins juifs que le sionisme a forcés à quitter le Maroc. Ainsi, nous n'avons aucune leçon à prendre d'un parti islamiste dont l'électorat ne représente même pas 10% des citoyens.

Le modernisme et l'identité marocaine ne sont pas incompatibles

Le modernisme n'est pas destructeur de l'identité. Au contraire, il met à la disposition de cette dernière tous les outils nécessaires à sa continuité et à son épanouissement. Quand on voit par exemple le succès de la musique africaine, du jazz, du chaabi, de l'art culinaire ancien, de la broderie, on se rend immédiatement compte que c'est grâce aux outils de la modernité qu'il y a eu un passage réel du local à l'universel. Il est important de rappeler que l'identité marocaine se conjugue au pluriel. On peut parler de plusieurs identités qui cohabitent et s'enrichissent les unes des autres !

Or, aujourd'hui, je pense que le monde est envahi par une large vague de contre valeurs. D'aucuns pourraient croire que c'est l'effet secondaire de la modernité. Peut-être ! Mais le génie, c'est de pouvoir gérer les choses sans se faire dépasser par leur rythme d'évolution. Il faut prendre le temps de réfléchir parce que ce n'est jamais du temps perdu. Et il faut donner un sens à tout ce qu'on fait. Le modernisme ce n'est pas de vivre au jour le jour et s'enfermer dans l'instant. Il faut se projeter !

La femme et les valeurs au cœur des polémiques

La seule chose qui nous permet de vivre ensemble, ce sont nos valeurs. Faute de quoi, c'est la porte ouverte à la tyrannie, à l'oppression et aux conflits les plus déchirants. L'équation est très simple : pas de valeurs = pas de stabilité et pas de pays ! Or, ce que nous reprochons à nos politiques c'est le fait de complètement négliger cet aspect et de faire la guerre aux intellectuels. Si ce dénigrement continue, la facture à payer sera très lourde.

Par ailleurs, n'oublions pas que la première école de l'homme, c'est la femme. Paradoxalement, les islamistes le savent mais s'entêtent à la cacher sous un morceau de tissu et réduisent son rôle à la « fabrication » des enfants. Une femme épanouie, c'est la garantie d'une société où les individus sont responsables, libres et ouverts. Or, les islamistes veulent plutôt un troupeau !

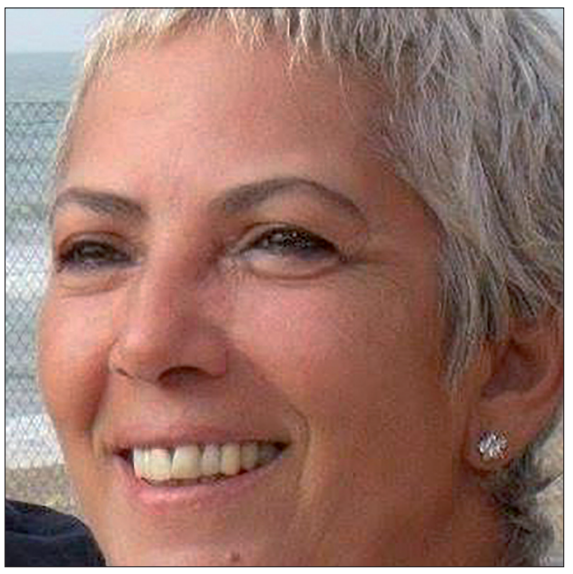
Affaires de mœurs et médias en ligne

Ce qui est grave avec les médias en ligne, c'est le caractère instantané de la diffusion de l'information et la course pour le plus grand nombre de « likes ». Lesquels sont souvent plus importants que l'information elle-même. Les médias électroniques aiment bien les scandales et les affaires de mœurs parce que cela fait augmenter le nombre de likes et de visiteurs ; chose qui se traduit par une augmentation des revenus financiers. Certains supports vivent des scandales plutôt que des idées et de la plume de leurs journalistes. Cela fait partie des contradictions que nous vivons en tant que Marocains. ■

Nadia Adib, *Artiste-peintre*

L'arabisation, la télé satellite, le Net, l'Arabie Saoudite, voici les maux qui ont affecté le Maroc. Ce qui a fait que nous sommes passés d'un islam modéré à l'islamisme.

Il y a trente ans, la population Amazighe avait toujours gardé sa propre langue. Au nord du pays, il y avait beaucoup de personnes qui parlaient l'espagnol et l'arabe dialectal. Dans la région de la Chaouia le dialecte marocain était un mixage de plusieurs langues. A la maison, le marocain n'utilisait jamais l'arabe classique. Les enseignants du français avaient un certain niveau intellectuel hérité du protectorat. L'islam se résumait à une façon de vivre avec des rituels plus ou moins respectés et une tolérance de l'Autre dont on connaît la langue et la façon de vivre via la télévision marocaine trilingue et les émissions civilisées. Même la musique classique clôturait la journée et nombreux étaient ceux qui l'écoutaient.



Après 30 ans d'arabisation, les fruits commencent à tomber

Pendant l'arabisation, la philosophie était bannie, les professeurs n'avaient pas de supports en arabe, en dehors de Taha Housine, de Khalil Khalil Jabrane, ou Victor Hugo traduit en arabe. Le manque de références occidentales traduites en arabe a poussé cette génération devenue arabisante à s'intéresser via les satellites aux télévisions orientales où le prosélytisme est notoire. Les bouquinistes ont fermé et ont été remplacés par les vendeurs d'ouvrages en arabe, qui, majoritairement, étaient fournis et même donnés gratuitement à la sortie des mosquées (Coran, hadiths, valeurs islamistes...) Les cassettes des Chioukhs « dont le fameux Kichk » qui par ses paroles avait endoctriné même les plus réticents, ont commencé à pulluler dans les souks, les marchés, les kissariats. L'environnement était devenu un terreau favorable pour que les islamistes puissent se faufiler pour arriver au pouvoir. Le PJD n'est que la conséquence d'un laisser aller et d'une ignorance totale de vision à moyen et long terme. Internet est venu, plus tard, faciliter les contacts et un réseau énorme a été créé au Maroc, sous l'ordre de grands internautes informaticiens qui travaillent pour le PJD.

Le wahhabisme importé

Les Marocains ne se mêlaient pas aux Orientaux pendant les trente glorieuses années. Avec l'arabisation, le Marocain qui était occidentalisé, est devenu l'arabe capable de parler khaliji, saoudi... Même les chanteuses marocaines chantaient la langue du nouveau « colon » venu de l'est. Dans cette même période, l'embargo sur l'Irak, et l'hégémonie galopante sur les pays arabes sont devenus des arguments solides pour indiquer l'ennemi «l'Occident mécréant». Les prêches commençaient à se politiser.

Dans les villes frontalières avec l'Algérie, les choses se sont développées avec plus d'aisance, en raison de la guerre civile qui avait commencé en 1986-87.

Par conséquent, une société islamisée est forcément endoctrinée par la sunna mal interprétée qui traite la femme comme un objet de procréation. Je pense que 60 % de la société marocaine est déjà formatée dans ce sens.

Par ailleurs, Sa Majesté a hérité des erreurs de son père. Aussi déploie-t-il un effort draconien pour rattraper ce temps perdu. Maintenant si les Occidentaux nous foutent la paix parce que ce sont eux qui encouragent les islamistes à rester au pouvoir, cette ambivalence entre modernité et archaïsme pourrait se corriger avec le temps. Mais ce ne sera pas fait en un clin d'œil. L'Occident a pour rôle de veiller à ce que l'Arabie Saoudite change ses discours et arrête de financer l'obscurantisme. Sans cela, cette histoire mettra des siècles pour se résorber. Si l'Occident sème des graines au Maroc, elles pousseront dans toute la Méditerranée.

C'est un message que je vous prie de faire passer, parce que la gauche française ne comprend rien à ce qui nous arrive. Au nom de la démocratie, user de la tolérance n'est qu'une complaisance dont ils vont payer un long tribut.

La monarchie est le seul salut pour une démocratie au Maroc. Le succès des islamistes nous conduira au Moyen Âge et à l'embrasement de la région. ■

Les relations internationales et le terrorisme

PAR JADE CHRAÏBI

Dès les années soixante-dix, la France était touchée par des vagues d'attentats , et c'est pourquoi elle a mis en place une série de lois antiterroristes majeures, notamment celle du 9 septembre 1986 et celles de 1996.

Ces lois étaient relatives à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat. Elles définissaient la notion de terrorisme et en tiraient des conséquences procédurales : extension de la durée de garde à vue à quatre jours, alourdissement des peines, incrimination de l'apologie du terrorisme, indemnisation des victimes de terrorisme. Le texte de loi a créé également un corps spécialisé de juges d'instruction et de procureurs, le service central de lutte antiterroriste, communément appelé «14ème section du parquet».

Le terrorisme est aujourd'hui au cœur des problématiques contemporaines, et ce plus particulièrement depuis le choc du 11 septembre 2001. L'actualité semble le démontrer parfaitement, les Etats tentent de mener une réelle guerre contre cet «ennemi» invisible, contre les différentes organisations terroristes, que ce soit Al Qaida, ou aujourd'hui l'Etat Islamique. Ce groupe terroriste est en effet responsable d'un bon nombre d'attentats en l'espace d'une année : que ce soit en Tunisie, au Pakistan, mais aussi en Europe avec l'attentat de *Charlie Hebdo* suivi des attentats du vendredi 13 novembre à Paris, et enfin les attentats de Bruxelles le 22 mars, aux Etats-Unis et en Allemagne.

Notre société demeure une société interétatique et c'est pourquoi la notion de relations internationales apparaît dans la problématique du terrorisme.

Les questions qui se posent donc sont: Comment la France et les Etats Unis luttent-ils contre le terrorisme ? Comment garantir les libertés individuelles et les droits des citoyens dans un contexte aussi sensible ?

Ce sont des questions qui se révèlent être nécessaires puisque les enjeux sont nombreux : garantir la paix et la sécurité dans les différents pays, maintenir une harmonie entre les peuples et éviter les conflits pour réussir à s'unir contre cette menace omniprésente.

La France et le terrorisme

Après les attentats de janvier 2015, perpétrés à Paris contre *Charlie Hebdo*, un débat émerge sur l'opportunité ou non de renforcer l'arsenal législatif contre le terrorisme et le Président de la République, François Hollande, outre l'instauration de l'état d'urgence, souhaite une révision de la Constitution pour *« agir contre le terrorisme de guerre ».*

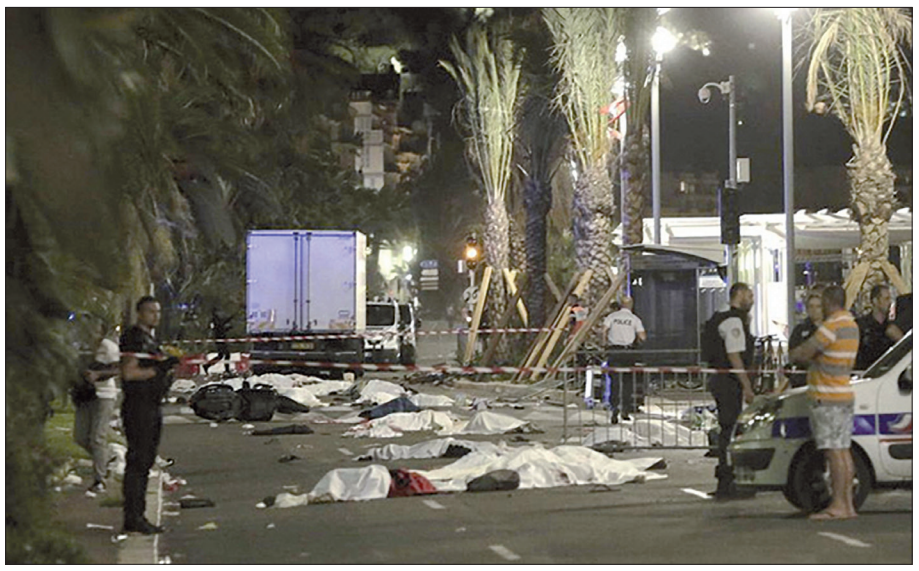
L'article 421-1 du Code pénal définit les actes de terrorisme et les sanctions varient selon l'acte en question. L'article 412-1, quant à lui donne les sanctions prévues en cas d'attentat ou de complot, il est dit que *«Constitue un attentat le fait de commettre un ou plusieurs actes de violence de nature à mettre en péril les institutions de la République ou à porter atteinte à l'intégrité du territoire national»* et un attentat est puni de trente ans de détention criminelle et de 450.000 euros d'amende. Le complot quant à lui défini à l'article 412-2, est puni de dix ans d'emprisonnement et de 150.000 euros d'amende.

Le 14 novembre, après les attentats perpétrés à Paris et qui ont fait plusieurs centaines de victimes, le Conseil des ministres adopte un décret déclarant l'état d'urgence. L'exécutif a obtenu du Parlement une première prolongation de trois mois jusqu'à la fin février, puis une nouvelle jusqu'au 26 mai.

En parallèle, le Gouvernement a présenté, le 3 février, un projet de loi renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale, que le président de la République avait annoncée lors de son discours, devant le Congrès, le 16 novembre. La lutte contre le crime organisé et le terrorisme oblige, en effet, à évoluer en permanence, pour s'adapter à la réalité des modes opératoires. Il renforce les outils à la disposition de chacun des acteurs participant à la protection des Français mais également les moyens de la justice, en accordant de nouveaux outils d'investigation tant au parquet qu'au juge d'instruction.

Il renforce aussi les moyens de Tracfin, autre acteur essentiel, et rend notamment possible le signalement à ses assujettis,

Le terrorisme est aujourd'hui au cœur des problématiques contemporaines, et ce plus particulièrement depuis le choc du 11 septembre 2001. L'actualité semble le démontrer parfaitement, les Etats tentent de mener une réelle guerre contre cet « ennemi » invisible, contre les différentes organisations terroristes, que ce soit Al Qaida, ou aujourd'hui l'Etat Islamique.



L'attentat du 14 juillet 2016 à Nice.

notamment aux banques, des zones géographiques, des opérations, des personnes présentant des risques élevés de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.

La lutte se fait également en prison pour prévenir la radicalisation. En effet, soixante millions d'euros seront consacrés à la prévention de la radicalisation en prison dans les trois prochaines années, surtout depuis le décret du 20 mai 2015 du ministre de l'intérieur qui met en place une équipe mobile d'intervention qui joue un rôle majeur dans la prise en charge des jeunes et l'accompagnement des familles.

Les Etats-Unis et le terrorisme

Après les attentats qui ont frappé les Etats-Unis le 11 septembre 2001, le président G.W. Bush passe d'une politique apparemment prévue pour être la moins interventionniste possible à une politique étrangère essentiellement basée sur *« la guerre contre le terrorisme »,* mais comment est-elle mise en pratique ?

Pour en revenir aux faits et aux mesures qui ont suivi les attentats de 2001, pour commencer, le président déclare l'état d'urgence nationale, le 14 septembre, et signe un décret soumettant les forces armées de réserve à un régime d'activité, puis les 24 et 25 octobre de la même année, la Chambre des représentants puis le Sénat adoptent, à la grande majorité, la loi présentée sous l'acronyme USA PATRIOT Act, promulguée par le Président le 26.

L'un des axes centraux de ce long texte est d'effacer la distinction juridique entre les enquêtes effectuées par les services de renseignements extérieurs et les agences fédérales responsables des enquêtes criminelles, donc le FBI, dès lors qu'elles impliquent des terroristes étrangers. Mais cette loi crée aussi le statut de «combattant ennemi» et de «combattant illégal», qui permettent au gouvernement de détenir, sans inculpation toute personne soupçonnée de projet terroriste. Elle renforce également les pouvoirs des différentes agences gouvernementales des Etats-Unis (FBI, CIA) et de l'armée américaine, et autorise les services de sécurité à accéder aux données informatiques détenues par les particuliers et les entreprises, sans autorisation préalable et sans en informer les utilisateurs. Sont modifiées, entre autres, les lois sur l'immigration puisqu'en effet, un des grands axes de cette loi est la protection des frontières, mais aussi les lois d'opérations bancaires avec un axe consacré à la réduction du blanchiment d'argent international ainsi que des lois de financement anti-terroriste adoptées également en 2001.

Cette loi sera prolongée jusqu'en juin 2015, puis à nouveau renouvelée par le président Barack Obama. Arrive ensuite le Military Comission Act de 2006, une loi fédérale des Etats-Unis promulguée par le président Bush. Elle autorise les méthodes dures d'interrogatoire contre les suspects de terrorisme, les centres de détention clandestins à l'étranger et le jugement des détenus de Guantanamo par des tribunaux militaires, afin de protéger le programme d'interrogatoires de la CIA.

Enfin, viennent ces commissions militaires de Guantanamo qui ont pour fonction de juger les détenus et plus largement tous les détenus qui seraient liés à Al Qaida.

Immédiatement après les attentats, le gouvernement lance un vaste programme d'arrestation de plus de 1 200 personnes, pour la plupart des étrangers, arabes ou provenant de pays musulmans. Le 25 janvier 2002, le Département de la Justice émet un mémorandum, connu sous le nom d'*Absconder Apprehension Initiative*, qui demandait l'arrestation et l'expulsion de personnes faisant l'objet de mesures d'expulsion, auxquelles elles s'opposaient. L'*Immigration and Naturalization Service* transmet une liste de noms aux forces de police, ainsi plusieurs personnes arrêtées et expulsées l'ont été en dehors du cadre légal.

L'attentat du marathon de Boston, le 13 avril 2013.

Controverses autour de la liberté d'expression

La conception américaine de la liberté est certes très libérale, mais pour assurer le maintien de la cohésion sociale, il a été nécessaire de la restreindre. Cette restriction s'est appliquée aux messages publics comme aux messages privés. En effet, les messages privés, considérés comme exprimant l'opinion d'individus particuliers, sont envisagés comme nécessitant une protection plus importante que les messages publics : ils reflètent des pensées propres et sont dans une position de faiblesse par rapport à l'audience des machines commerciales. Mais dans certains cas, ils ont été également restreints, notamment lorsqu'ils étaient considérés comme pouvant nuire à la cohésion sociale en troublant l'ordre public.

Depuis le 11 septembre 2001, on sent une intimidation du gouvernement US sur les médias, les journalistes et les défenseurs des Droits de l'Homme. Une intimidation qui sous-tend l'histoire de la liberté d'expression aux Etats-Unis. Elle s'exerce de façon pernicieuse par la dissuasion et s'apparente parfois à de la censure cachée.

La liberté d'expression, en France comme aux Etats-Unis, est un concept qui se retrouve en débat. C'est suite aux tragiques événements du 11 septembre 2001, aux Etats-Unis, et des 7, 8 et 9 janvier 2015, en France, que son essence s'est retrouvée largement discutée.

Liberté de circulation

La loi sur l'interdiction de sortie de territoire dans l'article L224-1 dit que *« tout Français peut faire l'objection d'une interdiction de sortie du territoire lorsqu'il existe des raisons sérieuses de penser qu'il projette des déplacements à l'étranger ayant pour objet la participation à des activités terroristes »* ou encore des déplacements à l'étranger sur un théâtre d'opérations de groupements terroristes dans des conditions susceptibles de le conduire à porter atteinte à la sécurité publique lors de son retour sur le territoire français.

Cette mesure a été très discutée au moment des débats devant le Parlement car beaucoup de professionnels de la justice y voient une atteinte à la liberté de circulation et au respect de la vie privée. En effet, le ministère de l'Intérieur peut donc désormais confisquer le passeport et la carte d'identité d'un Français lorsqu'il existe des raisons de penser qu'il projette des déplacements pour rejoindre des activités terroristes.

La liberté d'expression, en France comme aux Etats-Unis, est un concept qui se retrouve en débat. C'est suite aux tragiques événements du 11 septembre 2001, aux Etats-Unis, et des 7, 8 et 9 janvier 2015, en France, que son essence s'est retrouvée largement discutée.

Le cas d'une jeune musulmane qui s'est fait confisquer son passeport a soulevé les questionnements sur la légitimité de cette mesure. Elle voulait partir pour suivre des cours de théologie dans une faculté d'Arabie Saoudite. La règle générale est pourtant simple *«Toute personne est libre de quitter n'importe quel pays, y compris le sien».* Cette liberté n'est bien sûr pas absolue mais sa restriction doit être prévue par la loi dans un but légitime et elle doit être strictement proportionnée et contrôlée or ce n'est pas vraiment le cas. Nous pouvons nous demander aussi s'il serait possible qu' à l'heure d'aujourd'hui, se rendre en Syrie ou en Irak devienne interdit de manière générale ?

La deuxième loi dont nous pouvons parler sur certaines controverses de la prise en charge du terrorisme est cette loi de la déchéance de la nationalité française, c'est-à-dire l'article 25-1 du code civil, mesure qui a fait débat en France. Après les attentats de Paris, la Constitution française aurait été prête à autoriser la déchéance de la nationalité française des binationaux même nés français, auteurs d'actes de terrorisme. Les avis différaient sur ce projet de loi, mais beaucoup pensaient qu'il s'agirait d'une atteinte à un principe fondamental du droit et que cette loi violait la tradition humaniste du droit français, et qu'elle était antirépublicaine. Finalement, après quatre mois de controverses en plein état d'urgence, le chef de l'Etat, François Hollande a finalement renoncé, le 30 mars, à mettre en place cette mesure, et il dira que *«Ce n'est pas en enlevant la nationalité que l'on combat le terrorisme».*

Le plus grand débat aux Etats-Unis et sa guerre contre le terrorisme tourne autour du centre de détention de Guantanamo. Selon *Amnesty International*, Guantanamo est devenu le symbole de violation des droits humains telles que la torture et la détention illégale. Le 11 janvier 2002, les premiers détenus étaient transférés à la base navale américaine de Guantanamo, à Cuba. Selon les autorités américaines, 779 personnes ont été détenues, dans la plupart des cas sans inculpation ni jugement et depuis 2002, neuf prisonniers sont morts, sept se sont suicidés.

Aucun détenu n'a été remis en liberté aux Etats-Unis, et plus de 600 prisonniers ont été transférés dans d'autres pays comme l'Afghanistan ou l'Albanie. Au moins, 12 des détenus de Guantanamo avaient moins de 18 ans quand ils ont été mis en détention.

Respect de la vie privée

Enfin, les revendications sont également nombreuses quant à la surveillance excessive en France car elle a adopté une nouvelle loi relative à la surveillance et les autorités françaises vont disposer de pouvoirs considérables pour surveiller les gens notamment sur Internet et dans leur vie de tous les jours. Une forte opposition à cette loi se fait par des organisations de défense des droits de l'Homme, de juges, d'entreprises technologiques et par des syndicats. Selon eux, les mesures de surveillance que cette loi autorise sont totalement disproportionnées et la France ferait les mêmes erreurs que les Etats-Unis et le Royaume Uni dénoncés dans le monde entier sur cette question de la surveillance excessive. Cette loi permettrait d'intercepter des communications téléphoniques par exemple ou encore de collecter les données personnelles de millions d'internautes, et il sera presque impossible pour les personnes concernées de savoir si elles sont espionnées. Les français sont largement favorables au fait qu'il y ait des fiches S, cet outil de prévention du terrorisme dont se servent les renseignements généraux pour effectuer un travail de recherche, d'identification et de renseignements. Cependant elles soulèvent encore un débat : faut-il licencier de l'emploi public, soumettre à un suivi judiciaire voire emprisonner préventivement des personnes fichées mais présumées innocentes ?

Le USA PATRIOT Act est également critiqué puisqu'il autorise une surveillance excessive des citoyens. En effet, cette loi autorise les services de sécurité à avoir accès aux données informatiques détenues par les particuliers et les entreprises, sans autorisation préalable et sans en informer les utilisateurs.

Nombreuses organisations se soulèvent donc en proclamant que le gouvernement surveille tout ce que les gens font sur Internet et ailleurs. La vie privée des gens n'est donc pas du tout protégée, puisque les services de renseignement utilisent la surveillance de masse non ciblée pour récupérer les courriels, les appels téléphoniques, les recherches internet etc.

Après le scandale qui éclate aux Etats-Unis avec Edward Snowden, le grand public connaît à présent l'ampleur des renseignements collectés par les services secrets américains et britanniques et qui n'ont pas forcément de rapport avec le terrorisme.

Pour conclure, la France et les États-Unis ont essayé de faire face à la menace terroriste en renforçant la sécurité sur leurs territoires respectifs, ont pris des mesures parfois strictes afin de lutter contre cet «ennemi» qu'est devenu le terrorisme et ont créé des lois pour que cette menace soit diminuée et idéalement puisse disparaître. Cependant, certaines entorses aux libertés laissent à réfléchir sur une éventuelle possibilité de modifier ou de faire évoluer certaines lois. De plus, l'adoption de telles mesures conduit à la stigmatisation des personnes les plus exposées, qui, à l'encontre du but recherché, risquent alors de basculer dans l'extrémisme. Un climat de suspicion s'instaure, contribuant progressivement à une détérioration du lien social et créant de nouvelles tensions. Il appartient à chaque citoyen de ne pas céder au réflexe de peur, et de protéger ses libertés qui ne nuisent pas à la sécurité des deux nations. Ces entorses restent toutefois plus importantes aux Etats-Unis notamment sur les questions de la surveillance excessive et de la torture. ■

Energies renouvelables en Afrique : Utopie ou réalité

Loubna Karroum : « Le problème de l'Afrique c'est qu'elle reçoit tout le temps des promesses sans suite »

La 22e Conférence des parties sur les changements climatiques (COP22), prévue du 7 au 18 novembre prochain, à Marrakech, devra marquer un tournant décisif dans le passage des grands discours aux actions concrètes. Ainsi, la future conférence des Nations unies sur le climat aura pour thème l'atténuation des effets du changement climatique et l'innovation en matière d'adaptation. La COP22 aura pour objectif de *«développer des outils opérationnels dans le cadre du plan Paris-Lima puis Paris-Marrakech».* Jusqu'ici, le continent africain a été convoité par les groupes et les économies à la recherche de matières premières. Premier vecteur de richesse, l'exploitation des sous-sols africains a aussi été à l'origine de maux importants comme la corruption ou encore le clientélisme. La baisse des cours du pétrole a ainsi été reçue comme une très mauvaise nouvelle pour ses exportateurs. Cependant, sur le moyen et long terme, il pourrait s'agir d'une formidable occasion de diversifier les économies africaines riches aussi en potentiel de production d'énergie renouvelable. Ainsi en juillet dernier, la ville impériale de Marrakech avait abrité le 1er *Forum AFER*. Cette manifestation avait été supervisée par l'entreprise « Karroum Consulting » et le ministère des Mines, de l'énergie, de l'environnement et de l'eau.

Le rassemblement avait pour thème « Les Energies renouvelables au service du développement du continent africain ». Territoire peu pourvu mais aux capacités renouvelables importantes. Dans ce sens, Loubna Karroum nous éclairera au sujet des énergies renouvelables, en Afrique.

Loubna du Forum africain des Énergies renouvelables.

● ***Maroc Diplomatique : Lors de son intervention aux Nations unies, Mme Ségolène Royal a mis l'accent sur 240 projets prioritaires en ENR, en Afrique. Considérez-vous que c'est une avancée importante au moment où 80% des Africains n'ont pas accès à l'électricité ?***

- LOUBNA KARROUM : Sans aucun doute, d'un côté, il y a la population africaine qui ne cesse de croître et avec elle la demande en énergie domestique et institutionnelle, notamment électrique. D'un autre côté, l'Afrique dispose d'un énorme potentiel en énergies renouvelables à exploiter et qui pourraient en conséquence avoir rapidement, et de façon durable, un impact positif sur la santé, la productivité et l'éducation.

Lors du *Forum AFER*, tenu en juillet dernier, à Marrakech, tous les intervenants ont confirmé que l'accès à l'électricité a un impact direct sur la population dont l'intervention de Madame Olga Johnson, directrice générale de la fondation « Energies pour l'Afrique » qui a évoqué le nombre choquant de femmes qui meurent pendant l'accouchement à cause d'une coupure d'électricité. Chose que nous ne pouvons plus accepter.

Le principal souci reste la capacité de ces pays à formuler et à mettre en œuvre des projets banquables et réalisables

Le problème de l'Afrique c'est qu'elle reçoit tout le temps des promesses sans suite. Rappelons qu'il y a eu d'autres initiatives auparavant comme celle d'Obama, en attendant la mise en place d'une façon efficace, et donner la priorité à ce qui est disponible et accessible comme l'hydraulique et l'éolien qui ne sont pas aussi coûteux que le solaire. Ainsi il faut penser par bassin régional et non par pays. Le business modèle de ces projets doit être gagnant-gagnant, ni charité ni opportunisme. Les Africains doivent être impliqués dans toute la chaîne et les moyens doivent être mobilisés pour assurer leur formation afin qu'ils gèrent eux-mêmes ces unités si, bien évidemment, cette initiative s'inscrit dans le développement durable inclusif.

● ***En s'attaquant à l'énergie renouvelable, le coût d'investissement est très lourd au moment où les sources de financement sont rares. A votre avis, ceci constitue-t-il un obstacle à cette évidence ?***

- Je ne le crois pas surtout qu'en Afrique, il y a tout à construire. Peu importe si les pays vont opter pour les énergies fossiles ou les énergies vertes, l'investissement est une obligation pour le développement de l'Afrique. Heureusement que les pays sont conscients que les énergies renouvelables sont un choix pour l'avenir et que le continent doit émerger avec de bonnes pratiques et assurer, en plus du développement économique et social, le développement durable. L'avantage, aujourd'hui, c'est l'existence de plusieurs mécanismes de financement. Des fonds de financements des projets d'énergies renouvelables, en Afrique, ont été créés par la Banque Africaine de Développement et autres bailleurs de fonds et organismes.

Le principal souci reste la capacité de ces pays à formuler et à mettre en œuvre des projets banquables et réalisables et à exploiter les installations qui sont un élément clé de la qualité et de la pérennité du résultat, d'autant plus qu'elles sont exigées par les bailleurs de fonds. N'oublions pas que ce qui intéresse un investisseur, avant tout, c'est le gain qu'il va en tirer.

L'expérience marocaine en matière d'énergies renouvelables a été mise en avant au cours du forum AFER. Y-a-t-il eu une suite, des partenariats ?

Il faut d'abord rappeler que c'était une première édition et que malgré son organisation, en parallèle, avec le sommet de l'Union africaine, on a pu avoir la participation de 22 pays africains et à leur tête la Guinée équatoriale qui était le pays à l'honneur en présence de son premier ministre. Ceci montre l'intérêt que portent les pays africains à cette thématique mais aussi à l'expérience marocaine qui est une première au niveau de l'Afrique.

On ne pouvait organiser cette première édition au Maroc sans mettre en avant l'expérience marocaine. Mustapha Bakkoury a présenté l'expérience de Masen, le sponsor de cette première édition, notamment la station Noor. Une présentation devant les responsables africains et à leur tête le Premier ministre de la Guinée équatoriale, qui a été suivie par des rencontres B to B et B to A et c'est un début de quelques partenariats qui verront le jour bientôt je l'espère. Je profite de l'occasion pour réitérer nos remerciements à Masen qui a su développer des partenariats favorisant un Maroc rayonnant !

Sans oublier de mentionner la commission économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) partenaire du Forum AFER qui a exprimé le souhait d'apprendre de l'expérience marocaine. C'était aussi l'occasion d'exposer l'excellent travail de recherche que fait l'Institut de Recherche en Energie Solaire et Energies Nouvelles « Iresen » et de présenter les actions et stratégies de cet institut ainsi que sa vision pour l'Afrique. Lors de la prochaine édition, on assistera à la signature de quelques accords de partenariat qui ont été entamés, en juillet, entre quelques pays de la Cemac et des partenaires privés.

● ***La COP 22 qui se tiendra à Marrakech, va-t-elle donner un nouveau souffle en matière des ENR au continent africain ? Et quelle est la part du pays organisateur ?***

- Certainement, la COP22 se déroule sur le continent africain et Sa Majesté le Roi, dans son discours, lors de la COP21, à Paris, a bien déclaré que cette COP est celle de toute l'Afrique et on ne peut parler de climat, environnement et développement durable sans aborder les énergies renouvelables. Le Maroc est non seulement le pays organisateur mais aussi un pionnier dans son domaine. D'autant plus qu'il a une grande expérience qu'il a déjà commencé à partager avec plusieurs pays du continent comme le Sénégal. Ce qui consolide la stratégie Sud-Sud dans laquelle le Maroc s'est engagé, depuis des années. ■

Propos recueillis par Fatimazahraa Rabbaj

Miloud Chaâbi ou la pionnière exception

PAR ABDESSAMAD MOUHIEDDINE

Rarement homme aura forcé le destin et encore plus rarement Marocain aura bravé son mektoub comme l'a fait feu Miloud Chaâbi !

Chronique d'un jeune berger, membre d'une nombreuse fratrie et fils de pauvre, parti de son douar sans instruction, sans le sou, pour finir aux premières loges du capitalisme national comme de la philanthropie tous azimuts.

J'ai été présenté à feu Miloud Chaâbi, à Paris, par notre ami commun Hassan Abouyoub, alors ambassadeur du Royaume en France. Il me donna aussitôt rendez-vous à l'*Hôtel Intercontinental* et, ce jour-là, je sus que j'étais en face d'un personnage majuscule. Durant une heure et demie, il développa sa conception de l'économie, de la politique, du monde et du…Maroc. Lorsque je commandai du vin pour ma seule envie, il me confia, comme pour me rassurer : *« Moi, mon fils, je suis libéral. Je n'ai pas proscrit l'alcool dans mes hôtels (Mogador, NDLR) par dogmatisme religieux. D'ailleurs beaucoup de mes amis et partenaires marocains et étrangers consomment l'alcool en ma présence, mais, dans mes hôtels, je ne veux rien devoir à l'administration, surtout pas aux RG ! »* A propos de son engagement politique qu'il concevait davantage comme une nécessité avant d'en faire une vertu, il me confia : *« En vérité, la politique ne m'a jamais motivé. Mais, ma conception du bien public ne cesse de tarauder ma conscience depuis mon jeune âge. Après avoir longtemps aidé financièrement des hommes politiques que j'estimais animés par un véritable patriotisme et un sens élevé du bien commun, j'ai fini par descendre moi-même ainsi que deux de mes enfants dans l'arène partisane. D'autant que feu Hassan II avait, expressément, incité les Marocains à se présenter sous la couleur d'un parti.*

«Je suis un "Aroubi" (blédard) venu d'un douar perdu de Chaâba, d'une famille nombreuse et pauvre. J'ai prouvé que tout est possible quand on y engage les efforts nécessaires. L'engagement m'est donc aussi nécessaire que l'eau et l'air !»

Feu Miloud Chaâbi.

Je suis un « Aroubi » (blédard) venu d'un douar perdu de Chaâba, d'une famille nombreuse et pauvre. J'ai prouvé que tout est possible quand on y engage les efforts nécessaires. L'engagement m'est donc aussi nécessaire que l'eau et l'air ! »

Nous étions en 2003.

C'est dire le souci d'indépendance qui a toujours animé l'homme. Beaucoup de tolérance, donc. Mais que d'audace chez l'ancien berger autodidacte qui a osé naguère défier le duo Hassan II/Driss Basri et qui a récidivé en 2007/2008 lorsqu'il claqua la porte de la Fédération nationale des promoteurs immobiliers (FNPI) dont il était le président, non sans avoir exprimé sa colère à l'encontre du groupe immobilier Addoha et son Anas Séfrioui de président. Il ira même jusqu'à inviter publiquement le Roi à se soustraire des affaires ! Crime de lèse-majesté ? Miloud Chaâbi opposant ? Que nenni ! Ce *« monarchiste jusqu'à la dernière goutte de sang »,* comme il se plaisait à se définir, exécrait les passe-droits et se prévalait de sérieux arguments dont celui de l'absurdité d'octroyer des terrains à des prix dérisoires et dans des conditions pour le moins douteuses à des affidés, tandis que lui, Haj Miloud, construisait ses lotissements sur des terrains qu'il a dûment payés au prix du marché !

Quel sacré caractère que celui d'un homme qui a construit son imposant groupe sans avoir jamais plié son échine par-devant les pouvoirs des pays où il a bâti des filiales industrieuses et dynamiques ! *« Je n'ai aucune ambition politique, parce que je considère que la politique n'est qu'un moyen destiné à améliorer le sort de mes compatriotes et certainement pas celui de s'enrichir indûment. Je suis un monarchiste viscéral et j'aime ce peuple dont je suis issu ; celui des gens de peu et des déshérités »,* me confia-t-il un jour.

C'est peut-être au nom de cette profession de foi qu'il fut bel et bien du rendez-vous du 20 février où il osa défiler, au premier rang aux côtés des jeunes !

Plus tard, quelques semaines avant son décès, je lui rendis une dernière visite à l'Hôpital militaire de Rabat où il subit son opération de fémur brisé. J'y ai trouvé un faciès empli de grâce et de sérénité. La paix sortait de son regard où subsistait encore cette espèce de lumineuse acuité qui l'a accompagné durant son long parcours vers l'excellence.

Un parcours certes alambiqué à maints égards, mais ô combien dense et riche ! Feu Haj Miloud a connu des sommités mondiales de la finance, de la politique, du business, de la diplomatie et même de la culture. Parmi les plus illustres, Américains, Orientaux, Africains, Européens et autres Asiatiques ont défilé à la table de ce pionnier qu'un ancien ambassadeur américain a qualifié de *« modèle valable même pour nombre de (mes) compatriotes qui ont épousé l'« american dream »*. Mais l'homme était par-dessus tout profondément fier de son pays et viscéralement attaché à une monarchie qu'il voulait authentiquement constitutionnelle.

D'aucuns continuent à s'aventurer pourtant dans des delirium pour le moins malsains quant à l'origine de la fortune du défunt grand homme. Aux balivernes diffamatoires ont longtemps succédé des fables abracadabrantesques sur l'origine prétendument « douteuse » des capitaux investis par Haj Miloud au Maroc. «Ecoute-moi bien mon fils ! *Nous vivons dans un pays où la richesse est certes passionnément recherchée par tous, mais tout aussi passionnément détestée quand elle est détenue par l'autre. Telle est la « sunna d'Allah parmi sa créature ». Si seulement les gens pouvaient comprendre ce que j'ai dû baver durant plusieurs années à l'étranger pour construire la fortune que j'ai scrupuleusement rapatriée dans mon pays pour créer des milliers d'emplois ! Mais, je n'ai pas à me justifier ! Je sais seulement que mes ennemis jurés sont pour beaucoup dans la propagation de ce genre de bobards à mon encontre »,* m'avait-il confié en 2008, au lendemain de son clash avec l'organisation patronale (CGEM).

En vérité, feu Haj Miloud Chaâbi fut l'exception même. Combien d'emplois a-t-il donc créés, permettant à ces mêmes emplois de faire vivre des dizaines de milliers de Marocains ? Combien de bénéficiaires des actions engagées par sa fondation ont pu accéder aux savoirs, à la formation ou encore aux soins médicaux ? N'est-ce pas là le modèle même du patriote authentique ? ■

Bio-express

Petit berger, Miloud Chaâbi a vu mourir de faim l'un de ses petits frères et marier sa sœur à un cousin pour 16 brebis dont il avait la charge, avant de fuir sa tribu de Chaâba sur les hauteurs d'Essaouira, parce qu'un loup avait mangé une de ses brebis. Miloud Chaâbi vagabonde pendant plusieurs années, pendant lesquelles il enchaîne les petits métiers, avant de parvenir à Kénitra, où il devient ouvrier maçon.

C'est en 1948, à peine âgé de 18 ans, qu'il crée sa première entreprise de construction. Il est le fondateur et le patron d'Ynna Holding et est devenu un incontournable du capitalisme marocain.

Il était affilié au Parti du Progrès et du Socialisme (sans jamais épouser l'idée du communisme) avec lequel, il a été élu député de la ville d'Essaouira aux élections parlementaires de 2007 au Maroc.

Sa fortune est estimée par Forbes à environ 2,3 milliards de dollars, en 2013, faisant de lui la deuxième plus grosse fortune au Maroc, après Othman Benjelloun (PDG de *finance.com* et BMCE Bank avec une fortune de 3,1 milliards de dollars) et devant Anas Sefrioui (PDG du *groupe Addoha* avec une fortune de 1,6 milliards de dollars).

Il meurt d'une crise cardiaque le 16 avril 2016, à l'âge de 86 ans. (wikipedia). ■

YNNA… et ses sœurs philanthropiques

A sa mort, l'homme a laissé derrière lui l'un des cinq plus grands groupes dont s'enorgueillit le Maroc et qui campe l'Industrie, le BTP, l'Immobilier, l'Agroalimentaire ou encore la Grande distribution. Un groupe qui compte pas moins d'une douzaine de filiales réparties sur les secteurs d'activités suivants : Adduction d'eau potable, Assainissement et Agriculture *(Fibrociment)* ; Agroalimentaire *(Aïn Soltane)* ; Câblages téléphoniques et électriques *(Afrique Câbles, Electra)* ; Céramique *(Super Cérame)* ; Charpente métallique et chaudronnerie *(SN, Sametal)* ; Ciment (*YNNA Asment)* ; Energies renouvelables : *(Ynna Bio Power)* ; Génie civil et Travaux publics *(Travaux Maroc)* ; Grande distribution *(Aswak Assalam)* ; Hydraulique, Agriculture et Bâtiment *(Dimatit)* ; Industrie Ferroviaire *(SCIF)* ; Papier et Carton *(GPC)* ; Pétrochimie *(SNEP)* ; Promotion immobilière *(Chaabi Lil Iskane)* ; Sidérurgie et Construction métallique *(Ynna Steel) ;* Tourisme *(Ryad Mogador)*…et j'en passe.

Très tôt, Miloud Chaâbi a lié son destin entrepreneurial à sa vocation philanthropique. Sa piété, conçue comme indissociable du soutien de son prochain, ne pouvait se limiter aux seuls rituels religieux.

Il a créé, dès 1965, la fondation qui porte son nom et qui campe des champs nombreux allant de l'éducation à la santé en passant par la lutte contre la grande pauvreté. Cultivant la solidarité tous azimuts, la *Fondation Chaâbi* compte déjà à son actif moult institutions mises au service des savoirs pour tous (Cité Universitaire, Institut supérieur de technologie, Indiana States University of Morocco, Dar Attalib, Dar Attaliba…etc.)

La Fondation soutient les personnes atteintes de maladies chroniques ou graves (diabète, cancer, pathologies rénales…etc.) et héberge les étudiants pauvres. ■

Ce Maroc que je ne reconnais plus

Par Majid Blal

Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ?

Recenser toutes les absurdités médiévales qui s'étaient abattues sur le Maroc, en l'espace de deux ans, puis voilà que la régression dépasse la dégringolade pour faire le plongeon: le saut vers les abysses.

"L'union même de la médiocrité fait la force " Homère.

En peu de temps, il y a eu une accumulation phénoménale de symptômes de la médiocrité grugeant et rognant l'espace commun au Maroc.

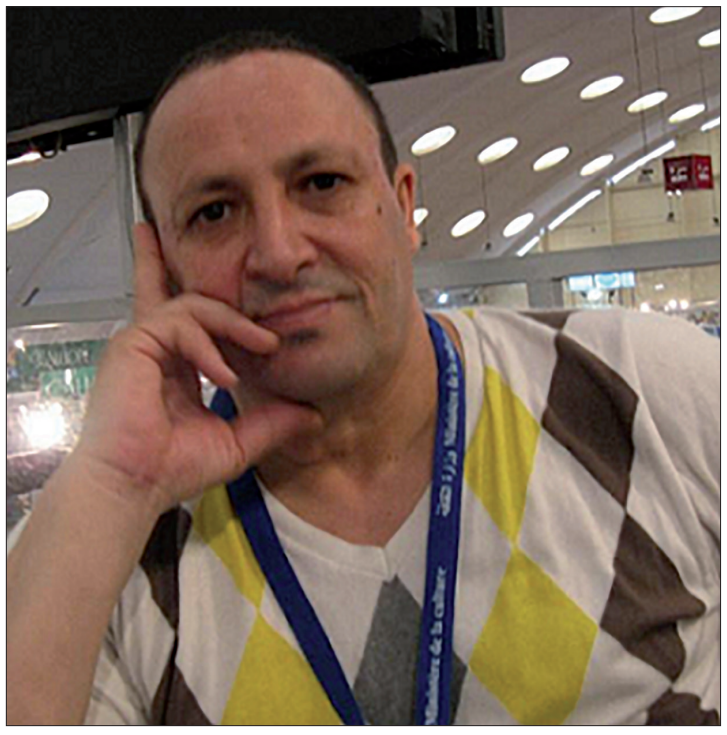
On n'est plus gêné de montrer sa haine des artistes, des intellectuels, des femmes, des esprits et des penseurs libres. On veut resserrer les règles et fonctionner au sein de la pensée simpliste et binaire du bon et du mauvais, du pieux et du mécréant, de l'enfant de famille «respectable» et de l'autre majorité de fils et de filles de putes...

Lorsqu'il y a alignement des planètes de la médiocrité, il se produit des forces gravitationnelles combinées de toutes les stupidités qui exercent une traction vers la bêtise humaine incarnée. Un mouvement de marée, qui ramène l'homme à l'état de ses ancêtres les plus éloignés possible, depuis l'apparition des bipèdes.

La médiocrité, ne pouvant battre par le coup d'éclat du Knock-out, en assénant des droites au visage, s'est exercée pendant trois décennies à des attaques au corps. Ces multitudes petits coups qui matraquent le foie, les reins, les côtes et qui finissent par créer une brèche dans la défense du boxeur, générant une structure favorable à la mise groggy de la société entière.

Lorsqu'il y a conjonction de coordination au firmament, on vend le paradis et ses vierges à coups de fabulations, d'interdictions, pendant qu'ils copulent comme des lapins et qu'ils se servent en nombre et en genre. Ils prêchent l'abstinence, l'austérité et les modes de vie médiévaux, pendant qu'ils s'enrichissent, se gavent, ne comptent plus leurs coïts... protégés par les parapluies des livres saints.

Lorsqu'il y a alignement des planètes, on devient fier d'être réactionnaire. On affiche bien et haut sa tête de rétrograde. On valorise l'intimidation, le lynchage, les agressions qu'on admoneste comme un pilier de la morale. Ainsi on s'attaque en hordes à des jeunes filles en jupes, à des femmes en tenue de baignade. On fait appel aux imams et aux prédicateurs pour régir la société et imposer les conventions, les règlements, les statuts, les décrets, les directives, les haram, les interdits, les prohibitions, les défendus ...Finalement, pour prendre en charge la légitimation ou non des comportements à dicter.



Majid Blal.

Quand il y a alignement des planètes de la médiocrité, on devient suffisant puis on se donne raison. Ainsi on juge comme débauchés deux adolescents qui se bécotent pendant une récréation de la misère. On défigure une actrice parce qu'elle a joué le rôle d'une pute dont on ne voudrait pas savoir l'existence. On bat des touristes, on agresse des personnes qui semblent être louches sexuellement, bref, on veut s'approprier et mettre à jour les règles de l'inquisition médiévale pour mieux en découdre. On met sur son visage effronté, sa vanité de sublimer l'ignorance et d'en tirer un mode de vie.

Quand les planètes de la médiocrité s'alignent, on n'est plus honteux de clamer son mépris du campagnard, du provincial, du plus démuni, des enfants du Maroc profond. On n'est plus gêné de montrer sa haine des artistes, des intellectuels, des femmes, des esprits et des penseurs libres. On veut resserrer les règles et fonctionner au sein de la pensée simpliste et binaire du bon et du mauvais, du pieux et du mécréant, de l'enfant de famille «respectable» et de l'autre majorité de fils et de filles de putes...

En peu de temps, il y a eu une accumulation phénoménale de symptômes de la médiocrité grugeant et rognant l'espace commun au Maroc.

Quand il y a alignement des planètes de l'absurdité pathologique, on fait sien le discours qui condamne la démocratie, toutes les démocraties. On rejette les droits de l'Homme et les libertés individuelles, on remet les matraques entre les mains qui avaient inséminé la peur dans toutes les têtes pendant les années de plomb. Attaquer les enseignants... vient couronner l'épisode.

Quand il y a alignement des planètes des discours qui clament que les peuples ne doivent qu'obéir pour leur bien, on ressort des boules à mites les slogans nostalgiques d'un hier valorisé, les citations entrecoupées d'éloges et d'apologies des gouvernants des années de plomb et on appelle à briser les caractères, les volontés et les engagements.

Quand il y a alignement des planètes qui fomentent la stupidité, j'ai mal à mon Maroc et je ne reconnais plus ces battants qui ont refusé le joug du colonialisme comme celui des stagnations sociétales qui venaient de chez les bédouins du golf arabo-persique.

Et on vous dira de vous taire, de ne pas parler de nos défauts et de nos tares en public car nous avons des ennemis à l'intérieur comme à l'extérieur. On vous dira de ne pas dénoncer toutes les dérives, les horreurs qui se font par des musulmans au nom de l'Islam car, paraît-il, cela donne des munitions aux islamophobes et aux haineux...Shut, skout.

Ils veulent juste continuer à se mentir et à mentir aux autres au nom d'une fierté affichée en plaque d'immatriculation au pays d'une fausse estime de soi réinventée et de l'orgueil mal placé.

Les plus grands supporters de cette mascarade sont justement les plus grands détracteurs de la vision qui ne veut pas de regards complaisants et compatissants. Ils veulent juste continuer à se mentir et à mentir aux autres au nom d'une fierté affichée en plaque d'immatriculation au pays d'une fausse estime de soi réinventée et de l'orgueil mal placé.

Finalement, quand les planètes de l'incohérence et de l'incongruité sont alignées, on devient précurseur et on passe de la devise «Avoir les gouvernements que nous méritons» à avoir les gouvernements qui nous ressemblent.■

Une nouvelle manière de voir le monde !

Par Hassan BAKHSISS *

« Y a-t-il encore une place dans nos vies et dans notre époque pour le rêve ? Parler des chiffres et des mots est une façon de regarder le monde humain qui n'est pas si différent, drôle, troublant, bizarre, cruel et tendre. Mais je constate, à mon grand regret, que le monde est à la traîne, souvent à côté de la plaque. Ce monde est aussi en avance, là où les autres ont oublié d'être ! *« La vérité est trop riche pour être saisie d'un seul regard. »* disait William James. Lorsque je braque mon regard sur le monde des mathématiques, les nombres constituent une véritable mosaïque quoique certains se cachent encore. Je pense connaître un peu mieux l'univers de ces nombres et leur long chemin infini. En regardant leurs comportements, je trouve des similitudes et des bizarreries entre eux et les humains. Certains nombres sont aussi mystérieux que l'Homme. Le nombre d'or est considéré comme étant la « proportion divine » mais il suscite les controverses les plus vives. Sans vouloir être rébarbatif, les mathématiciens savent par exemple que les nombres premiers sont les briques élémentaires permettant de construire tous les autres entiers par multiplications successives. Tous les mathématiciens, et ce, depuis l'antiquité ne parviennent pas à dompter ces nombres. Un véritable casse-tête ! Euclide a essayé et il n'y est pas parvenu. La liste est longue des mathématiciens illustres qui sont tombés dans leurs filets, succombant, sans jamais parvenir à trouver la règle qui régit leur apparition. Chaque nombre a son propre caractère. Dans le jargon mathématique, les nombres premiers n'ont pas « un bon comportement arithmétique » car ils apparaissent sans prévenir et sans suivre aucune loi ! Les nombres sont aussi riches et curieux que les humains mais ils vivent en harmonie entre eux. Je suis un étrange écrivain, mathématicien de formation mais féru de littérature et d'arts… Aux limites des chiffres, la vertu de la littérature et des Arts apaise et incite à la créativité intellectuelle. Wittgenstein qui est considéré comme l'un des penseurs les plus influents du 20ème siècle disait que *« Les limites de notre langage sont les limites de notre monde ».* La justesse des chiffres a besoin, indéniablement, du regard des mots. Je tente de manier toutes les formes du langage, de la photographie à la peinture en passant par la musique. Je demeure un étrange écrivain, j'éclate les chiffres et les mots, je les agite dans mes textes comme un pinceau dans un godet. Je les remue délicatement à l'instar d'un artiste peintre… Toutes les couleurs se déploient avec finesse et beauté. Les couleurs plus lumineuses reçoivent une intensité commune ressemblant plus au rêve de l'écrivain qu'à la volupté. Et lorsqu'ils refusent, je les mets en branle… Ils finissent par s'emboîter les uns dans les autres et chacun appelle l'autre pour mieux trouver leur énergie irradiante… Les étreintes et les enlacements des chiffres et des mots ne finissent pas de nous fasciner… Le chiffre a besoin du mot et vice versa. Les chiffres et les mots sont en mouvement. Dans cette atmosphère, les nombres survoltés semblent être amadoués. J'assiste à leur spectacle dans une vague de chaleur et d'humanité. J'ose espérer que les humains en fassent autant. Une belle ode à l'acceptation de la différence. L'intelligence des Hommes ne doit pas rester bloquée sur des certitudes à l'arrêt. Le mathématicien et philosophe britannique Bertrand Russel écrivit en 1912 : *« Existe-t-il au monde une connaissance dont la certitude soit telle qu'aucun homme raisonnable ne puisse la mettre en doute ? »* Cette symbiose des chiffres et des lettres donne finalement du sens à l'humanité, à la fraternité et peut-être même à la vie. Les chiffres et les lettres donnent la parole aux oubliés, aux humiliés et à toutes ces personnes rendues muettes et invisibles par l'usure quotidienne.

Optimiste que je suis, je continue à écrire pour interroger les tourments contemporains. Je rêve toujours, je voudrais voir un monde aussi humain que l'aventure humaine des chiffres et des lettres ! ■

Je tente de manier toutes les formes du langage, de la photographie à la peinture en passant par la musique. Je demeure un étrange écrivain, j'éclate les chiffres et les mots, je les agite dans mes textes comme un pinceau dans un godet. Je les remue délicatement à l'instar d'un artiste peintre…

Bio-express :

Féru de littérature et passionné d'écriture, Hassan Bakhsiss écrivait à ses heures perdues. Il est professeur de mathématiques nommé récemment par décret ministériel au grade de Chevalier dans l'ordre des Palmes Académiques. Il exerce actuellement à l'Académie de Strasbourg en tant que formateur et conseiller pédagogique. Il a déjà édité deux romans « La Facture » et « De l'autre côté du miroir ! » ■

Abonnez-vous !

☐ Casablanca ☐ Rabat

Coordonnées

M. ☐ Mme ☐

Nom : ..... Code postal : .....

Prénom : ..... Ville : .....

Société : ..... Tél. : .....

Adresse : ..... Fax : .....

..... E-mail :.....

Règlement

12 mois : 100 DH.
Mode de paiement : chèque bancaire à l'ordre de **Maroc diplomatique**

Veuillez renvoyer ce bulletin sous enveloppe, accompagné de votre règlement à l'adresse suivante :

16 Avenue Moulay Hassan 1er. 3ème étage.

Escalier B. N° 9. Gauthier. Casablanca.

Retrouvez cette offre sur notre site : www.maroc-diplomatique.net ou téléphonez au : 05 22 20 69 16 - 05 22 20 98 68

Kebir-Mustapha Ammi Faiseur d'éclopés formidables

Il s'appelle Kebir-Mustapha Ammi, il est né en 1950 à Taza, la petite ville de l'est du Maroc.

K.M. Ammi qui est de père algérien berbérophone, de mère marocaine arabophone, a été décoré par S.M. le Roi Mohammed VI du Wissam du mérite national, lors de la célébration de la Fête de la Jeunesse à Tanger, le 21 août 2016.

PAR SOUNDOUSS CHÉRIF EL KETTANI

Il est installé en France après avoir vécu un peu plus d'un an en Grande-Bretagne et quelques années aux États-Unis. Il a enseigné l'anglais et il écrit en français. C'est un enfant des seuils, un écrivain des adhésions (et des rébellions) linguistiques et identitaires multiples. Plus que tout, c'est un écrivain qui vient vers le lecteur avec un univers, un romancier qui a une signature. Le lire une fois, c'est être assuré de le reconnaître à la prochaine rencontre. On le retrouve dans des obsessions qui deviennent vite les nôtres et dont on ne sort pas indemnes.

L'œuvre publiée de Ammi compte quatre essais, une pièce de théâtre et, surtout, neuf romans, si l'on inclut ceux publiés dans des éditions Jeunesse. C'est d'ailleurs un récit dit Jeunesse qui a ouvert les portes de Gallimard à l'auteur : un manuscrit, *Le partage du monde*, envoyé par la poste, et le tour était joué.

La langue toujours la langue…

Il a été, comme beaucoup d'auteurs maghrébins francophones, encore aujourd'hui, acculé, explicitement ou pas, à la question habituelle : pourquoi la langue française ? Cette question se traduit en fait par : que viens-tu faire en terrain qui t'est étranger ? Ou peut-être aussi : pourquoi écris-tu encore dans la langue de l'ancien colonisateur ? Es-tu encore sous sa domination ? *« Peu me chaut,* répond-il, *que l'Autre soit né là où le sort, pour des raisons qui m'échappent, n'a pas eu l'idée de me faire naître et qu'il ait vécu dans un lieu inenvisageable pour moi. Si la langue dont il fait usage me permet d'exprimer ce qui me tient à cœur, pourquoi me priverai-je d'y recourir ? […] Je suis, lorsque j'écris, dans la position du noyé qui essaie, non pas de s'interroger sur la composition chimique de l'eau, mais d'atteindre coûte que coûte le rivage. La langue – française, ici – est une bouée de sauvetage . »*[1]

Maîtriser son destin par le récit

Les héros, ou antihéros, de Ammi sont à cette image : baigneurs forcenés dans une eau boueuse, mais pas stagnante, qui s'acharne tantôt à les emporter au loin, tantôt à les enfoncer en son sein. Ils se démènent, à contre-courant souvent, mais parfois aussi dans le sens des vagues, pour accéder à un espace qui les accueille, à un monde qui serait le leur. Aucun de ces héros ne naît avec une place désignée et les récits racontent justement cette bataille de chaque instant d'un personnage, souvent très jeune, à la filiation rompue et qui n'a donc d'autre choix que de devenir acteur de son destin, par tous les moyens. *Feuille de verre (Feuille de verre,* 2004), *Fdéla (Le ciel sans détours,* 2007), *Moumen (Les vertus immorales,* 2009), *Mardochée (Mardochée,* 2011), *Shar (Un génial imposteur,* 2014) sont condamnés, au moment où le lecteur les découvre, à ne jamais émerger. Ils y arrivent tous cependant et la noyade évitée s'incarne dans leur aptitude à enfin raconter leur histoire.

Kébir-Mustapha Ammi

Chacun de ces cinq romans est en effet un récit de soi dont la mise en scène est esquissée, parfois par touches discrètes, dès les premières pages, mais qui attend la fin du texte pour s'avérer pleinement dans deux acteurs essentiels : narrateur-protagoniste et instigateur-destinataire. Quelqu'un, quelque part, demande presque toujours le récit, ou encore, parfois, c'est le personnage qui semble s'assurer que sa version en concurrence est des plus officielles.

C'est ainsi que le récit de Mardochée est, de toute évidence, animé par l'ambition secrète de mettre de l'ombre sur celui d'un saint de l'Église catholique. Mardochée est en effet le guide, oublié par l'histoire, d'un certain Joseph Aleman, voyageur qui fait un repérage du Maroc du nord au sud et derrière lequel il est aisé de reconnaître le «béatifié» Charles de Foucauld, auteur de *«Reconnaissance au Maroc».*

Shar (qui signifie « mal » en arabe), le « génial imposteur », quant à lui, raconte sa vie parce qu'elle est nécessaire au fils de son ancien ami, « Khaïr » (« bien » en arabe), désireux, comme tant d'autres, de retrouver le fil de son histoire familiale. Le récit de soi est un impératif qui manifeste la réalisation ultime du personnage comme sujet actant.

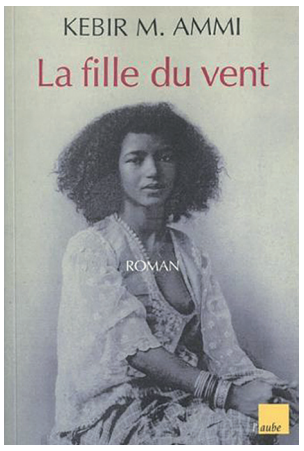
Rêver et partir

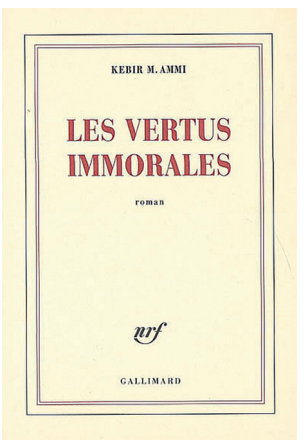
Au départ, tout condamne ces délaissés à être dépossédés d'eux-mêmes et de leur propre destin. Deux caractéristiques communes leur permettent de dépasser ce qui les condamne d'emblée : le rêve et la mobilité. Ils se projettent dans un avenir autre, utopique souvent, mais parfois ultimement réalisé. Ils rêvent de nouveaux espaces, de l'Amérique nouvellement découverte et de l'Algérie du décret Crémieux qui donnerait leur dignité aux Juifs. Ils rêvent de temps nouveaux où l'un, *Feuille de verre*, pourrait acheter Tanger, où l'autre, *Fdéla*, pourrait parler directement à Dieu « sans détours ».

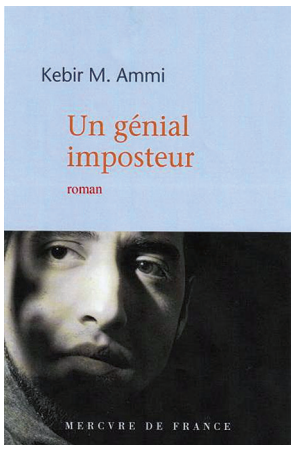
Aucun de ces héros ne naît avec une place désignée et les récits racontent justement cette bataille de chaque instant d'un personnage, souvent très jeune, à la filiation rompue et qui n'a donc d'autre choix que de devenir acteur de son destin, par tous les moyens.

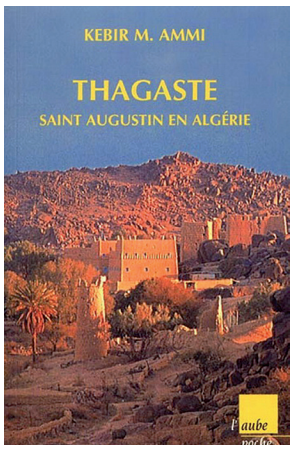
«Je suis, lorsque j'écris, dans la position du noyé qui essaie, non pas de s'interroger sur la composition chimique de l'eau, mais d'atteindre coûte que coûte le rivage. La langue – française, ici – est une bouée de sauvetage.»

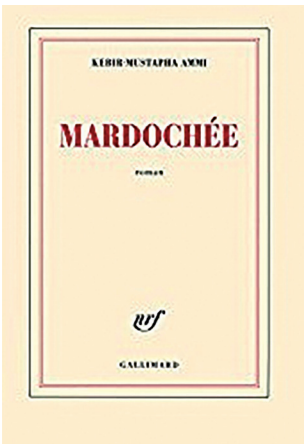
Le récit de soi est un impératif qui manifeste la réalisation ultime du personnage comme sujet actant.











L'écriture de Ammi est réflexion générale sur les regards échangés entre le Moyen-Orient et l'Occident. Elle offre, dans une langue de l'Occident, le regard du Moyen-Oriental sur lui-même et sur le monde.

Ils ont, du reste, la capacité de quitter des espaces géographiques, des êtres, voire une de leurs personnalités. Ils s'éloignent non seulement à des moments où la fuite est nécessaire, mais également lorsqu'elle est un choix volontaire. Au détour d'une phrase qui dit la stabilité potentielle d'une situation, deux mots suffisent pour indiquer le changement, le mouvement, le départ. Nul besoin de les motiver pour le lecteur.

L'éphémère règne dans le monde de Ammi. Ce qui est grand devient petit, ce qui se sait finit par être ignoré, ce qui est reconnu est oublié, ce qui est en haut décline. Rien ne dure, ni les douleurs, ni les bonheurs, ni les richesses, ni les misères. La seule exception, c'est peut-être l'écrit, quoiqu'il soit menacé et qu'il faille veiller au grain pour qu'il parvienne à ses destinataires.

Voyages, mystifications et une autre histoire

Un roman de Kebir-Mustapha Ammi, c'est la mise en situation d'êtres perdus dans un univers de violence, d'horreur et d'humiliation, qui veut leur fermer les issues. Certains vont traverser ce charnier à la façon naïve d'un Candide qui sait qu'il n'est pas dans le meilleur des mondes possibles, mais se demande quand même pourquoi un «hurluberlu » voudrait « faire sauter le pays » *(Feuille de verre)*, comme si tout ce qu'il vivait n'était pas suffisant pour justifier l'anarchie.

Ceux-là continuent, vaille que vaille, et tiennent le secret de leur ascension (vers le récit) à leur persistance et à leur capacité de partir et de recommencer autrement. D'autres sont à la fois terribles et attachants. Ils échappent à toute grille de lecture rigide. Ils peuvent être fourbes et cruels, mais se montrer, à d'autres moments, tendres et loyaux.

L'identité de chacun est mouvante et le lecteur est pris dans l'engrenage d'un récit à la première personne, qui lui a fait aimer le narrateur, et qui le contraint de ce fait à continuer à adhérer à ses discours et à ses actes même quand ils deviennent insupportables.

Ces monstres auxquels on ne peut résister illustrent une autre des hantises de Ammi : l'imposture. Ils mentent, se masquent, espionnent : Joseph Aleman se fait passer pour un juif afin de ne pas être inquiété dans un Maroc suspicieux des chrétiens qui ourdissent la colonisation à venir ; Shar est maquisard pour le « Front de libération nationale » (FLN) algérien, puis membre de l'Organisation Armée Secrète (OAS), il revient au FLN et devient le héros d'une ascension fulgurante à coups de veste retournée au gré des événements et des détenteurs de pouvoir.

Il faut néanmoins voir que si l'imposture est possible, c'est parce qu'on cherche toujours dans autrui le reflet d'une étiquette communautaire ou ethnique figée. Or, l'imposteur échappe aux clichés et peut tromper grâce à son « originalité ». Les deux Arabes, Moumen et Shar, héros des Vertus immorales et du Génial imposteur, séduisent, convainquent et, donc, flouent, parce qu'ils n'ont pas « l'air arabe ». Ils ne sont pas particulièrement typés physiquement. Ce sont des orateurs éloquents qui manient avec brio plusieurs langues.

L'art de Ammi est aussi dans sa capacité à éviter à tout prix le pathos. Il est interdit au lecteur de pleurer. Le texte va trop vite pour permettre l'émotion. Le rythme de ces récits est effréné, pressé et pressant.

Aux yeux des Européens qui les rencontrent, ils peuvent passer pour d'autres Européens comme eux, ils peuvent en tout cas passer pour fiables. L'imposture ne réussit que parce qu'il y a préjugés sur l'altérité arabe.

L'écriture de Ammi est une réflexion générale sur les regards échangés entre le Moyen-Orient et l'Occident. Elle offre, dans une langue de l'Occident, le regard du Moyen-Oriental sur lui-même et sur le monde.

L'histoire officielle est renversée par cette nouvelle perspective : au lieu de faire le voyage d'exploration du Maroc précolonial avec Charles de Foucauld, faisons-le plutôt avec le Marocain Juif Mardochée. Au lieu de suivre les explorateurs espagnols en Amérique au XVIe siècle, suivons plutôt Moumen, un autre Marocain (qui a probablement pour modèle Zemmouri, un autre oublié de l'Histoire). Lisons l'Histoire avec ces nouvelles lunettes, dont seul le genre romanesque peut permettre et garantir la liberté. L'étonnant est que les fantaisies les plus improbables des récits de Ammi trouvent un germe dans l'histoire « réelle » des marginaux. Il suffit de casser les carcans narratifs des vainqueurs pour trouver quelques indices qui brouillent les lignes trop droites et opacifient les prétendues vérités.

Avec le drame, la dérision

Tout cela pourrait sembler bien sérieux et bien tragique. Or, l'art de Ammi est aussi dans sa capacité à éviter à tout prix le pathos. Il est interdit au lecteur de pleurer. Le texte va trop vite pour permettre l'émotion. Le rythme de ces récits est effréné, pressé et pressant.

Les actes les plus terribles sont annoncés au lecteur en quelques mots. Un meurtre est commis en deux phrases, sans préparation : *« Un jour, je suivis un vieux Français qui se réjouissait d'avoir harponné une belle bête. Je lui fis rendre gorge, aussitôt franchi le seuil d'un clandé de la partie basse de la ville » (Un génial imposteur).*

De cette course du récit, émerge souvent le comique, un comique grinçant qui inquiète. On rit et on s'en veut de rire devant tant de misère. Tout est moqué et ridiculisé: le courage, la sincérité, la foi, l'enfance. Les vertus sont immorales, l'imposture est géniale. Les engagements, militaire, politique, religieux, conjugal, amoureux, amical, sont dérisoires.

C'est une littérature désillusionnée et presque démente. Réalisme et surréalisme sont ici bien proches. C'est un monde insensé dans lequel nous sommes conviés, mais le monde « réel » dans lequel nous vivons n'est-il pas aussi fou ? ■

Soundouss Chérif Kettani, est professeure engagée au «Collège militaire royal du Canada». Elle est dix-neuviémiste et s'intéresse également à la littérature maghrébine francophone d'origine arabo-berbère.

Elle a dirigé en collaboration avec la professeure à l'Uqam Rachel Bouvet, un collectif consacré à l'écrivain libanais Amine Maâlouf *(Amine Maâlouf, une œuvre à visiter, PUQ, 2014).*

- 1. « Mon identité, celle de l'autre », dans Michel Le Bris et Jean Rouaud (dir.), Je est un autre, Pour une identité-monde, Gallimard, Paris, 2010, p. 177.

- In « Nuit blanche », magazine québécois – Été 2016.

L'autre rentrée littéraire

Par Jean Zaganiaris,

Médiatiser les mêmes auteur(e)s, aussi talentueux soient-ils, empêche les lectrices et les lecteurs, notamment ceux n'étant pas forcément attirés par leurs ouvrages, de découvrir la pluralité des œuvres présentes au sein du champ littéraire. Au cours de cette rentrée littéraire, allons à la découverte d'autres livres plus discrets et regardons ce qu'ils ont à nous dire…

Lorsqu'on s'est mis à annoncer cette fameuse rentrée littéraire 2016, on a cité, à maintes et maintes reprises, et bien évidemment à juste titre, les derniers romans de Leïla Slimani, Reda Dalil ou Mohmed Nedali. Ce sont de grands romanciers dont il est normal de parler au sein des rubriques culturelles. Toutefois, ce n'est pas tant ces derniers que nous évoquerons mais d'autres textes littéraires dont on ne parle jamais ou rarement dans les médias. Ces derniers possèdent leur intérêt et leurs qualités intrinsèques, et méritent d'être mentionnés au sein de cet événement culturel. En effet, qu'est-ce que « la rentrée littéraire » au Maroc ? Un événement lancé en décembre 2014 par M. Abdelkader Retnani, directeur de la maison d'éditions *La Croisée des chemins*, et reproduit, maintenant chaque année, une fois que la rentrée scolaire est terminée. D'ailleurs, en Europe, comme le souligne Sylvie Ducas, l'expression « rentrée littéraire » pourrait avoir été inventée à partir de ce que l'on appelle « rentrée des classes ». L'enjeu est de jouer sur la portée symbolique de l'événement afin de promouvoir le livre, en mettant bien souvent en évidence les auteurs reconnus du champ (ceux qui vendent bien, qui ont été primés à des prix prestigieux etc…). Faut-il reproduire cela au Maroc, où les chiffres d'affaire du livre et la quantité (je n'ai pas dit la qualité !) des publications n'est pas la même ? La rentrée littéraire pourrait être aussi un événement culturel où l'on offrirait une vision panoramique de l'existant, en s'adressant à la diversité des publics. Ma chronique ne prétend bien entendu pas parler de tous les textes littéraires ignorés par les rubriques culturelles. Je me limiterai à ceux sortis récemment, notamment cet été.

La rentrée littéraire pourrait être aussi un événement culturel où l'on offrirait une vision panoramique de l'existant, en s'adressant à la diversité des publics. Ma chronique ne prétend bien entendu pas parler de tous les textes littéraires ignorés par les rubriques culturelles.

Le premier livre dont je souhaiterais parler est celui de Najat Dialmy, *Mémoire d'un professeur*, paru en septembre 2016 aux éditions *Bouregreg*. Dans un contexte où il est facile de discréditer les pratiques d'enseignement, cet ouvrage vient à point nommé pour témoigner de la façon dont certaines personnes se dévouent à leurs tâches et s'investissent, avec un engagement fort louable, dans les techniques d'apprentissage. Capable de jouer avec l'autofiction, Najat Dialmy relate ses expériences d'enseignante mais en inscrivant son propos dans un style romancé, susceptible d'intéresser des lectrices et des lecteurs évoluant dans les milieux pédagogiques. Najat Dialmy raconte le parcours professionnel d'une femme qui a consacré sa vie à apprendre aux enfants à lire et à calculer. Cela pourrait être banal. Toutefois, la force du livre est de restituer les émotions de cette enseignante sensible et affirmée à la fois. Il relate la façon dont elle a poussé ses élèves à s'intéresser à la culture mais aussi à l'éthique. Certains passages donnent, avec malice, des ficelles aux enseignants pour tenir leurs classes et surveiller leurs épreuves : *« J'étais sûre qu'il m'était impossible de bien surveiller une quarantaine d'élèves assis à deux à la même table. Alors, avant de distribuer l'épreuve du contrôle, je demandais à quelques élèves de changer de place de sorte qu'un élève médiocre soit assis à côté d'un aussi médiocre que lui, l'élève moyen à côté d'un autre de même niveau et l'excellent à la même table qu'un autre élève excellent. Ainsi, je ne risquais pas d'avoir la désagréable surprise de trouver un quatorze ou un seize sur la copie d'un élève de très faible niveau ».*

Auteur de «Un printemps de désirs», «Queer Maroc. Sexualités, genres et (trans) identités dans la littérature marocaine», Jean Zaganiaris est sociologue, enseignant-chercheur à l'EGE et chroniqueur.

L'éditeur *Marsam* a également publié un certain nombre de romans pour cette rentrée littéraire, notamment *Meurtre à Adrassane* de Dounia Charaf, auteure de *Les petites filles et l'oued* (2012) et *L'orange de l'ogresse* (2015). Dans ce livre écrit sur le ton du polar mais nous plongeant dans les abîmes de l'âme humaine, nous suivons le personnage de Assia, enquêtant sur une série de crimes et d'agressions sexuelles. Derrière cette atmosphère policière, l'auteure aborde des thèmes sociaux tels que la misogynie et le machisme, la vie des gens démunis et le délabrement dans lequel on laisse certains lieux du monde rural. Cela n'empêche pas les femmes d'être solidaires entre elles et penser collectivement des plans d'action communs, à l'image de l'accueil que Naïma, la brigadière, réserve à Assia lors de son arrivée à l'hôpital pour rencontrer une fille victime de viol. Malgré tout, l'inspectrice prend conscience de la difficulté à dénoncer et faire condamner la domination masculine, en donnant la parole aux subalternes : *«Assia soupira et se leva, écœurée et découragée comme à chaque fois qu'elle devait s'occuper d'affaires de viols, lorsque les victimes se défiaient plus de la justice que de leurs agresseurs».*

La semaine où j'ai aimé de Moha Souag, paru cet été aux éditions Sirocco, fait également partie des romans à retenir pour cette rentrée. L'auteur nous parle des expériences de Didon Benkoa, un jeune lycéen envouté par une djin aux formes voluptueuses qui fait l'amour avec lui chaque soir et ne supporte pas la concurrence des autres femmes de la vie réelle. De nombreux passages sont des moments de pure poésie, rendant compte de la violence du désir et des troubles de la possession, au sens propre comme au sens figuré : *« Elle était unique et multiple. Elle était toutes les filles de mes rêves, celles du passé et de l'avenir, celles que je ne connaissais pas encore, celles que j'avais aimées, celles que je n'avais pu aimer et celles que j'avais désirées en cachette, un mirage attisant les affres de la soif d'aimer ».* Plus l'on avance dans le récit, plus la virilité et la dureté masculine se fissurent, laissant apparaître la fragilité et la vulnérabilité des êtres devant une passion qui les dépasse. D'autres romans mériteraient d'être cités ici, notamment *La dame à la djellaba rouge* de Ahmed Massaïa, *Villa Australia* de Habib Mazini et *Il n'y a pas de barbe lisse* de Mounir Serhani paru chez Marsam, *Absolut Hob* de Rachid Khaless chez Virgule Editions ou bien *Les Éphélides d'Alejandro* de Patrick Lowie sorti cet été aux éditions marrakchies P. A. T, mais j'en parlerais peut-être une prochaine fois. Parmi les ouvrages à paraître durant la rentrée littéraire, signalons le nouveau roman de Mamoun Lahbabi, *Une douleur à vivre.* Prévu en novembre 2016 aux Editions L'Harmattan, ce texte magnifique raconte le périple d'un homme débarquant en Asie et partant à la recherche d'une mystérieuse inconnue. Tout comme dans ses autres romans, notamment *Sur tes pas* (2001) et *Entre tes mains* (2015), le style d'écriture de l'écrivain restitue avec une minutie et une qualité descriptive les paysages naturels dans lesquels s'enfonce Malik Amr, le personnage principal. Les fleuves et la végétation du Vietnam ou de la Thaïlande montrent tout le bien-être que la nature apporte à ces hommes fatigués de l'aliénation des grandes périphéries urbaines. Les organisateurs de la COP 22 mais aussi Annie Devergnas, la brillante auteure de l'essai *Nature et culture*, apprécieront. Parmi les nouveautés à paraître, signalons aussi *Orgasme*, le prochain ouvrage de AbdelhakNajib qui sortira aux éditions Les Infréquentables, ainsi que la nouvelle *« Modern Love »* de Zakya Gnaoui, auteure de *Sans Contrefaçon* (2016), qui sera publiée en novembre aux éditions La Musardine et qui raconte la fracture existentielle d'une femme errant dans la nuit parisienne, accompagnée des chansons de David Bowie. Une bonne rentrée à toutes et à tous, et de belles lectures pour tout le monde, en fonction de ses goûts et de ses désirs. ■

Le conscient et l'accidentel

[La peinture est un glissement vers l'inconnu en soi.]

Bram Van Velde

Depuis de longues années, Amina Rezki se consacre à une peinture qui ne semble respirer à l'aise qu'en se saisissant du frisson de l'âme humaine. Avec une énergie impressionnante, elle construit une œuvre hantée par la nuit, fixant la condition humaine d'un regard désenchanté, peuplée de personnages écorchés à l'acier de l'angoisse et de la solitude. Son approche cathartique de l'art place l'artiste parmi les peintres les plus authentiques de l'intériorité, ces créateurs tourmentés dont la maîtrise technique est mise au profit d'une expression tout individuelle du monde et de l'aventure existentielle de l'homme. Cette passion inconditionnelle de la peinture dit aussi la sensibilité exacerbée de cette femme prolifique dont le désir de créer, confie-t-elle, s'intensifie chaque jour un peu plus. A Bruxelles ou à Tanger, l'artiste trouve l'occasion de s'enfermer, au quotidien, pour donner naissance à un univers qui frappe d'abord par une vigoureuse diversité de factures. L'œuvre recèle des tableaux abstraits aux portraits réalistes, en passant par la part considérable d'une peinture fulgurante donnant à voir des personnages ou des objets esseulés sur le blanc du support ou écrasés sous une avalanche d'ombres et de traces. Mais cette prolifération de manières a un dénominateur commun : non la recherche de l'émotion, mais sa capture. Qu'il montre une figure humaine, un paysage ou des formes et des couleurs qui ne représentent qu'elles-mêmes, un tableau d'Amina Rezki est l'exécution véloce d'une émotion, la traduction frénétique d'une poussée intérieure. Même quand un motif non humain est un sujet autonome, une touffe d'herbe, une boule de laine, un arbre, une porte, il est porteur d'une sensation grise, empreint d'un accent de désolation, contaminé par ces êtres fatigués qui ont déserté la surface plastique en quête d'autres abris où dérober leur désespoir. Ces figures issues de l'abîme, où l'artiste les trouve-t-elle ? On connaît les portraits qu'elle réalise de son père à partir de photos. Des photos sont aussi à l'origine des toiles où elle exprime son admiration pour Jilali Gharbaoui. Dans ces tableaux, l'expression d'une confidence s'accompagne d'un effort mimétique. L'empathie ne sacrifie ni la précision ni la ressemblance. Mais, ces hommages mis à part, la peinture de Rezki fourmille surtout d'êtres et de choses qui naissent du support lui-même. Ils ne procèdent ni de modèles extérieurs ni de visions imaginaires. Ils ne sont pas non plus l'œuvre d'une préméditation. Ils sont impulsés par les mouvements de la main sur la toile ou le papier. Ici et maintenant. La main provoque sur le blanc une giclée, un trait, une touche, qui arrête la peinture sur une image dont le peintre pourrait soigner l'apparence, qui impose d'arracher au vide un corps à suspendre dans un gouffre, un torse à écarteler entre deux murs, un nuage noir accrochant des silhouettes. L'artiste pratique un art de l'intuition. D'une trace ou d'une tache, d'un effacement ou d'un grattage, émerge non l'idée d'un sujet mais déjà son esquisse, la suggestion physique de son jaillissement futur. En entamant un tableau, l'artiste n'en connaît ni le parcours ni l'aboutissement. C'est la peinture elle-même qui décide que peindre. Si l'art de Rezki est à mettre en rapport avec celui de Francis Bacon, l'un de ses peintres de prédilection, c'est surtout en raison de cette oscillation du faire pictural entre la volonté et le hasard, entre le conscient et l'accidentel. Pendant même l'acte de peindre, un geste à la fois volontaire et désintéressé oblitère les données immédiates de la peinture pour l'orienter vers un nouveau destin.

Dans ces tableaux, l'expression d'une confidence s'accompagne d'un effort mimétique. L'empathie ne sacrifie ni la précision ni la ressemblance. Mais, ces hommages mis à part, la peinture de Rezki fourmille surtout d'êtres et de choses qui naissent du support lui-même.

Un monde qui frappe par une vigoureuse diversité de factures.

Une avalanche d'ombres et de traces au service de la capture de l'émotion.

La nouvelle série que montre la *Galerie Rivages* est entièrement réalisée sur papier. Elle est représentative de cette diversité de procédés connue à l'artiste. Des peintures abstraites figurent des entrelacs de formes et de lignes qui semblent rageusement se superposer les unes aux autres pour empêcher le réel d'y percer, pour étouffer toute allusion au monde. Mais la série propose notamment des images trempées dans la déréliction humaine. D'abord, des portraits du père, personnage obsédant, constamment évoqué dans des tableaux qui, d'une facture presque vériste, tiennent à en restituer la présence et le regard. D'autres portraits ne cherchent à identifier personne mais, défigurés, triturés sous la violence des traits, expriment le désarroi d'une humanité pourchassée. Les autres papiers réactualisent cette démarche qui constitue la force majeure de cet art, à savoir le surgissement de la figure humaine, inachevée et tordue, des marécages et des ombres qu'étale la peinture. Représentés dans des postures douloureuses, des personnages atones se détachent à peine du fond, ployant sous le poids du monde, réduits à des contours flous qui paraissent vidés du corps qu'ils cernent sans montrer. De la nuit noire, une gestualité débridée fait poindre des personnages au buste imposant mais au visage lacéré de traits agressifs, transformé en amas de cendres. Parfois, un souci de composition se fait jour, une soigneuse mise en espace cale les êtres entre deux mondes, un bloc de terre auquel s'accouder et une porte qui semble s'apprêter moins à accueillir qu'à engloutir. Un tableau donne à voir une silhouette enfermée dans un cube. A regarder de près, rien ne permet de reconnaître un être humain dans ces formes qui résistent aux larges traces noires évoquant la cage, car c'est l'enfermement lui-même que peint l'artiste et non l'homme enfermé. L'émotion se passe des preuves du réel. Un autre tableau figure un personnage allongé les bras en avant, entourant une source au pourtour rouge où se désaltérer. L'homme est rendu dans une masse de fumée et de suie qui lui donne l'apparence d'un animal préhistorique, d'un être de cauchemar. Habité d'une sombre vision de l'homme, l'art de Rezki confine-t-il au monstrueux ? Jamais. La peinture se meut dans l'angoisse mais sans verser dans l'horreur. La démarche de l'artiste ne serait expressionniste qu'à la condition de déposséder le mot de sa tendance à signifier la figuration d'une imagerie de la catastrophe et de l'abject. Ce qui heurte le regard devant ces tableaux, c'est moins le drame des personnages que la manière dont il est tu sous l'agitation des formes. C'est là une différence de taille par rapport à l'univers de Bacon. L'artiste britannique peint des entrailles animales, des bouches démesurément élongées, des pansements et des seringues hypodermiques. Quant aux êtres frileux de Rezki, on ne les entend jamais crier, on ne voit jamais le sang de leurs blessures. La peinture dit la poisse sans tomber dans l'insoutenable. Quand ils sont d'une physionomie précise, ramenés à leur nette visibilité anthropomorphe, ces personnages vous fixent sans ciller, vous toisent même, comme pour vous donner la certitude qu'ils sollicitent votre regard et non votre compassion. Les êtres accablés qui traversent l'œuvre d'Amina Rezki sont des éclopés stoïques. ■

YOUSSEF WAHBOUN
Ecrivain et professeur d'esthétique comparée et d'histoire de l'art